



VITT. EMANUELE III

PIZZOFALC

NAZIONALE

B. Prov.

BIBLIOTECA

XIV

291

NAPOLI

VITT. EM. III

~~32-A-86~~

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio

~~XXI~~



~~26~~

Palchetto

Num.° d'ordine

~~32-A-86~~

~~123.~~
~~3~~
~~45~~

B. Rev.
XIV
291



O E U V R E S

COMPLETTES

DE

LOUIS DE SAINT-SIMON.

TOME TREIZIEME.

M É M O I R E S

POUR SERVIR À L'HISTOIRE

DU

DROIT PUBLIC DE LA FRANCE.

Avertissement.

On a publié en France à différentes reprises des anecdotes sans liaison ni ordre tirées du dépôt des affaires étrangères et qu'on a intitulées *Mémoires du duc de St. Simon*, 3 voll. avec 4 voll. de supplément.

Dans le dépôt des affaires étrangères se trouvent en effet onze volumes in-folio de mémoires manuscrits ou imprimés que le Duc de Saint-Simon avoit rassemblés et réunis pêle-mêle et sur lesquels il devoit composer les mémoires de son tems.

Les soi-disants Mémoires du Duc de Saint-Simon en 7 voll. in-8. sont l'extrait, même infidèle de 8 voll. in-4^e qu'avoit extrait l'abbé de Voisenon : cet extrait de l'abbé de Voisenon étoit lui-même un Extrait des onze volumes in-fol. déposés au bureau des affaires étrangères et les onze voll. in-fol. sont, non les Mémoires originaux du Duc de Saint-Simon, mais simplement les matériaux de ces Mémoires que nous offrons aujourd'hui au public.

On trouve chez les mêmes Libraires

OEUVRES POSTHUMES DE FRÉDÉRIC II. ROI DE PRUSSE en 15 voll. in-8. et un vol. de *Supplément*.
Seconde édition imprimée sur beau papier et en beaux caractères ; prix 32 livres broché, et sur papier vélin 90 liv.

Cette édition originale dans laquelle on a rétabli tous les passages supprimés ou altérés par l'ancien ministère est la seule complete qu'il faut se garder de confondre avec les contrefaçons infidèles et vicieuses.

OEUVRES DE FRÉDÉRIC II. ROI DE PRUSSE, publiées du vivant de l'auteur ; servant à compléter la collection des Oeuvres de ce grand roi, en 4 voll. in-8. Prix 16 liv. br. et sur papier vélin 30 liv.

O E U V R E S

COMPLETTES

DE

LOUIS DE SAINT-SIMON,

*Duc et Pair de France, Chevalier des Ordres du
Roi et de la Toison d'or, etc. etc.*

Pour servir à l'Histoire des cours de
Louis XIV, de la Régence et de
Louis XV.

Avec des Notes, des Explications et des Addi-
tions à la fin de chaque volume, extraites
des Correspondances et des portefeuilles de
l'auteur et de plusieurs Princes et Seigneurs
ses contemporains.

TOME TREIZIEME



A STRASBOURG

chez J. G. TREUTTEL, Libraire

et se trouve A PARIS

chez ONEROY, Libraire, rue St. Victor n°. 11,

1 7 9 1.



MEMOIRES

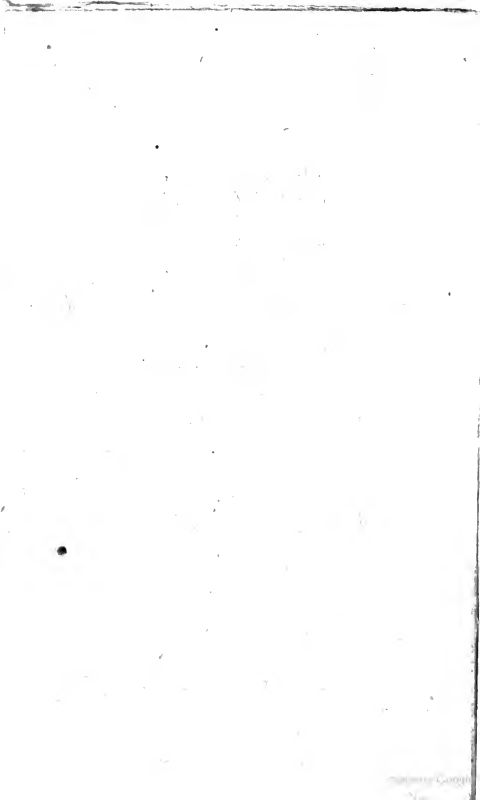
SUR LE

DROIT PUBLIC

DE LA FRANCE.

Avec des notes, des additions et quelques mémoires sur la Constitution politique de l'Espagne.

Droit public de la France. A



645790
SBN

CONSTITUTION

DE LA

MONARCHIE

FRANÇOISE

PAR

[LE DUC DE SAINT-SIMON;

AVERTISSEMENT:

Nous avons cru que la république des lettres nous sauroit gré d'exposer ici la doctrine d'un aristocrate accompli sur la Constitution de l'Etat, et nous y avons ajouté des notes écrites, la plupart, avant la convocation des Etats-généraux.

S O M M A I R E.

I. État primitif de la nation des Francs. II. Origine de la féodalité. III. Assemblée générale de la nation au champ de Mars. IV. Pouvoir législatif de l'assemblée. V. Vues sur Pepin. VI. Sur Hugues-Capet, chef de la maison régnante. VII. Des prérogatives inhérentes à la pairie. VIII. Sentimens du duc de Saint-Simon sur l'origine des Parlemens, et de ceux qu'il nomme Légistes. IX. Prérogatives des pairs et de leur Co-pouvoir législatif avec le monarque. X. Des ducs non pairs vérifiés au Parlement. XI. Histoire particulière de la formation du Parlement de Paris selon l'auteur. XII. Du nom de Parlement. XIII. Des Représentans de la nation, et pourquoi le duc de Saint-Simon s'est déclaré l'ennemi des Parlemens;

HISTOIRE ET RÉVOLUTIONS DU GOUVERNEMENT DE LA FRANCE.

I.

État primitif de la nation des François.

ON ne peut douter que les successeurs de Pharamond n'aient été moins des rois que des capitaines à la tête d'un peuple belliqueux, qui, ne pouvant plus se contenir dans ses bornes, se répandit à main armée, et fit des conquêtes.

Clovis donna le premier une plus grande et plus solide consistance à ce nouvel état et plus de majesté à sa dignité, et par le moyen du christianisme qu'il embrassa, plus d'ordre et de police à ses sujets, dont il fut peut-être le premier roi, et plus de règle et de commerce avec ses voisins. La nouvelle monarchie composée d'une partie conquérante et d'une partie conquise, fut toute militaire et jamais despotique: les chefs principaux qui avoient aidé à la former, étoient appelés à toutes les délibérations de guerre, de paix, de loix à faire, à soutenir, à toutes celles qui regardoient le dedans et le dehors.

Les conquêtes s'étant multipliées, les *Francs* qui les firent, donnèrent leur nom de FRANCE à la Gaule qu'ils avoient soumise, et reçurent de leurs rois des partages de terres conquises à proportion de leurs services, de leurs poids et de leurs emplois. Ces portions leur tinrent lieu de paye: ils les eurent d'abord à vie, et vers le déclin de la première race ils les eurent en propriété permanente dans la famille.

I I.

Origine de la féodalité.

ALORS ceux qui avoient les portions les plus étendues, en divisèrent des parties entre les *Francs* moindres qu'eux, sous les mêmes conditions qu'ils tenoient eux-mêmes leurs portions du roi, c'est-à-dire de fidélité envers et contre tous; d'entretenir des troupes à leurs dépends, et de les mener à celui qui leur avoit donné leurs terres, pour servir à la guerre sous lui, comme lui-même étoit obligé envers le roi à la même fidélité, et au même service de guerre toutes les fois que le roi le demandoit. Ce qui forma la seigneurie et le vasselage: ceux qui tenoient leurs portions des rois, s'appellèrent bientôt FEUDI et FIDÈLES de la *fidélité*, dont ils avoient contracté et voué l'obligation, en recevant les portions qui furent appelées *fiefs*; et l'action de les

recevoir, en promettant fidélité et service militaire au roi, *hommage*.

Les premiers seigneurs furent donc les grands feudataires: sous eux il y en eut d'autres, qui tenoient d'eux des fiefs sous la même obligation à leur égard et de service militaire: c'est d'où est venue la noblesse, connue long-tems avant le nom, sous le nom de *Miles*, *homme de guerre*, ou *noble* (synonymes) lorsque le nom de noble commença à être en usage à la différence des peuples conquis, qui de leur entière servitude furent appelés *Serfs*. Cette noblesse, pour parler un langage entendu, ne put suffire à la culture de ses terres: elle en donna une portion aux *Serfs*: chacun à sa dépendance; non à condition de service militaire comme les fiefs; mais à cens et rentes, et à diverses conditions: d'où sont venus les divers droits des terres. Ainsi le peuple Serf qui n'avoit rien, commença à devenir propriétaire en partie, tandis qu'en partie il continua à ne posséder quoique ce soit: et de ces deux sortes de Serfs, dont les uns devinrent propriétaires, et les autres ne le furent pas, est composé le peuple, ou ce qui a été appelé depuis *tiers-état*, et se pouvoit comme aujourd'hui, distinguer en *bourgeoisie* et en simple peuple. Ces taillettes qui furent d'abord données aux meilleurs habitans des villes, s'étendirent aux meilleurs habitans des campagnes: elles furent connues sous le nom de *Roture* à la

différence des fiefs, et leurs possesseurs sous le nom de roturiers, à la différence des seigneurs des fiefs, terme qui n'eut long-tems que sa signification naturelle, et que l'orgueil a fait depuis prendre en mauvaise part.

L'Église fit aussi des conquêtes par les libéralités des rois et des grands seigneurs: les évêques, les abbés le devinrent eux-mêmes: ils eurent des portions de terre fort étendues: ils en donnèrent en fiefs, comme avoient fait les grands seigneurs, et de-là sont venus les grands bénéfices, et, alors, la fidélité et le service militaire qu'ils devoient aux rois, et qui leur étoit aussi dû à eux-mêmes par leurs vassaux. Leur grand état temporel les fit considérer comme les autres grands seigneurs, et parvenus à ce point, l'ignorance de ceux-ci, se fit une religion de leur laisser la principauté par l'union de leur sacerdoce avec leurs grands fiefs; ensorte, que la noblesse, qui étoit le corps unique de l'État, en laissa former un second qui devint le premier, et tous deux en formèrent un autre par leurs *tailles*, qui rendirent force serfs propriétaires, lesquels, avec les serfs, qui ne l'étoient pas, et qui tous étoient le peuple conquis, devint par la suite un troisième corps de l'état, sous le nom déjà dit du *tiers-état*.

I I I.

*Assemblée générale de la Nation, au
champ de Mars.*

CET Empire tout militaire se gouverna militairement aussi, par cette assemblée, qu'on appella *champ de Mars*, et puis *de Mai*. Tous les ans, en Mars, et puis en Mai, le roi convoquoit une assemblée; il en marquoit le lieu et le jour : chaque prélat, et chaque grand seigneur s'y rendoit avec ses vassaux et ses troupes.

Là, deux espèces de chambres, en plein champ, étoient disposées, l'une pour les prélats, l'autre pour les grands seigneurs, c'est-à-dire *les Comtes*, dès-lors connus sous ce nom. Tout proche, dans l'espace découvert, étoit la foule militaire, c'est-à-dire, les troupes et les vassaux qui les commandoient.

I V.

Pouvoir législatif de l'Assemblée.

LE roi sur un tribunal élevé attendoit la réponse des deux chambres, à ce qu'il avoit envoyé à proposer : et lorsque tout étoit d'accord, le roi déclaroit tout haut les résolutions, qui étoient prises, soit civiles, soit militaires, et la foule militaire éclatoit aussi-

tôt en cris redoublés de *Vivat*, pour marquer son obéissance. (*)

Dans cette foule militaire et ecclésiastique, nul roturier, nul peuple; tout étoit noblesse ou gens de guerre; mots synonymes, comme je l'ai remarqué. Cette foule ne délibéroit rien, et n'étoit pas consultée: elle se tenoit pour représentée par ses seigneurs, et applaudissoit, pour tout partage, à leurs résolutions unies, et à celle du roi qui les déclaroit, et c'étoit de-là qu'on partoît pour la guerre; quand on l'avoit déterminée au champ de Mars. Il y auroit bien de quoi s'étendre sur cet abrégé: cette forme de gouvernement data constamment sous la première race, sous le nom de *placita*, de *placet*, c'est-à-dire, de ce qu'il avoit plus de résoudre et de décider.

(*) On voit ici, malgré tant d'écrivains modernes de mauvaise foi, Moreau, par exemple, que nos rois n'ont jamais ordonné la loi d'une manière absolue; il falloit qu'elle fût consentie: cette coutume est aussi ancienne que la monarchie, il fut résolu dans une assemblée générale, que la loi ne pouvoit être faite autrement: *Lex fit consensu populi, constitutione regis* disent les capitulaires. Ni Moreau, ni Linguet qui entassent pesamment dissertations sur dissertations pour expliquer cette loi si claire, si précise, si évidente et si juste, n'ont jamais pu parvenir à l'altérer, ni sur-tout à l'ôter du cœur des vrais Français.

• V.

Vues sur Pépin.

PÉPIN chef de la seconde race, porté sur le trône par les grands Vassaux à force de crédit, de puissance, d'autorité, qu'il avoit su s'acquérir, continua la même forme de gouvernement en Mai, au lieu du mois de Mars, tems trop peu avancé vers le printemps pour tenir des *placita*: Charlemagne son fils les continua de-même, autant que ses voyages le lui permirent, mais, jamais sans ses grands Vassaux: il n'entreprit rien de considérable, ni de paix, ni de guerre, ni de partage entre ses enfans, ni d'administration publique en France, sans les champs de Mars, tandis qu'en Espagne il agissoit tout seul. (*)

(*) On voit que la nation étoit appelée, non-seulement pour consentir la loi; mais que même les affaires de pure administration étoient agitées et résolues dans l'assemblée nationale. Il faut présenter ce grand exemple à ceux qui prétendent que la nation est essentiellement soumise à la volonté absolue du roi, & d'un conseil ministériel.... Dans notre siècle éclairé on est revenu en partie de cette erreur qui a duré des siècles, et les administrations provinciales, effet des spéculations patriotiques de M. Necker, démontrent l'utilité résultante d'un conseil public et national, même pour l'administration..... On voit encore ici l'amour de la justice, et l'attention de Charlemagne: il la portoit jusqu'à distinguer dans ses peuples ceux qui avoient des droits que d'autres peuples n'avoient pas; car le duc

Cet usage ancien fut suivi par la postérité de Charlemagne : sous elle les grands Vassaux s'accrurent de puissance et d'autorité, tellement qu'ils ne furent guere moins que rois sous les derniers rois de cette race ; à quoi leur mollesse, la foiblesse & l'incapacité donnèrent lieu. Peu-à-peu les différens fiefs n'allèrent plus jusqu'aux rois. Les feudataires jugèrent les contestations que leurs Vassaux n'avoient pu terminer entr'eux par le jugement de leurs pareils ; et pour les causes les plus considérables, elles se jugèrent par les grands feudataires assemblés par le roi.

de Saint-Simon observe, avec raison, qu'en France l'administration étant partagée entre le roi et la nation, ils agissoient toujours de concert, et jamais le roi sans la nation, ni la nation sans le roi : en Espagne au contraire, où la nation n'étoit point appelée par le droit public, à agir d'une manière parallèle avec le monarque, Charlemagne usant de son droit dans toute sa plénitude AGISSOIT TOUT SEUL. Les bons rois, les bons ministres ont l'attention de conserver aux peuples leurs droits particuliers : c'est le propre du tyran de tout détruire pour ordonner l'égalité. En France nous venons d'être témoins de la justice de notre bon roi, pour conserver à chacune de ses provinces sa constitution : il a éloigné de lui deux ministres (Loménie et Lamoignon) qui avoient conçu l'idée étrange de la bouleverser, et pourquoi n'a-t-on pas puni aussi sévèrement ces hypocrites écrivains qui ont enseigné *des erreurs* aussi dangereuses que *les actions* de ces deux ministres, qui n'ont rien oublié pour ôter, s'il eût été possible au monarque, cette tendre commiseration qu'il porte dans son cœur pour ses pauvres sujets, et aux François, cet éternel dévouement au trône qui les ont toujours animés et les animeront à jamais. *Note écrite le 30 Sept. 1788.*

La multiplication de ces différens fiefs, vint de celle des inféodations, de leurs conditions différentes, du désordre des guerres, qui fit contracter des dettes, et qui obligea à mettre dans le commerce les fiefs qui n'y avoient jamais été; et qui de-là les fit passer par divers degrés de successions, souvent disputés, enfin aux femmes, sans plus d'égard sur ce point, à la fameuse loi salique, qui les excluait de toute terre salique; loi, qui n'ayant pour objet que cette terre, c'est-à-dire, celle qui avoit été donnée pour tenir lieu de paye, qui étoit la distinction du Franc conquérant d'avec le Gaulois conquis, des fiefs d'avec la roture, de la noblesse d'avec le peuple, demeura uniquement restreinte au fief des fiefs, qui est la couronne.

V I.

Vues sur Hugues-Capet, Chef de la Maison régnante.

LA seconde race sur le point de périr par l'imbécillité des derniers rois, Hugues-Capet, duc de France, comte de Paris, proche parent de l'Empereur, dont le grand-père avoit déjà contesté la couronne, fut porté sur le trône du consentement de tous les grands vassaux du royaume, qu'il confirma dans tout ce qu'ils en tenoient, et l'augmenta, ainsi que leur autorité. C'est-

là l'époque où les ducs, les comtes, chefs des armées et gouverneurs des provinces à vie, inféodés après en de grands domaines, et de suzerains devinrent souverains, non-seulement de ces domaines, mais des provinces, dont ils n'étoient auparavant que gouverneurs. Je dis *suzerains*, parce qu'en-core qu'ils fussent vassaux de la couronne pour les mêmes provinces et les mêmes domaines, leur puissance s'étoit si fort étendue, qu'elle approchoit de la souveraineté.

V I I.

Des prérogatives inhérentes de la pairie.

LE nom de Pair de France, inconnu sous la première race, long-tems sous la seconde, peut-être même au commencement de la troisième, manqua seulement aux plus grands de ces premiers grands feudataires ou grands vassaux de la couronne: puisque, comme l'avouent les meilleurs auteurs, ils faisoient les mêmes fonctions, que ceux, qui parurent sous le nom de pairs, firent tout de suite et précisément de-même et en la même manière, et sans élection pour les six premiers laïcs et ecclésiastiques, qui l'ont porté: ce qui suffit à prouver que sans nom, ou avec d'autres noms, l'essence est la même, sans changement ni interruption, et que ce qui a été connu alors par le nom et titre de *pair de France*, s'est trouvé assis à côté du trône dès

l'origine de la monarchie, et sous le nom de *pair de France*, et de *pairie de France*, en même-tems que la race heureusement régnante a été portée dessus: ce nom de *pair* s'introduisit insensiblement de ce que chacun étoit jugé par ses pairs, c'est-à-dire, par ses égaux: ainsi chaque grand fief avoit *ses pairs de fief*, dont on voit les restes jusqu'à nos jours par les pairs du Cambrésis, et autres grands ou moindres fiefs, et le nom de pair de France demeura aux plus grands de ces feudataires, qui tenoient leurs grands fiefs du roi, et qui avec lui jugeoient les causes majeures de tous les grands fiefs, directement, ou par appel, et lui aidoint dans l'administration militaire, ou intérieure de l'état, et pour faire les loix, les changer et régler les grandes sanctions dans les *placita conventa*, ou *assemblées annuelles*.

Bientôt toutes les mouvances majeures des seigneurs ressortirent au roi ou à ses pairs, dont l'étendue de domaine avoit envahi les autres principaux vassaux: nos rois, outre ceux de leur couronne, qui n'étoient presque plus que les premiers grands pairs de France, en avoient aussi de particuliers, comme ducs de France, et comtes de Paris, que Hugues-Capet étoit avant d'être roi, et qu'il leur avoit transmis: ils voyoient les anciens grands seigneurs s'étendre, et les pairs de France, s'accroître de leurs grands fiefs: ils pensèrent à leur donner des adjoints aux *placita*, dont ils ne pussent se plaindre, et ils

y admirèrent de ces grands vassaux du duché de France, qui rëlevoient aussi immédiatement d'eux, non comme rois, mais comme ducs de France, afin que les pairs n'y fussent pas seuls, faute de grands vassaux immédiats. Ceux-ci furent d'abord appelés *grands barons* du duché de France: ils y appellèrent aussi quelques évêques, dont la diminution des grands fiefs avoit diminué les assemblées, et par l'usage que prirent nos rois d'y appeler les hauts barons, ils y balancèrent la trop grande autorité du petit nombre de ces trop puissans pairs de France. La différence, (et elle a subsisté jusqu'à nous, dans toutes les sortes d'assemblées, qui ont succédé aux *placita conventa*) fut que tous les pairs y assistoient de droit, et en faisoient l'essence: il ne s'y faisoit rien que par leur intervention en tout, ou en partie, et il leur falloit une légitime excuse et grave, pour se dispenser de s'y trouver; au lieu que la présence des hauts barons n'y étoit pas nécessaire, et qu'ils n'y pouvoient assister, que lorsque nommément ils y étoient mandés par le roi; que jamais ni tous, ni la plus grande partie, n'y étoient mandés; ni jamais les mêmes plusieurs fois de suite. Ainsi ces hauts barons appelés aux assemblées, au choix, et à la volonté des rois, n'y furent que des adjoints, admis personnellement à chaque fois et non nécessaires; tandis que les pairs l'étoient tellement que tout se faisoit avec eux, et rien sans eux.

On

On voit par cette chaîne, non interrompue, depuis la naissance de la monarchie, cette même puissance législative et constitutive, pour les grandes sanctions de l'état, concourir essentiellement, et par une nécessité résidente dans le même genre de personnes, sous quelque nom que ç'ait été, de *grands vassaux*, *grands feudataires*, *feudi*, *fideles*, mais toujours relevant immédiatement de la couronne, enfin de *pairs*, et cette nécessité de concourir avec le roi, étoit dans eux seuls, privativement à tous autres seigneurs, quelques grands qu'ils fussent, sous les trois races de nos rois.

Les querelles, les contestations de fiefs pour succession, pour dettes, partage, saisie, faute d'hommage, de service, ou pour crimes, se multipliant de plus en plus, ainsi que les affaires d'administration civile, rendirent les grandes assemblées plus fréquentes, et hors du tems accoutumé du mois de Mai. Comme ces délibérations n'étoient pas militaires et qu'on n'en portoit plus pour la guerre, la foule militaire ne s'y trouvoit plus : le roi, les pairs, et ceux des hauts barons et quelques évêques que le roi appelloit, formoient ces assemblées ; d'où peu-à-peu il arriva, que le prétexte du désordre, qui résultoit du service de fief multiplié par les fiefs devenus sans nombre sous les grands et sous les arrières-fiefs, l'abus de ce service des vassaux des grands fiefs contre le roi même, quand les grands vassaux leur fai-

Droit public de la France. B

soient la guerre, fit que les rois accrûs d'autorité et de puissance, parvinrent à abolir ce service de fief, tant pour les suzerains de toute espèce que pour eux-mêmes, changèrent sous divers prétextes, la forme de la milice et la réduisirent, pour l'essentiel, à l'état de levées de solde, distributions par compagnie, à-peu-près dans l'état où elle se trouve aujourd'hui : ainsi les rois mirent en leurs mains des moyens de récompense et de puissance qui énervèrent tout-à-fait la puissance publique et la force de tous les grands vassaux et de tous les suzerains, qui ne furent plus suivis des leurs à la guerre : ainsi disparut cette foule militaire des champs de Mai, et n'exista bientôt plus ensemble, et d'autres que les anciens Francs d'origine, furent admis dans la milice ; de-là les *nobles factices* qui accrurent encore le pouvoir des rois.

Les assemblées purement civiles n'étoient pas inconnues du tems même des *placita conventa*, ou *champ de Mai*, comme le témoignent les capitulaires de Charlemagne, et de ses enfans : c'étoient des assemblées convoquées par les princes dans leur palais : mais qui n'étoient composées que de ces grands feudataires et des prélats consultés au champ de Mai, où il se faisoit des réglemens qui regardoient l'église, la religion et les affaires générales, mais civiles, ce qui n'empêchoit point la tenue ordinaire des champs de Mai.

Mais lorsque les champs de Mai eurent disparu par le changement de la forme de la milice, dont on vient de parler, et que les assemblées devinrent telles qu'on vient de l'expliquer, un moment avant de parler des capitulaires, l'excès des procès qui se multiplièrent de plus en plus par la même cause, les ordonnances diverses et les différentes coutumes des provinces devinrent tellement à charge aux pairs et à ceux des hauts barons appelés à ces assemblées, que Saint-Louis qui aimoit la justice, fit venir des légistes pour débrouiller les procès, les simplifier et faciliter aux pairs et hauts barons le jugement par la lumière qu'ils leur communiquèrent.

V I I I.

Sentimens du Duc de Saint-Simon sur l'origine des Parlemens, et de ceux qu'il nomme légistes.

CES légistes étoient les roturiers qui s'étoient appliqués à l'étude des loix, des ordonnances, des différens usages d'un pays, ce qui fut depuis appelé *coutumes*; qui conseilloyent les feudataires particuliers dans les jugemens qu'ils avoient à rendre, avec leur Suzerain, d'où peu-à-peu sont dérivées les justices seigneuriales ou hautes justices des seigneurs, image très-imparfaite de celle

qu'ils rendoient avant que de petit-à-petit les rois les eussent changées par leur autorité, après le changement dans la forme de la milice, et après la réunion de plusieurs grands fiefs à leur couronne. Les légistes étoient assis sur le marche-pied du banc, sur lequel les pairs et les hauts barons se plaçoient, pour leur donner la facilité de consulter ces légistes, sans quitter leurs places, et sur-le-champ. Mais cette consultation étoit purement volontaire; ils n'étoient pas obligés de la suivre, et les légistes, bien loin d'opiner, n'avoient aucune fonction, que d'éclairer les pairs et hauts barons à chaque fois, et sur chaque point qu'ils s'avançoient à eux sans, se lever, pour l'être; après quoi, ou, sans quoi, ils opinoient comme bon leur sembloit en suivant, ou en ne suivant pas l'avis des légistes. De-là leur est venu le nom de *conseillers*, de ce qu'ils conseilloyent les pairs et les hauts barons, quand ils vouloient leur demander éclaircissement, non de juge qu'ils n'étoient pas; et le nom leur est demeuré en titre, de passager qu'il étoit par leurs fonctions.

Peu-à-peu les pairs occupés de guerres et autres grandes affaires, se dispensèrent souvent de se trouver à ces assemblées, où il ne s'agissoit que d'affaires contentieuses, qui ne regardoient point les affaires majeures: les rois aussi s'en affranchissoient; les hauts barons y étoient appelés en petit-

nombre, quelques-uns alléguèrent des excuses, tellement que pour vuider le nombre toujours croissant de procès que la diversité des coutumes des lieux et des ordonnances multiplioit sans cesse, les rois donnèrent voix délibérative aux légistes, qui peu-à-peu accoutumés à cet honneur, furent le conserver en présence des pairs. Mais il n'est encore personne qui ait imaginé, que dès-lors ni long-tems depuis, ces légistes aient obtenu ni prétendu voix délibérative pour les grandes sanctions de l'état: ointre qu'il n'y a point d'exemple, il n'y a qu'à les comparer aux pairs et aux hauts barons de ces tems-là. Suivons les légistes.

La même nécessité de vuider l'abondance toujours croissante des procès, donna lieu à de plus fréquentes assemblées: nos rois les indiquèrent à certaines fêtes de l'année dans leurs palais: tantôt aux unes et tantôt aux autres, et les assemblées prirent le nom de *Parlemens*, de *parler ensemble*. De-là vinrent les parlemens de Noël, de Pentecôte de Saint-Martin etc. Les pairs s'y trouvoient sans être mandés, quand il leur plaisoit d'y juger: les hauts barons y étoient personnellement appelés en petit nombre, et ceux d'entre les légistes qu'il plaisoit au roi; mais jamais ni haut baron, ni légiste qui ne fut pas nommé et appelé par le roi, jamais les mêmes en deux assemblées de suite, autant qu'il se pouvoit. Les parler-

mens subsistèrent dans cette forme jusqu'à Charles VI.

Sous ce règne malheureux, les factions d'Orléans et de Bourgogne les composaient à leur gré, suivant qu'elles avoient le dessus pendant les intervalles, que le roi n'étoit pas en état de les nommer. Le désordre qui en résulta, fit que dans les bons intervalles de ce prince, il fut jugé à propos de laisser à vie les commissions qui n'étoient que pour chaque assemblée: ainsi les commissions se tournèrent peu à peu en offices, et les assemblées venant à durer trop long-temps, il fallut opter entre l'épée et l'écrivoire, et les nobles qui étoient choisis pour en être avec les légistes, n'en ayant plus le loisir à cause des guerres qui les occupoient, quittèrent presque cette fonction: ensorte qu'il n'en demeura qu'un très-petit nombre, qui ont fait les familles les plus distinguées du Parlement de Paris, dont il ne reste presque plus rien, même dans les plus célèbres maisons parlementaires. Ce récit est plutôt étranglé que suffisamment exposé; mais la vérité historique est prouvée, et s'y trouve religieusement conservée.

Il reste un monument bien remarquable de l'état des légistes, séants aux pieds des pairs et des hauts barons sur les marches de leurs bancs, depuis même que les parlements sont devenus ce qu'on les voit

aujourd'hui; ils n'avoient qu'une chambre pour leurs assemblées, qu'on appelle la *grand'chambre*: depuis qu'il y a eu des chambres d'enquêtes, des requêtes et tournelle etc. qui sont nées de cette unique chambre, on y voit encore les hauts sièges qui sont les bancs des pairs et hauts barons et des bas sièges qui étoient le marche-pied de ce banc sur lequel les Légistes s'asseyoient. D'un marche-pied ils en ont fait enfin un banc tel qu'on le voit aujourd'hui; et de ce banc, ils sont ensuite montés sur les hauts sièges.

Voilà le commencement des usurpations que l'art d'un côté, l'incurie et la foiblesse de l'autre, ont multipliées à l'infini; mais non-obstant celle-là, la magistrature devenue ce qu'on la voit, n'a osé encore prétendre monter aux hauts sièges, aux lits de justice. Le chancelier même, bien que second officier de la couronne, est le seul qui ait conservé le rang et les distinctions communes autrefois à tous: chef de la justice, mais légiste et magistrat, il y est assis dans la chaise sans dossier aux bas sièges: tandis que non-seulement les pairs, mais tous les autres officiers de la couronne sont assis aux hauts sièges des deux côtés du roi.

Enfin l'assemblée du parlement, dont les membres légistes étoient devenus à vie, comme on vient de l'expliquer, fut séante toute l'année et sédentaire à Paris, par la

multiplication toujours croissante des procès des pairs, qui y conservèrent leur droit et leur séance, y jugeoient quand bon leur sembloit, comme encore aujourd'hui, et de-là le premier Parlement et le plus ancien de tous a pris le nom de *cour des pairs*, qui est devenue le modèle des autres que la nécessité des jugemens des procès multipliés à l'infini, a obligé les rois d'établir successivement dans les différentes parties du royaume avec un ressort propre à chacun pour le soulagement des sujets. Le lieu destiné à cette assemblée, où les pairs se trouvoient quand il leur plaisoit, lieu dans la capitale et dans le palais même de nos rois devint le lieu propre et naturel pour les affaires majeures et les grandes sanctions du royaume, et c'est de-là encore qu'il a usurpé le nom de *cour des pairs* : je dis *usurpé*, parce qu'il ne lui est pas propre, et que par-tout où il a plu à nos rois d'assembler les pairs pour y juger des affaires majeures, ou faire les sanctions les plus importantes, son cabinet, une maison de campagne, un Parlement, autre que celui de Paris, tous ces lieux différens ont été pour ce jour-là la *cour des pairs*, et de cela il y a beaucoup d'exemples depuis même que le Parlement de Paris s'en est attribué le nom.

Tels étoient les légistes, tels sont devenus les parlemens, dont l'autorité s'est continuellement accrue par les désordres des

tems qui ont introduit la vénalité des charges, et les ont rendues après héréditaires par l'établissement de la Paulette, et à la fin ont multiplié à l'infini les cours et leurs offices.

I X.

Prérogatives des pairs, et de leur Co-pouvoir législatif avec le Monarque.

IL faut revenir à l'examen de la parité des anciens pairs, quant à la dignité, aux fonctions nécessaires, au pouvoir législatif et constitutif, avec les pairs modernes, jusqu'à ceux d'aujourd'hui: et pour cela, il faut se défaire des préventions qu'on trouve si aisément et si volontiers dans leur disparité si grande de naissance, de puissance, d'établissement; mais qui ne conclut rien à l'égard de la dignité, et de tout ce qui lui appartient. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à parcourir l'histoire, et en exceptant les tems de confusion et d'oppression de l'état, tels que les événemens où il pensa succomber sous les bouchers, sous l'université etc. du tems de Charles VI, et plus haut pendant la prison du roi Jean, en dernier lieu, sous les efforts de la ligue, et voir s'il s'est jamais fait rien de grand dans l'état, sanction, jugemens des causes majeures etc., sans la convocation et la présence nécessaire et jugement des pairs depuis l'origine de la

monarchie, jusques aux renonciations respectives de Philippe V et des ducs de Berry et d'Orléans aux couronnes de France et d'Espagne, sous le plus absolu de tous les rois de France, le plus jaloux de son autorité, et qui s'est montré le plus, en grandes et petites choses, contraire à la dignité de duc-et-pair, et le plus soigneusement appliqué à la dépouiller. La preuve de ce court exposé se trouve dans l'histoire de tous les tems : on y renvoie avec assurance ; car ici ce n'est pas le lieu d'en faire des preuves détaillées, qui formeroient des volumes. Le sacre seul et la juste et sage déclaration de Henri III, en faveur des princes du sang, qui les rend tous pairs nés, à titre de naissance, fourniroient une foule de démonstrations : les pairs ecclésiastiques en font une vivante, à laquelle il n'est pas possible encore de se dérober. On a vu comment les grands bénéfices ont été établis, et comment les prélats devenus grands seigneurs par la libéralité des rois et de leurs grands feudataires sont devenus grands seigneurs, et quelques-uns grands feudataires eux-mêmes. L'église à l'ombre de l'ignorance et de la stupidité des laïcs s'accrut (*)

(*) M. de Saint-Simon sait que le clergé Gallican existoit avant la monarchie ; qu'il étoit dès-lors riche et respecté dans la nation, qu'il favorisa la conquête de Clovis qu'il fut son conseil, son secours, qu'il l'aïda à policer les peuples et devint premier corps de la nation, présidant tous les autres ou les précédant : c'est donc, non l'ignorance, ni la stupidité des peuples,

alors au point de se revêtir de toute sa puissance temporelle par l'abus et la frayeur de la spirituelle. On ne peut attribuer à d'autres tems l'origine inconnue de la pairie attachée en titre de duché aux sièges de Rheims, Laon et Langres; et de comté

mais la sagesse et les lumières du clergé qui méritèrent des conquérans barbares, qui ne savoient pas même lire, la considération et l'autorité que le clergé a su se conserver dans l'état, et quelquefois augmenter; mais que depuis lors les rois Bourbons ont su modérer Clovis et les autres barbares de son espèce, comme tous les brigands, qui ont fondé la Grèce, Rome, Venise et tous les empires, ne savoient que saccager et détruire. S'il falloit punir un soldat, Clovis faisoit la fonction de bourreau: qui ignore l'affaire du vase de Soisson? Si la France est policée, si elle a des loix, une religion, un culte, un cérémonial; c'est au clergé, c'est à la magistrature, à ces deux corps qui existent en France avant la monarchie, que nos rois en sont redevables. L'esprit public est variable, la doctrine du clergé ne varie pas: un clergé bien organisé conserve des principes, et les inculque dans les enfans. Malgré la pétulance d'un prélat à 300,000 liv. de rentes, le curé congruiste dira toujours, nous sommes tous égaux et frères; les distinctions de la société sont idéales, l'égalité seule est vraie. Si on pouvoit détruire dans le clergé tout ce qu'il y a d'anti-national, leur laisser la morale, ses principes, lui ôter ses baronies, ses fiefs, et tout ce qui pèse sur les hommes, je vois dans la partie humble de ce clergé des citoyens, des principes utiles, la source des lumières et de l'instruction publique: c'est un corps permanant, dont les principes ne varient pas, mais ses séminaires sont des écoles d'hypocrisie; ses évêques, des tyrans, ses curés ignorans et malicieusement tenus dans l'ignorance par des Lazaristes, des Sulpiciens et autres, à qui est confiée toute l'éducation du clergé Gallican.

à ceux de Beauvais, Châlons et Noyon. Voilà donc six pairies ecclésiastiques, sans érection comme les duchés de Bourgogne, Normandie et Guyenne, et les comtés de Toulouse, Flandres et Champagne, toutes douze en mêmes droits et fonctions, quant à la dignité et non-obstant la distance, sans mesure de naissance et de puissance entre les six laïcs et les six ecclésiastiques, en mêmes rang, distinction, égalité: ces six prélats n'étoient pas différens de leurs successeurs jusqu'à nous, et s'ils cédoient le pas aux six laïcs, c'étoit à raison d'ancienneté, puisque tout étoit entr'eux parfaitement et entièrement égal, excepté Rheims et Beauvais, et encore qu'étoit-ce en comparaison des pairs laïcs de Bourgogne etc. Il n'y a guère, à la dignité près, de plus petits sièges que les quatre autres, et on n'en peut avancer aucun, qui ne vale Laon et Noyon. Néanmoins quand les seigneurs eurent appris à lire et repris leurs sens et leurs vassaux, à leur exemple, ils revendiquèrent les usurpations de l'église, et quoiqu'elle conservât le plus qu'elle put des conquêtes qu'elle avoit faites sur la grossièreté des laïcs, elle demeura comme dépoillée en comparaison de ce qu'elle s'étoit vue en puissance et en autorité. Il n'y eut que les six sièges qui, en perdant les abus ecclésiastiques, se conservèrent dans l'intégrité de leur rang et de leurs fonctions du pouvoir législatif et constitutif, à la tête des plus grands, des plus puissans seigneurs du royaume,

uniquement par le droit de leur pairie: il n'y a pas même eu quelquefois jusqu'à des cérémonies tout-à-fait ecclésiastiques où leur pairie leur a donné la préférence, comme il arriva à la procession générale de tous les corps, faite à Paris, en action de grâces de la délivrance de François premier. L'archevêque de Lyon y étoit avec sa croix devant lui, comme reconnu par Sens, dont Paris étoit alors suffragant. L'évêque de Noyon prétendit le précéder: la préséance lui fut adjugée par arrêt du parlement, comme étant pair de France. Il en jouit et l'archevêque de Lyon céda et assista à la procession. Dans les anciens tems où ces anciennes pairies laïques, sans érection, subsistoient encore au moins, et possédées par les plus grands princes, tels que les ducs de Bourgogne, les rois d'Angleterre etc., ces six pairies ecclésiastiques n'étoient pas plus considérables en terres et en revenus, qu'aujourd'hui, et les évêques de ces sièges, dont on a la suite, ne l'étoient pas plus en naissance et en établissement, que le sont ceux d'aujourd'hui, et s'il y a eu quelques cardinaux et quelques autres du sang royal ou de maison souveraine, à Rheims ou à Laon, cela n'a été que rarement et bien plus rare dans les autres sièges. Toutes-fois on voit les six évêques en tout et par-tout égaux en rang, en puissance et autorité législative et constitutive dans l'état à ces autres pairs si grands par eux-mêmes et si puissans par leurs états, et usant avec eux,

et comme eux, sans la moindre différence; de l'autorité, du rang, des séances, assistances et jugement de causes majeures et usage du même pouvoir législatif et constitutif pour les grandes sanctions du royaume avec eux et comme eux, sans aucune ombre de différence, pareils en tout ce qui étoit de la dignité et de l'exercice de la pairie et aussi en rang, quoiqu'en tout, d'ailleurs, si entièrement disproportionnés d'eux: c'est une suite et une chaîne que les histoires présentent dans tous les tems les plus reculés jusqu'à nous, ce qui montre en même-tems quels étoient ces évêques, quant à leurs personnes, par la suite qu'elles en offrent, tandis que, quant à ce qui ne regarde que l'épiscopat; ils n'avoient pas plus d'avantage que les autres évêques de France, où dans ce siècle, et long-tems depuis, l'autorité des métropolitains étoit pleinement exercée sur leurs suffragans; pourquoi il demeure évident, que la naissance et la puissance, par la grandeur de l'extraction et de la dignité personnelle, par le nombre et l'étendue des états et des possessions, l'autorité, le degré, la juridiction ecclésiastique ne sont pas nécessaires, mais totalement indifférentes à la dignité, rang, fonctions de pair de France, laquelle a de tout tems précédé les plus grands personnages du royaume en extraction, étendue des fiefs, et d'états laïcs, et les métropolitains les plus distingués, comme il s'est continuellement vu; que les pairs nouveaux, et qui ont une

érection à l'instar de ces premiers, qui n'en ont point que l'on connoisse, et qui ont été érigés pour les remplacer, et de-là en augmenter le nombre, et qui ont tous joui très-certainement, quant à cette dignité, de tout ce qui vient d'être dit de ces premiers, ont été pairs comme eux en toute égalité, quant à ce qui appartient à la pairie, et de main en main jusqu'à nous, dont la naissance et les biens ne sont pas inférieurs à ces six pairs ecclésiastiques dans tous les tems.

La brièveté sous laquelle gémit nécessairement une matière si abondante, fortement traitée, me fera supprimer une infinité de passages existans, par lesquels on voit ce que nos rois pensoient et disoient de la dignité des fonctions des pairs, tant dans les érections des pairies qu'ils faisoient, qu'ailleurs, pour n'alléguer qu'un passage de Philippe le Bel, du tems duquel ces anciens pairs de Bourgogne étoient dans leur lustre personnel de grandeur, d'extraction, de puissance si différente de l'état personnel des évêques, pairs d'alors et d'aujourd'hui. C'est d'une lettre de Philippe le Bel de 1306 au pape, qui existe encore en original aujourd'hui, et par laquelle il le prie de remettre à leur prochaine entrevue le choix d'un sujet pour remplir le siège de Laon vacant. *In Laudunensi ecclesiâ*, lui dit-il, *quam, licet in facultatibus tenuem, intra caeteras nostri regni utpote paritate seu paragii regni ejusdem dotatam excellentiâ, nobilissimam reputa-*

mus, ejusque honorem et regni nosiri proprium arbitramur, personam praefici cupientes quae honoris regii et regni zelatrix existat, et per quam praefata ecclesia debitis incrementis urgente causa rationabili . . . attentis precamur, supplicamus, per quam etiam, sicut nobis et status nostri regni expedire conspiciamus regimen ipsius paritatis seu paragii, quod honoris regii est pars non modica, poterit in melius augmentari etc. Les paroles de cette lettre, soit dans leur tissu, soit séparément considérées, sont si expresses qu'elles n'ont besoin d'aucun commentaire, pour les faire entendre, ni pour les faire valoir. Ce texte est si remarquable, que vouloir l'expliquer, ce seroit l'affoiblir; il n'y a pas un mot qui ne porte, et ne montre ce qui est dit ci-dessus avec la plus lumineuse clarté: le voici traduit en françois: on y voit du même coup-d'œil la petitesse et plus que la médiocrité du siège de Laon, si on en excepte la pairie: en même tems l'excellence de cette dignité qui rend cette église la plus noble et la plus excellente de toutes, dont l'honneur est réputé *l'honneur même du roi et du royaume*, desquels il est partie principale, et dont l'augmentation du temporel est regardée comme importante au roi et à l'état, qui à cet effet supplie instamment le pape etc., et qui juge le choix d'un évêque, pour cette église d'une conséquence si importante pour lui et pour son royaume et nomme cet *évêché pairie*, et par deux fois, APPANAGE.

Quoi

Quoi de plus exprès, pour prouver l'extrême disparité de puissance terrienne, et de dignité personnelle d'une part, et de l'autre la plus entière identité quant à la dignité de la pairie et à tout ce qu'elle renferme entre celle de Laon et les grandes, anciennes et premières, entre un sujet encore inconnu et les anciens et premiers pairs de France; et conséquemment la futilité de se frapper soi-même de disparité, quant à tout ce qui est de la pairie, fondée sur-tout ce qui lui est entièrement étranger, comme l'extraction, la puissance terrienne, la souveraineté. Pour s'en convaincre encore mieux, s'il est possible, il faut ajouter qu'en ce même temps, c'est-à-dire, les 19 et 26 Février 1410 le procureur-général du roi fit proposer en la cause de l'archevêque et l'archidiacre de Rheims, suivant l'ancienne comparaison de Saint-Louis :

„ Les pairs furent créés pour soutenir la
 „ couronne, comme les électeurs pour sou-
 „ tenir l'empire : pourquoi on ne doit
 „ souffrir qu'un pair soit excommunié pour
 „ ce que l'on a à converser avec lui pour
 „ les conseils du roi, qui le devrait nour-
 „ rir s'ils n'avoient par eux de quoi vivre :
 „ si est-ce la différence grande entre lesdits
 „ pairs et les électeurs de l'empire qui font
 „ l'empereur et lesdits pairs ne font le roi,
 „ lequel vient de lignée et plus proche
 „ degré. “

Il seroit difficile de déclarer ce pouvoir législatif et constitutif des pairs avec plus de clarté et d'énergie que le fait ce passage. La comparaison est empruntée de Saint Louis par le procureur-général en jugement, qui de peur de s'affaiblir, a soin de prévenir l'exception si naturelle de l'élection des empereurs par les électeurs, que les pairs ne font point de nos rois, qui parviennent à la couronne par un droit héréditaire, attaché à l'ainé de leur auguste race. Il s'agissoit de l'excommunication qui, dans ces temps là, faisoit trembler les souverains et les plus grands d'entre les sujets et qui ébranloit la fermeté des trônes : un excommunié, de quelque rang qu'il fut, étoit interdit de tout, jusqu'au conseil et au service : quiconque lui parloit, encourroit, par cela seul, la même excommunication.

Les rois de France, fils aînés de l'église ; et fondateurs de la grandeur temporelle des papes et de leurs sièges, se prétendirent exempts d'encourir l'excommunication : les conseillers qu'ils choisirent dans leurs affaires, c'est-à-dire, leurs ministres ne prétendoient pas participer à cette exemption. Le procureur-général, conservateur né des droits de la couronne, n'en fait pas la moindre mention ; mais les conseillers nécessaires, ceux qui par leur pairie exerçoient le pouvoir législatif et constitutif pour les grandes sanctions du royaume avec le roi, eux, du concours desquels ces sanctions

ne pouvoient se passer pour avoir force de loi, ni les causes majeures des grands fiefs ou de la personne des grands & immédiats feudataires, pour être validement jugées & d'une manière définitive, parties essentielles et intégrantes de la couronne, du commerce desquels il n'étoit pas possible de se passer pour tout ce qui concernoit l'état, ceux-là seuls ne pouvoient être excommuniés, ni eux-mêmes ni pour avoir traité avec un excommunié. Voilà la différence essentielle des ministres des rois à leur choix et volonté d'avec les *ministres nés par fiefs et dignités de pairie*, ministres indispensables du royaume, comparés par Saint-Louis aux électeurs de l'empire, non aux droits d'élection des empereurs, dans un royaume héréditaire, mais au droit égal pareil et semblable des électeurs dans l'empire et des pairs de France en France, où l'empereur ni le roi ne pouvoit faire loi, sanction, décision de cause majeure sans leur intervention et leur avis qui donnoit seul force de loi ou d'arrêt souverain à la sanction ou à la décision de la cause majeure; et sur qui le procureur-général, s'expliqua-t-il de la sorte sur l'exemption du droit de l'excommunication si étendue, tenue si redoutable alors pour les plus grands, sur une exemption nécessaire et d'un droit inhérent à la couronne? c'est sur un pair de France, et quoique pair de France à titre de son siège, c'est-à-dire, à un titre qui, sans le respect de la pairie qui y est uni, seroit comme évêque plus en

la main du pape et plus soumis à ses censures que nul autre, sur un pair de naissance incertaine, puisque c'est un évêque, si loin de l'extraction héréditaire de ces grands princes et souverains revêtus de pairie, sur un pair qui n'a de commun avec eux que la dignité de pair et qui en proportion de l'étendue des fiefs et de la puissance territoriale ne seroit à peine que l'aumônier et le domestique de ces grands et puissants pairs, et toutefois par cette dignité commune avec eux, le même qu'eux, l'égal en tout à eux, pareil à eux en droit, en rang et en pouvoir législatif et constitutif, en assistance nécessaire aux grandes fonctions de l'état et par cela même aussi inviolable qu'eux et aussi affranchi par le même commun droit de pouvoir être excommunié, même son archidiacre agissant pour lui et par ses ordres. Le procureur-général achève de démontrer combien la grandeur de la dignité de pair, si parfaitement semblable, égale, pareille en tout à celle de ces grands et puissants pairs laïcs est indépendante de cette puissance purement personnelle, lorsqu'il ajoute que si un pair de France n'avoit pas de quoi vivre, le roi seroit obligé de le nourrir. On s'efforceroit envain à prouver qu'il est jour lorsqu'on voit luire le soleil. On s'efforceroit de même envain, après des démonstrations si transcendantes, à vouloir prouver que les pairs les plus pauvres, les plus dénués d'états et de puissance territoriale, les plus éloignés de l'ex-

traction illustre de ces grands et puissants pairs, même souverains, sont leurs com-pairs en tout ce qui est de la dignité, rang, honneurs, grandeurs, facultés, puissance, autorité, fonctions de leur commune dignité de pair de France; conséquemment, qu'en cela même les pairs d'aujourd'hui sont en tout et partout pairs, tels que les anciens pairs d'ailleurs si supérieurs, sans comparaison à eux, puisque l'archevêque de Rheims, l'évêque de Laon, et les quatre autres, tels dans les anciens tems qu'on les voit aujourd'hui, ont été sans difficulté égaux en dignité, rang, fonctions, autorité, puissance législative et constitutive, en un mot pareils en tout et parfaitement com-pairs des ducs de Bourgogne et de Normandie etc. et com-pairs aussi des pairs érigés depuis dans tous les tems jusques à nous; et les uns et les autres sans aucune diminution de ce qui appartient à la dignité de pairs de France, quoique si dissemblables en naissance et puissance et attributs extérieurs étrangers à la pairie, et ces anciens pairs si grands, si puissants et quelques-uns rois et souverains.

Les noms si magnifiques que les rois, dans leurs diverses érections de pairie et dans nombre d'autres actes, et les magistrats dont la charge est de parler pour eux et en leur nom, donnent dans tous les siècles aux pairs de France, sont une autre preuve de tout ce qui a été avancé de la grandeur

et des fonctions, du rang, de l'être des pairs de France, comme tels et indépendamment de toute autre grandeur étrangère à cette dignité, en ceux-mêmes qui l'ont possédée. Tout y marque le premier rang dans l'état et ce pouvoir inhérent et nécessaire en eux seuls, de faire avec le roi les grandes sanctions du royaume et de juger les causes majeures. On les voit sans cesse nommés *tuteurs des rois et de la couronne, grands juges du royaume et de la loi salique, soutiens de l'état, portions de la royauté, pierres précieuses et précieux fleurons de la couronne, continuation, extension de la puissance royale, colonnes de l'état, administrateurs, modérateurs de l'état et gardes de la couronne*, et, suivant l'expression de l'avocat-général Lemaître, en un lit de justice de 1487 *le plus grand don et le plus grand effort de la puissance des rois*, comme l'a encore dit et reconnu Louis XIV en propres termes.

On ne finiroit point sur ces dénominations dont l'énergie épuise toute explication et qui est la plus expresse sur la grandeur du rang, sur l'exercice du pouvoir législatif et constitutif et sur l'identité des pairies et de pairs de tous les siècles et de tous les tems, puisque ces expressions n'en exceptent aucun, et qu'elles ne sont que pour les pairs comme tels par la dignité de leur pairie, sans qu'il soit question en eux d'aucune sorte de grandeur; et ce seroit tomber en redites moins supportables en une di-

gression, que s'étendre en preuves sur une chose si claire et si manifeste. On se contentera de remarquer que les tems de ces expressions étoient encore exacts et purs sur ce qu'on vouloit faire entendre. Il n'y avoit que la vérité qui portât nos rois et leurs organes à un langage si magnifique. Toute exagération, au moins en actes publics et portant le nom du roi, étoit encore heureusement inconnue; rien que de vrai, d'exact, de légitime n'y étoit donné à personne, et personne n'avoit encore osé y prétendre au-delà. Rien n'y étoit donc inséré par flatterie, par faveur, par foiblesse; rien pour fleur, pour éloquence, pour l'oreille; tout pour réalité effective, existence; tout à la lettre pour vérité, exactitude, usage; et ce n'est que bien des années depuis, que la corruption a commencé à se glisser dans les actes; les prétentions à y porter la foiblesse à y mollir, et finalement ce n'est guères que de nos jours que ceux qui obtiennent des patentes y font insérer tout ce qui leur plaît de plus faux et de plus abusif à leur avantage, encore personnel, et non de la dignité ou de l'office qui leur est accordé par la patente; ainsi les érections ne se sont expliquées qu'avec justesse; et les magistrats partout au nom du roi et sous leur autorité, devenus responsables en leur propre nom aux rois et aux tribunaux de leurs expressions et de leurs qualifications, se seroient bien gardés de s'éloigner de la justesse, de la vérité, de la précision la

plus exacte, ce que les tribunaux ne leur auroient pas passé dont les rois leur auroient fait rendre un compte rigoureux, et de termes et d'expressions surtout si intéressants à leur personne et à leur couronne, si ces termes et ces expressions n'avoient pas contenu l'ingénuité et la vérité la plus consacrée, la plus existante et la plus scrupuleuse.

Il est fâcheux d'alonger tant une digression; il le seroit encore plus, sinon de ne pas tout dire, puisque cela est bien éloigné d'être possible ici; mais de ne pas montrer au moins et indiquer, pour ainsi dire, ce qu'il est essentiel de ne pas laisser ignorer.

Tout appanage n'est pas pairie, mais toute pairie est tellement appanage qu'on voit que pairie et appanage sont comme synonymes dans la lettre citée de Philippe-le-bel sur l'évêché de Laon où cela se trouve par deux fois. Or nulle différence d'étendue, ni de puissance de fief entre la pairie de Laon et toutes les pairies d'aujourd'hui, ni de grandeur personnelle de l'évêque de ce siège à des pairs d'aujourd'hui. Cette vérité d'appanage n'a jamais été contestée. Louis XI si jaloux de sa couronne et de tout ce qui y appartenait, la déclare nettement en 1464 dans l'acte d'érection d'Angoulême en pairie, par ces paroles „ De toute ancienneté les pairs tiennent leurs pai-

„ rief en appanage. “ Et pour couper court là dessus, d'une manière invincible, il ne faut que jeter les yeux sur l'érection d'Uzés. Uzés est une terre ordinaire; son seigneur un seigneur ordinaire. Ce n'est ni l'Anjou ni un fils de France etc. c'est une pairie et un pair de France, qui par son fief ou son personnel n'a rien, que d'autres pairs existants et postérieurs à lui n'aient pas; et on ne peut s'attacher à cet égard à cette écorce étrangère à la pairie dont l'éclat éblouit dans ces anciens pairs si grands en naissance et en puissance, et qui sert à tromper ceux qui ne faisant de ce total qu'une seule chose, voudroient mettre de la différence jusques dans la dignité de pair et ses attributs, entre ces pairs si grands par eux-mêmes et leurs com-pairs d'aujourd'hui.

L'érection d'Uzés manifeste bien expressément l'égalité parfaite en dignité de pairie et tout ce qu'elle emporte, dans les pairs d'aujourd'hui avec ces anciens pairs, d'ailleurs si dissemblables à eux par des grandeurs et une puissance étrangère à leur dignité de pairs de France et qui leur étoit purement personnelle. Uzés par son érection est donnée en appanage au duc d'Uzés, à quoi elle ajoute ces termes „ *avenant à faute de mâles, reversion de cette pairie à la couronne, le duché-pairie pourra tenir lieu d'une partie d'appanage pour les enfants de France et être convenable à leur grandeur et dignité.* “ Je ne sais quelle expression pourroit

être employée pour être plus positive que celle-ci. Uzès érigé en duché-pairie est donc par cela seul devenu appanage et appanage convenable aux derniers enfants de France, convenable, dis-je, à leur grandeur et dignité, si à faute de mâles Uzès retourne à la couronne. Ainsi rien d'oublié, ni pour la qualité et l'essence d'appanage, ni pour la dignité d'un appanage, puisqu'il est déclaré convenable à la grandeur et à la dignité des fils de France. Il n'y a pas d'apparence qu'on puisse objecter qu'il est dit dans l'érection, pour partie d'appanage; puisqu'elle ne peut être partie d'appanage, qu'il ne soit appanage par essence, et d'essence à être convenable à la grandeur et à la dignité des fils de France. Mais pourquoi partie d'appanage? c'est que le duché d'Uzès, qui a toute la dignité convenable à la grandeur d'un fils de France, n'a ni l'étendue, ni le revenu qui puisse suffire à former tout son appanage, comme, en plus grand, le duché de Chartres est, non l'appanage, mais une partie de l'appanage qui fut formé à Monsieur frère de Louis XIV. Et ainsi de ceux de tous les fils de France. Il faut dire des appanages de ces Princes ce qui a été démontré des anciens pairs, dont la grandeur personnelle a été étrangère à leur dignité de pair de France, et à tout ce que cette dignité emporte. Aussi un appanage de fils de France, est appanage, mais il a des extensions étrangères à l'appanage, comme des revenus, des présentations d'offices et

de bénéfices, des droits et des dispositions de convention qui ne viennent pas de l'appanage, qui ne sont pas appanage, mais qui sont personnellement attribués à ces princes pour la grandeur de leur naissance, et pour l'entretien de leur cour, toutes choses personnelles à ces princes et tout-à-fait étrangères à la nature et qualité propre de l'appanage. Enfin il résulte bien nettement que les pairies de France ont toujours été données aux pairs et possédées par eux dans tous les siècles jusqu'à aujourd'hui en appanage, et comme les propres appanages des fils de France; et cette chaîne plus d'une fois citée se perpétue ainsi de siècle en siècle jusqu'à nos jours, pour la dignité, le rang, l'essence, les sanctions des pairs de France de tous les âges, comme tels, indépendamment de la disparité de personne, de puissance et d'extraction, sur quoi encore les ducs d'Uzés fourniroient des preuves les plus transcendantes en droits, rang etc. si on avoit loisir de s'y arrêter.

Mais pour ne rien retenir qui puisse laisser la plus petite couleur aux cavillations les plus destituées même d'apparence, il faut dire que les érections postérieures à celle d'Uzés, portent, pour la plupart, une dérogation à la réversion à la couronne de la terre érigée à faute d'hoirs, et cette clause y est conçue avec tant d'évidence, qu'elle porte que sans cette dérogation, le pourvu n'auroit voulu accepter l'érection.

Toute exception de loi la confirme, la maxime n'est pas douteuse; or il ne peut y avoir une exception de loi plus précise que celle-ci, puisqu'elle est non-seulement claire, précise, formelle, mais puisqu'elle va à en exprimer une cause et une raison même très-indécence. Il est donc vrai que la loi y est nettement confirmée par cette exception même, et que toutes les pairies, dans l'érection desquelles elle se trouve, ne sont dissemblables en rien à toutes celles où elle ne se trouve pas; conséquemment que toutes sont entièrement pareilles, semblables, égales et les mêmes par leur nature, et que ce que Philippe-le-bel et Louis XI, pour se contenter ici des citations qu'on y a vues, ont dit du pair et de la pairie de Laon, est dit et se trouve parfaitement et pleinement véritable de tous les pairs et de toutes les pairies d'aujourd'hui, d'où il résulte, d'une manière invincible, que tout ce qui a été dit, tenu et vu des premiers et plus anciens pairs, sous quelque nom qu'ils aient été connus d'abord, des premiers et plus anciens pairs dont on n'a point d'érection, des premiers et plus anciens pairs érigés après eux et de leurs pairies, se peut et se doit dire des pairs de tous les tems et de leurs pairies jusqu'aujourd'hui, quant à la dignité de pair et de pairie de France et de tout ce qu'elle emporte de rang, droits, pouvoirs législatif et constitutif, sans exception, sans distinction, sans différence, sans partage, en

un mot dans tous les tems com-pairs en tout, indépendamment de la grandeur personnelle, d'extraction et de puissance étrangère à la dignité commune entr'eux tous de la pairie de France, dont l'identité, en eux tous, se suit d'âge en âge sans la plus légère interruption de tout ce qui y appartient.

Qu'il y ait des appanages ou plutôt des parties d'appanages qui ne soient pas pairies de France, car il y a eu peu d'appanages entiers donnés à des fils de France, qui n'eussent point de pairies : qu'il y ait des terres reversibles à la couronne, inféodées sous cette condition, qui ne soient pas pairies, ni appanages, sont choses entièrement étrangères à ce que l'on traite et qui n'y porte pas la moindre influence. On ne s'est proposé que de montrer que les pairies d'aujourd'hui, non quant à l'étendue du fief et de sa puissance, que les pairs d'aujourd'hui, non quant à la grandeur d'extraction et des possessions, mais quant à la dignité de pair, à l'essence de la pairie et à tout ce qui y appartient, sont égaux, pareils et com-pairs en tout et partout sans exception, différence ni dissemblance aucune aux pairs de tous les temps et leurs pairies aux leurs ; que ces pairies nouvellement érigées le sont sur le modèle de toutes les précédentes, qu'elles sont par nature appanages et reversibles à la couronne, dont l'essence, au dire de nos rois sur celle d'Uzés, est assez majestueuse pour

être convenable à devenir appanage des fils de France, convenable, dis-je, à leur grandeur et dignité; qu'exception de loi la confirme; que Laon pour les tems les plus reculés, Uzès pour les nôtres, n'ont rien d'extérieur même d'étranger à la pairie et aux pairs d'aujourd'hui; et que conformes en tout quant à la dignité de pair à ceux de tous les tems, tous ceux d'aujourd'hui ont avec eux et ceux de tous les âges, une pareille et semblable et entière conformité. Or qu'est-ce qu'un appanage? le voici en deux mots. Dans les premiers tems, le royaume se partageoit en tant d'états souverains et indépendants que nos rois laissoient de fils, souvent même de leur vivant. Le désordre et l'affoiblissement qui résulta de ces partages, en corrigèrent; et le fils aîné succéda à la totalité du royaume. Alors nos rois se trouvèrent à l'égard de leurs puînés, dans la même nécessité que les particuliers, de pourvoir à leur subsistance et des enfants qui naissoient d'eux. Nul patrimoine, sur quoi la prendre; puisque celui des rois est réuni à la couronne, s'ils en ont, lorsqu'ils y viennent; et s'il leur arrive des héritages depuis qu'ils y sont parvenus, ces héritages y sont pareillement et de droit réunis. Il faut donc que les fils de la couronne soient nourris et pourvus par la couronne, c'est-à-dire, des biens de la couronne; et comme les biens de la couronne sont pour cela même inaliénables, la portion de bien qui leur est donnée ne leur

est que prêtée, c'est-à-dire, qu'ils n'en peuvent disposer, mais en jouir eux et leurs descendants de mâle en mâle, pour, à faute enfin de mâles, retourner à la couronne; et c'est ce qui est connu sous le nom d'appanage. De-là il est aisé de conclure de quelle dignité est un bien donné en appanage, puisqu'elle brille d'un rayon de la couronne même, qui se répand sur son possesseur; et quel nouveau jour cela donne à ce qui a été dit jusqu'ici de la dignité de pair et de la pairie de France, des noms donnés aux pairs etc. ce qu'on a cité de nos rois qui déclarent en divers tems, que pairie et appanage sont synonymes et que de tous les tems les pairies sont appanages et récemment encore le duché d'Uzés. Enfin il faut ajouter à cette réflexion naturelle ce que nos rois jusqu'à Louis XIV inclusivement ont dit des pairs et des pairies et leur aven que c'est le plus grand effort de leur puissance et ce qu'ils purent faire et donner de plus grand. Cela est dit par eux indépendamment de la qualité d'appanage, inhérente, comme on l'a vu, par nature à la pairie. Joignant ensemble l'idée qui naît de la réunion de ces deux choses en la même, quelle splendeur et quelle majesté! aussi les rois n'ont-ils pu faire plus pour leurs fils puînés et pour leurs frères jusqu'aujourd'hui, ni pour les princes de leur sang, quoique si singulièrement grands par le majestueux effet qu'ils reçoivent de la loi salique, que de les faire, et déclarer tous pairs de France par

le droit de leur naissance auguste, sans avoir même de pairie et précédant tous autres pairs. C'est ce que fit Henri III avec d'autant plus de justice, qu'il étoit très-indécemment que des princes, que leur naissance appelloit à la couronne, le cas en arrivant, fussent précédés par les aînés des branches cadettes à la leur, qui ne pouvoient succéder qu'après eux, et par des pairs qui pourroient devenir leurs sujets, sans avoir eux-mêmes aucuns droits de succession à la couronne.

X.

Des ducs non pairs vérifiés au Parlement.

SI au lieu d'une digression forcée et parlà même si nécessairement abrégée, qu'elle en est comme mutilée, c'étoit ici un traité, l'occasion deviendrait toute naturelle de parler des ducs non pairs vérifiés au parlement et apprendre à des gens qui se persuadent qu'ils sont de l'invention du feu roi, que cette dignité est connue dès 1354, au moins distinctement par l'érection du duché de Bar en faveur de Robert duc de Bar, dont la maison est connue dès l'an 1044, par Louis comte de Montbéliard de Mousson et de Ferrette, qui eut le comté de Bar par son mariage avec Sophie seconde fille de Frédéric II duc de la haute Lorraine

raïne et de Mathilde de Souabe, dont la postérité prit le nom de Bar et dont le dixième descendant Robert épousa en 1364 Marie fille de notre roi Jean et de Bonne de Luxembourg. Il en eut Henri-Philippe Edouard, Louis, Charles et Jean, et quatre filles dont Yolande fut l'ainée: Henri fut père de Robert qui mourut sans enfants comme tous ses oncles et fut comme le dernier de cette maison. Louis fut évêque duc de Langres, évêque comte de Châlons, évêque de Verdun et cardinal, il survécut à tous ses frères et à son neveu. Yolande l'ainée de ses sœurs épousa François d'Arragon fils de Pierre IV roi d'Arragon et d'Eléonore de Portugal. Yolande mourut à Barcelone en 1431; elle laissa entr'autres enfants Yolande d'Arragon qui de son mariage avec Louis II duc d'Anjou roi de Naples et de Sicile eut le bon roi René duc d'Anjou, roi de Naples et de Sicile, auquel Louis cardinal de Bar son grand oncle maternel duc de Bar et le dernier mâle de sa maison, fit don du duché de Bar. Yolande d'Anjou fille du roi René et duchesse de Lorraine par sa mère Isabelle, fille aînée et héritière de Charles I duc de Lorraine et de Marguerite de Bavière, porta les duchés de Lorraine et de Bar en mariage en 1444 au comte de Vaudemont son cousin-germain, duquel mariage sont sortis tous les ducs de Lorraine. Ces ducs quoique souverains et de maisons distinguées eurent tellement à honneur la dignité de duc de Bar, quoique, comme,

Droit public de la France. D

tels, vassaux de la couronne de France, qu'ils en prirent les marques, qu'ils n'ont quittées que longtems depuis; et l'on voit encore sur les portes de Nancy leurs armes ornées du manteau ducal.

Valentinois fut érigé de même sans pairie et vérifié en 1498 pour le fameux César Borgia si connu par ses crimes et par le feu, que, pour son aggrandissement, le pape Alexandre VI dont il étoit bâtard, alluma tant de fois dans toute l'Europe.

Longueville en 1505 et d'autres en faveur de princes de la maison de Savoye, comme Nemours, et d'un prince du sang, comme Estouteville. On ne s'arrêtera pas à en citer davantage, mais on remarquera qu'il y en a toujours eu depuis en existence, et que Longueville, par exemple etc. ne se sont éteints que depuis l'érection pareille de La Feuillade et autres par Louis XIV. Ainsi on voit deux choses, l'antiquité de ces sortes de duchés non pairies vérifiés, et la grandeur de ceux en faveur de qui ils ont été érigés, parmi lesquels, outre Bar, on compte des princes des maisons de Lorraine et de Savoye, des bâtards de France et de la maison de Longueville, de très-grands seigneurs françois et étrangers et, plus que tout cela, un prince du sang. Aussi, quant à la dignité du fief et de l'appanage, ces duchés sont égaux aux pairies; mais sans office, qui est de plus en la pairie, qui donne aux pairs ces

grandes fonctions qu'on a touchées, et leur a acquis ces grands noms que les rois leur ont donnés. Comme l'état de la dignité de duc vérifié est étrangère à la cause de cette digression, on ne la grossira pas des raisons qui montrent, que les ducs vérifiés, et que l'usage nomme héréditaires, sont ce qu'étoient les hauts barons.

Mais pour ne laisser aucune des trois sortes de ducs; connus en France, sans quelque explication, puisqu'elle se présente naturellement ici, j'ajouterai un mot des ducs non vérifiés que l'usage appelle mal-à-propos à *brevet*, puisqu'ils n'ont point de brevet, mais des lettres, comme les autres, qui ne sont point vérifiées, et qui par conséquent n'opèrent rien de réel et de succésif, mais de simples honneurs de cour sans rang et sans existence dans le royaume. C'est à ceux-là seulement que les officiers de la couronne disputent à raison de leurs offices réels et existans dans l'état, contre de simples honneurs de similitude sans fief ni office, sans caractère, rang ni existence dans le royaume; c'est encore de ceux-là que le cardinal Mazarin disoit insolemment, QU'IL EN FERAIT TANT, QU'IL SERAIT HONTEUX DE L'ÊTRE ET DE NE L'ÊTRE PAS, et néanmoins il se le fit lui-même. (*) On est tom-

(*) Les annales de la France montrent-elles dans un ministre une dépravation, une injustice de cette sorte? Voilà un des tours de ministre contre les conseil-

bé dans la même erreur sur leur origine; qu'à l'égard des ducs vérifiés. On les a cru de l'invention de la minorité de Louis XIV; à la vérité pour ceux-ci il seroit peut-être difficile de les trouver plus haut que François I. Aussi ne sont-ils rien dans l'état, mais Rouanois fut duché de la sorte sous ce règne. On vit ensuite de même Dunois pour la maison de Longueville, Albret en faveur d'Henri III de Navarre, Brienne pour Charles de Luxembourg, beau-frère du duc d'Epéron; et quantité d'autres pour de fort grands seigneurs françois et étrangers, et de ces ducs non vérifiés, il y en a toujours eu jusqu'à présent, et le duc de Chevreuse grand-chambellan, dernier fils du duc de Guise, tué à Blois, a été longues années duc de cette dernière sorte, avant d'être fait duc-et-pair de France vérifié.

Les officiers de la couronne n'ont aucune part à la cause de cette digression, et ce se-

lers nés de l'état; & un échantillon des efforts que le despotisme de quelques ministres ont imaginés, pour ôter à la nation les restes ou l'ombre de son ancienne liberté: Mazarin étoit digne de succéder à Richelieu, & pour en faire entièrement un insigne scélérat, il ne lui manquoit que de répandre comme lui le sang humain: on fait qu'il savoit sur cet objet tempérer les mouvemens de la passion, & user de tous les moyens de la satisfaire; il y a dans cette seule idée d'avilir la patrie de France, je ne fais quoi de despotique & d'Oriental, que Montesquieu a sans doute ignoré; car il en eut répété assurément l'expression avec cette sanglante ironie qu'il employoit quand il vouloit couvrir de ridicule les idées bizarres ou atroces du despotisme.

roit en abuser, que d'en parler ici. Quelques grands que soient leurs offices, des deux premiers officiers sur-tout de la couronne, ils n'ont ni l'universalité, ni la majesté de l'office de pair de France, et les preuves n'en sont pas difficiles. Leur office de plus n'est qu'à vie; et de fiefs, comme officiers de la couronne, ils n'en ont point, quoiqu'on trouve des foi et hommages, quelquefois rendus à nos rois pour ces offices, mais sans nulle mention de fief, le plus grand office qu'un roi de France puisse donner, et dont un vassal, même fils de France, encore plus un sujet, puisse être revêtu. Un duc vérifié, a le fief sans l'office, ce qui met une grande distinction du Pair à lui, et de lui à l'officier de la couronne qui n'a qu'un office et à vie et sans fief, mais office très-inférieur en tout à celui de pair de France, tellement même que les ducs non vérifiés, qui n'ont ni fief ni office, rien de réel dans l'état, qui n'ont que des honneurs extérieurs, à l'image des autres ducs, dont ils ne sont qu'une vaine et fictive écorce, ne cèdent point, dis-je, aux officiers de la couronne qui n'ont pas comme eux cet extérieur de ressemblance aux autres ducs, quoique vaine. Aussi ne veulent-ils point céder à ces ducs non vérifiés à raison de leurs offices, et de ce qu'ils sont réellement dans l'état, tellement que la compétence est en eux continuelle, et qu'aux cérémoniels de cour (car ces ducs non vérifiés, n'ont point de place aux autres,) ils marchent mêlés ensemble comme

le roi le prescrit ; ce qui toujours en tous les tems , a été réglé de même.

Après avoir démontré, quelle est la dignité de duc et pair dans tous les âges de la monarchie, il faut essayer de faire voir aussi ce que c'est que le Parlement de Paris, et les autres formés sur son modèle.

X I.

Histoire particulière de la formation du Parlement de Paris.

P OUR prendre une idée juste de l'essence et de la nature de cette compagnie, il faut se souvenir de ce qui a été dit des *légistes* et de la façon de rendre les jugemens, des trois corps qui forment la nation ; que chacun étoit jugé par ses égaux, que les grands vassaux jugèrent les leurs, chacun dans son fief avec les principaux feudataires, qui en relevoient, et que les grands et immédiats feudataires de la couronne, connus dès la fondation de la monarchie et sous divers noms ; enfin de pair de France, jugeoient les grandes causes et les affaires majeures avec le roi et avec lui exerçoient le pouvoir législatif et constitutif des grandes sanctions de l'état ; ce que c'étoit que les hauts barons et les grands prélats, et qu'ils y étoient quelquefois, puis toujours, appelés, mais

personnellement, tantôt les uns, tantôt les autres, par le roi, ensorte qu'ils ne tiroient leur droit, que ce que le roi les mandoit, ainsi que depuis les officiers de la couronne, dont on avoit besoin pour ce qui regardoit leurs offices, au lieu que les pairs y venoient tous de droit, et que rien ne se pouvoit faire sans eux; que les procès se multiplioient sans cesse depuis que les fiefs eurent contre leur originelle nature, passé aux femmes, furent devenus susceptibles de partage, de successions, d'hypothèques; et que les coutumes diverses sur toutes ces choses, se furent introduites par usage dans les différentes provinces, que les ordonnances* se furent accumulées, ce qui causa la multiplication des Parlemens, aux différentes fêtes qui duroient, huit, dix, quinze jours pour plaider ces procès; que Saint-Louis qui aimoit la justice, considérant le peu de lumières que ces juges si nobles et si occupés de la guerre, pouvoient apporter au jugement de tant de questions embarrassées et de coutumes locales différentes, mit à leurs pieds des légistes, pour en être consultés en se baissant à eux, sans toutefois qu'ils fussent obligés de le faire, ni en le faisant, se conformer à leurs avis, ignorés de toute la séance, qu'ils ne disoient qu'à l'oreille du seigneur, aux pieds duquel ils se trouvoient assis, quand il vouloit les consulter, et que c'est de-là que ces légistes ont été dits conseillers.

Le peuple esclave d'abord, puis, peu-à-peu affranchi, puis devenu en partie propriétaire par la bonté des rois et des seigneurs, dont il étoit serf, forma la bourgeoisie; et le peuple et ceux qui eurent des fonds appelés *rotures*, parce qu'ils ne pouvoient posséder des fiefs, furent de-là appelés roturiers.

De ce peuple affranchi, ceux que leur esprit et leur industrie éleva au-dessus de l'agriculture et des arts mécaniques, s'appliquèrent aux coutumes locales, à savoir les ordonnances et le droit romain, qui demeura en usage en plusieurs provinces, après la conquête des Gaules, et y a été depuis toujours pratiqué. Ces gens-là se multiplièrent avec les procès, s'en firent une étude, devinrent le conseil de ceux qui en avoient, et des familles pour leurs affaires. De leur application aux loix, dont ils se firent un métier, ils furent appelés *légistes*, et Saint-Louis en appella aux Parlemens, pour s'asseoir sur le marche-pied des juges, qui étoit tel qu'on l'a expliqué, pour y être à portée de leur donner à l'oseille des éclaircissemens, sur ce qui s'agiteroit devant eux, et former leurs jugemens et leurs avis, quand ces seigneurs croyoient en avoir besoin, et se baïssoient à eux pour le leur demander.

De-là les procès se multipliant de plus en plus, et par conséquent ces assemblées,

pour les juger, qui, de parler ensemble, avoient, comme les grandes assemblées pour les causes majeures et pour les grandes sanctions de l'état, et par même raison de parler ensemble, pris le nom de *Parlement*, les seigneurs tant pairs, qui y étoient de droit, que ceux que le roi y appelloit nommément, s'excusèrent souvent par l'embarras des guerres ou de leurs affaires; alors la nécessité de vider les procès, fit donner voix délibérative en leur absence, en nombre suffisant à ces mêmes légistes, qui, profitant de l'absence des vrais juges, auxquels la nécessité les faisoit suppléer, usèrent des tems et obtinrent voix délibérative avec eux, mais néanmoins toujours séants à leurs pieds sur le marche-pied de leurs bancs.

Voilà comme de simples souffleurs, et consultés à pure volonté et sans paroles qu'à l'oreille des juges et seigneurs, ces légistes devinrent juges eux-mêmes avec eux. (*)

(*) Mais quand même ces souffleurs, ces légistes auroient cette origine, ce qui n'est pas aussi vrai que le croit le duc de Saint-Simon; au moins est-il vrai, que les progrès de la société, ayant multiplié les passions et les crimes, et les loix étant devenues plus compliquées, plus nombreuses, plus difficiles à être appliquées, les militaires qui ne savoient souvent pas lire, furent dès-lors incapables de juger. Ces pairs, ces barons, dont parle le duc de Saint-Simon, n'étoient pas juges pour eux, mais juges dans la nation; lors donc que l'étude des loix fut incompatible avec leurs

Ainsi les légistes devenus juges, et par le fait, seuls juges, juges à vie, s'accréditèrent. Les malheurs de l'état et les pressans besoins d'argent engagèrent nos rois à en tirer d'eux, pour, d'une fonction à vie, en faire des offices, et finalement des offices héréditaires et vénaux. Voilà donc ces juges devenus des magistrats en titre, et ces magistrats, par les mêmes besoins des finances,

gothiques préjugés, et avec leur dégoût de l'étude, ils ne furent plus les vrais juges des peuples : alors dut s'élever à leurs places le corps des légistes . . . L'ordre des avocats n'a que le droit de plaider et de conseiller ; c'est je pense toute sa fonction au Parlement, et si l'ordre des conseillers et des présidents venoit à dégénérer, si pour ses plaisirs, par exemple, il cessoit d'étudier et de juger : l'élévation de l'ordre des avocats au rang de conseillers, seroit-il moins légal, moins juste, moins nécessaire que le changement des *légistes en conseillers* ? Ce changement a été fait du consentement du roi et de la nation ; son origine, de l'aveu du duc, se trouve dans le besoin de la France, d'avoir des juges éclairés, source aussi noble qu'elle peut l'être. Ce n'est donc ici qu'une vaine question de mots vagues : car, comme je l'ai dit, il est de l'essence d'une monarchie, d'avoir non-seulement des juges, mais des *représentans de la nation* ; heureuse encore, qu'elle soit représentée par des légistes, ou par des barons, quoiqu'on l'a privée de ses *États-généraux*. Or, cette représentation est une fonction essentielle dans l'état, et une fonction qui élève le légiste au rang de représentant de la nation, quand elle n'est pas autrement représentée, parce qu'il est aussi ridicule de prétendre, qu'il est une monarchie sans représentant, qu'il le seroit de dire, qu'elle ne peut être représentée par un parlementaire, parce qu'il est parlementaire ; puisqu'un François dans cet état peut aussi bien représenter la nation que le marquis ou le seigneur campagnard. Mais

ont été accrus et augmentés jusqu'à la foule qu'on en voit aujourd'hui, qui peuple Paris et les provinces sous différens noms en divers tribunaux supérieurs et subalternes. Enfin le Parlement rendu sédentaire à Paris, qui aggrandit ses membres légistes, en jugeant non plus par convocations diverses dans l'année, mais tout le long de l'année, acquit une dernière stabilité, qui en fit une compagnie de magistrats, modèle sur lequel la commodité des plaideurs éloignés, et le nombre des procès encore à l'infini, fit former les autres Parlemens les uns après les autres, et de-là, comme on l'a dit, par le besoin de finance, vint l'idée et l'exécution de tant de tribunaux par-tout inférieurs et supérieurs de tant de sortes, et de cette

ce n'est pas là la vraie question : sans doute les états-généraux la décideront; jusqu'à ce moment-ci les parlemens les ont représentés par un consentement tacite que le ministère lui a souvent contesté, tandis qu'il se servoit de son consentement toutes les fois que, pour faire des loix ou pour établir des impôts, il lui adressoit des édits pour les vérifier. Enfin le ministère dans ses différens besoins le reconnut si bien compétant pour représenter la nation, qu'il se servit souvent de son ministère même, pour casser la volonté et les testamens des rois défunts, et pour adjuger la régence, ce qui n'appartenoit autrefois qu'aux états-généraux. Les rois par ce fait, et la nation tacitement, ont donc reconnu, que les parlemens représentoient la nation, et en le reconnoissant, ils ont convenus de la nécessité, que cette nation fût représentée pour reconnoître les loix, les impôts, les régences, et les autres sanctions de l'état. Il est vrai qu'il est fâcheux, que la nation soit si mal représentée, qu'elle l'est par les parlemens.

foule d'offices vénaux et héréditaires de la robe.

Les légistes devenus, par tous ces divers degrés, les seuls qui formèrent le Parlement devenu perpétuel et sédentaire à Paris, et ses officiers en titre vénal et héréditaire, délivrés des nobles, qui avoient quitté l'écritoire passagère, dès qu'elle devint continue, et des ecclésiastiques considérables, qui, comme les nobles n'y étoient plus appelés par les rois, comme avant Charles VI, n'eurent plus que les pairs avec eux, qui de droit et sans y être appelés par les rois, à la différence des hauts barons, des officiers de la couronne, des prélats, des nobles en quelque nombre et nommément à chaque Parlement, et jamais les mêmes, y entroient toutes les fois qu'il leur plaisoit de s'y trouver, et c'est de-là qu'ils ont conservé leur entrée et leur voix délibérative toutes les fois qu'ils y veulent prendre séance, tant en parlement de Paris, que dans tous les parlements du royaume, où ils précèdent sans difficulté le gouverneur de la province et l'évêque diocésain, s'ils s'y trouvent avec eux. De - là encore cette différence d'entrer en séance au parlement avant l'arrivée du roi, lorsqu'il y vient, tandis que les officiers de la couronne, et tous autres, qu'il plaît au roi de demander pour l'accompagnement, ne peuvent entrer en séance qu'à sa suite et après lui, encore que les officiers de la couronne y soient aux hauts sièges avec

voix délibérative, privativement aux gouverneurs, lieutenans-généraux des provinces, et aux chevaliers de l'ordre, mandés par le roi qui siègent en bas, et n'ont point de voix, et c'est un reste de ce qui a été de ces anciennes assemblées où les pairs assistoient de droit long-tems seuls, puis ceux des hauts barons, que les rois y mandoient etc. Encore que ces officiers de la couronne aient leur séance aux hauts sièges, le seul chancelier a la sienne en bas, parce qu'encore qu'il soit le second officier de la couronne et si considérable en tout, et là même en son triomphe de chef de la justice, et de président sous le roi, il n'est que légiste et maintenant magistrat et comme tel ne peut avoir séance aux hauts sièges. La même raison le prive du traitement de cousin, que nos rois donnent non-seulement aux ducs pairs et vérifiés, et à tous les autres officiers de la couronne.

Le parlement devenu sédentaire et perpétuel toute l'année, les légistes devenus à vie, puis en titre héréditaire, furent non-seulement juges et magistrats; mais les seuls qui composèrent le parlement à l'exclusion de tous autres nobles que les pairs, et comme c'étoit une cour de justice destinée au jugement des procès devenus sans nombre, les pairs ne s'y trouvèrent guère que pour des cas extraordinaires. Ainsi ces magistrats seuls, maîtres du lieu, montèrent aux hauts sièges, dont l'usage se soutint in-

sensiblement même en la présence des pairs. La forme des procédures se multiplia avec les procès ; et la chicanerie, qui la rendit d'abord nécessaire, se nourrit dans la suite de ses diversités, dont l'une et l'autre se multiplia à l'infini, d'où nâquit un langage particulier dans les requêtes et les arrêts, qui rendit le prononcé de ces derniers difficile souvent aux magistrats moins experts, et à tous autres impossible. De-là le parlement de l'assemblée continua d'en faire la fonction en présence des pairs, puis en titre, comme les légistes de simples consultants étoient devenus magistrats.

L'ancienne forme d'être jugé, chacun par ses pairs de fiefs, étant aussi changée par l'établissement successif des parlemens convoqués par le roi en divers tems de l'année, puis peu-à-peu devenus tels par degrés, de la manière qui vient d'être expliquée, les édits, ordonnances et déclarations des rois ne purent plus être promulgués par les grands feudataires qui ne tenoient plus de cour de fief. Il falloit toutefois qu'ils fussent connus pour être observés. Ils ne pouvoient donc plus l'être, que par le moyen des assemblées de ces parlemens en différens tems de l'année, convoqués par nos rois, et par leur changement en parlement fixe, sédentaire et continu, par ce tribunal et dans la suite par les autres parlemens, chacun pour leur ressort, qui furent érigés à l'*instar* de celui de Paris, dans les différentes

provinces, pour le soulagement des plaideurs et l'expédition des procès. De-là vint l'usage de juger les causes majeures et de promulguer les grandes sanctions au parlement de Paris, d'abord unique, puis devenu le premier, séant dans la capitale, et le plus à portée des rois et des grands du royaume. Les légistes, qui le composoient, devenus juges et magistrats jugeant même en présence des pairs et du roi, le commencèrent toujours comme dans les grandes occasions, et dès-lors par distinction des autres cours du royaume, ce parlement prit peu-à-peu le nom et le titre de *cour des pairs*. Il est vrai qu'ils n'ont jamais prétendu être compétans des causes majeures, ni de connoître des grandes sanctions, seuls et sans l'intervention des pairs, en qui seule par nature, en réside le droit, mais par concomitance avec eux, et y participant par le bénéfice de leur présence, et c'est ce qui, en ces grandes occasions, a fait charger les arrêts et les enrégistremens de ces paroles consacrées, qui leur donnent toute leur force et leur valeur, *La cour suffisamment garnie de pairs* : paroles qui ont assez souvent passé dans les arrêts et les enrégistremens communs, lorsqu'il s'y trouvoit des pairs.

Depuis cet envoi des édits, ordonnances, déclarations des rois, lettres-patentes au parlement pour qu'ils fussent connus et observés, et que le parlement y conformât ses jugemens dans les affaires qui y auroient trait;

les troubles de l'état donnèrent lieu aux parlemens de s'enhardir et de prétendre qu'ils étoient un milieu entre le roi et son peuple, qu'ils étoient les protecteurs, les gardiens, et les conservateurs de ce peuple, et que lorsqu'il se trouvoit foulé par des édits, c'étoit au parlement à en faire au roi des remontrances. L'usage qui s'en étoit introduit sur des matières de règlement purement légal, où le parlement éclaircissoit ou redressoit souvent par ses représentations, ce qui n'étoit pas assez clair ou assez conforme au droit commun ou public dans ces édits etc. lui donna lieu aux remontrances sur les édits bursaux, à former la prétention à la confirmer par l'usage que les rois avoient eux-mêmes autorisé peu-à-peu le parlement à faire de son autorité contre les entreprises de la cour de Rome, et quelquefois même contre les entreprises de quelques évêques du royaume, et que la politique du tems ne leur permettoit pas de faire par eux-mêmes, d'où le parlement s'arrogea l'autorité populaire, à laquelle celle de la police le conduisit comme par la main. L'abus des favoris, la mauvaise administration des finances, la foiblesse des règnes, des conjonctures lui donnèrent beau jeu d'en profiter, et de s'acquérir les peuples, pour le soulagement desquels il sembloit combattre en établissant son autorité. (*) De-là ils vinrent à prétendre, que

(*) Et c'est par cela que les parlemens ont rendu les plus grands services aux rois et à la nation: la
les

les édits etc. ne leur étoient pas simplement envoyés pour être rendus notoires, pour que chacun les connût, les observât, et que le parlement même y conformât ses jugemens; ils osèrent prétendre un pouvoir concurrent et prépondérant à celui du roi, dans le fait des édits, ordonnances, déclarations, lettres-patentes etc. qui leur étoient portés à enregistrer, d'où ils changèrent ces termes dans l'usage de parler, avec celui de *vérifier*, et celui d'enregistrement en *vérification*, parce que le parlement ne feignit plus que ce n'étoit que par l'autorité de leur enregistrement que ces loix pouvoient avoir lieu, sans quoi elles demeuroident inutiles, caduques, et sans exécution, tellement que c'étoient eux qui, par leurs enregistrements, les rendoient vraies loix, et les rendant telles, les rendoient vraies et effectives, par conséquent les vérifioient et en rendoient l'exécution nécessaire, et en mettoient l'inobservation sous les peines de droit, qui sans cela ne seroit sujette à aucune peine et

pairie ne s'étoit-elle pas dévouée à la volonté absolue du ministère? N'avoit-elle pas perdu toute volonté, tous droits et privilèges? nous fumes trop heureux, qu'il existât un parlement, qui se placât entre le roi et le peuple, puisque tout le monde avoit déjà évité cette dangereuse situation: le duc de Saint Simon prétend, que ce droit de co-législation appartient à la pairie, et il pense que ce droit est essentiel à la monarchie; falloit-il donc la laisser entièrement dégénérer cette nation libre, quand les pairs l'abandonnoient à elle-même, et se désistoient de leurs droits?

Droit public de la France. E

la désobéissance permise, soutenue comme à chose non intervenue ni arrivée. Les édits bursaux furent d'un grand usage au parlement, pour établir cette autorité : en la refusant ils s'acquîrent les peuples, qui trouvèrent une protection contre les impôts ; ils s'assurèrent les envieux, des favoris et des ministres ; ils se dévouèrent les ambitieux, qui voulurent brouiller l'état, et faire compter avec eux. Quoique les rois se soient toujours récriés contre ce prétendu concours de puissance, les tems fâcheux le leur ont fait essuyer presque continuellement dans le fait, et tout est plein dans les histoires de cette lutte, où les rois ne demeuroient vainqueurs, que par adresse, par manège, et souvent en gagnant les plus accrédités par des graces pécuniaires. (*)

(*) Le duc de Saint-Simon ailleurs si instruit, et ici si ignorant ; sait encore un coup, que tous nos rois ne sont ni des Henri IV, ni des Louis XII ; il sait que la royauté dans notre vicieuse constitution peut appartenir ou être livrée à un enfant, à un régent, à un vieillard, à un ministre ambitieux et hardi : il est donc utile, il est essentiel, il est indispensable qu'il y ait un conseil national, un corps représentant le peuple qui soutienne la royauté : un roi environné de courtisans avides, peut-il connoître son peuple ? et ne seroit-il pas dans un danger perpétuel de perdre sa couronne sans le maintien d'un corps quelconque, qui contient les peuples et fait connoître leurs besoins. Que ce corps soit la pairie, que ce soit un parlement, que ce soit des nobles, ou des roturiers, ou mixte, il faut que ce corps existe, et je trouve étrange qu'on déclarât un légiste, un magistrat, incapable de les représenter parce

Cette nouvelle puissance, si hardiment usurpée, quoique sans être consentie, mit les rois en brassières (*) avec l'appui de tout ce qui craignoit l'abus des favoris et des ministres, et accoutuma les plus grands de l'état à y recourir quand ils se croyoient lésés dans les cas les plus majeurs, et qui n'avoient aucun trait, je ne dis pas seulement à la compétence du parlement, mais à ses usurpations. Jamais il n'avoit osé lever les yeux jusqu'à s'arroger rien sur les régences : le duc d'Orléans, depuis roi sous le nom de Louis XII, piqué d'en être exclus, quoique le plus prochain mâle du sang royal, et d'en voir une femme revêtue par la volonté de Louis XI, et le consentement de ceux à qui il appartenoit de le donner en faveur de la dame de Beaujeu, sa fille, fort aimée de Charles VIII mineur,

qu'il est magistrat : la nation sans doute seroit mieux représentée par des envoyés du peuple ; demandons à nos amis, pourquoi ils préfèrent un parlement aux états-généraux. *Note écrite en 1787.*

(*) Il faut être aveugle pour dire, qu'un roi, qui est à la tête de deux cents mille hommes, puisse être aux brassières, parce que ses parlemens refusent tous au plus la vérification d'un édit : qu'on place à la tête du corps qui représente la nation, telle espèce d'hommes qu'on voudra, il y aura des opérations ministérielles, surprises au souverain, qu'aucun corps quel qu'il soit ne voudra, ni vérifier ni consentir, sans qu'on puisse dire, que le roi soit aux brassières : quel honnête homme voudroit vérifier aujourd'hui les édits relatifs au système de Law ?

adressa ses plaintes au parlement, qui lui répondit, par la bouche du premier président de la Vaquerie, ces célèbres paroles si connues, et si exactement transcrites dans toutes les histoires " que le parlement étoit
„ une cour de justice établie seulement ;
„ pour administrer la justice au nom du roi,
„ à ses sujets, non pour se mêler des af-
„ faires d'état et des grandes sanctions du
„ royaume, si ce n'étoit par très-exprès
„ commandement du roi : par quoi le duc
d'Orléans ne put pas seulement se faire écouter, et de-là prit les armes avec le triste succès que chacun sait. (*)

Ce témoignage si authentique du premier président de la Vaquerie en plein parlement, d'un magistrat illustre par le poids de ses mœurs et de sa doctrine, est d'une évidence et d'une vérité, dont la notoriété de fait et de droit a paru trop pressante à ses successeurs et à ceux qui dans les suites ont succédé aux autres offices du parlement, que d'anciennes usurpations conduisirent bientôt à des nouvelles. Aussi trouva-t-il bien mauvais de n'avoir nulle part aux régences de Catherine de Médicis, et cria-t-il aussi haut que vainement de ce qu'elle fit au parlement de Rouen, avec les pairs et les officiers de la couronne, la déclaration de

(*) Ce passage prouve, que le parlement dans un tems de dissension, ne voulut pas se ranger du côté du duc d'Orléans.

la majorité de Charles IX, et avec cette nouveauté que le prince ne faisoit qu'entrer dans sa treizième année, qui fut dès-lors, et pour toujours à l'avenir réputée révolue dès qu'elle seroit commencée dans les rois mineurs, ce qui étoit en effet moins une interprétation du règlement de Charles V, approuvé et fait avec lui par tous les grands de l'état, qui fixe la majorité à quatorze ans pour les rois, qu'un changement et une nouvelle loi entée sur l'ancienne. Le parlement de Paris députa, il lui fut répondu, que la cour des pairs n'avoit point de lieu, qu'elle étoit par-tout où il plaisoit au roi d'assembler les pairs, et comme il est vrai, le parlement de Paris demeura sans action, comme sans réponse, et n'a osé renouveler depuis sa prétention, lorsqu'il a plu aux rois de juger des pairs, et dans leur cabinet avec les pairs, en quelque part que ç'ait été, avec ceux qu'ils y ont voulu appeller avec eux. Cela est arrivé plusieurs fois : le jugement du duc de la Valette, rendu dans le cabinet de Louis XIII à Saint-Germain-en-Laye, après la levée du siège de Fontarabie, en est un des derniers exemples. Le premier président y fut appelé avec quelque peu de membres du conseil, et comme la séance étoit autour de la table du conseil, les pairs en occupèrent la première place aux deux côtés; les officiers de la couronne ensuite, le premier président après eux, sans aucune difficulté.

La régence de Marie de Médicis, est le premier exemple que le parlement puisse alléguer d'être entré dans les matières d'état et de gouvernement, si on excepte celle des différends avec Rome, où la politique des rois a toujours voulu mettre le parlement entr'eux et cette cour, et lui faire faire ce qu'ils ne vouloient pas paroître faire eux-mêmes. L'enregistrement des traités de paix n'est rien, puisque le parlement ne fut jamais consulté pour les négocier, ni les conclure. C'est comme des édits, déclarations et ordonnances, lettres-patentes, et pour qu'ils règlent leurs jugemens dessus entre particuliers, si quelqu'un se plaint de contravention et de pillage contre d'autres particuliers. Le refus que François premier lui fit faire, d'enregistrer le traité de paix de Madrid, ne fut qu'un acte d'obéissance conforme au cri général de toute la nation, et son enregistrement, quand il l'auroit fait, n'en eût pas servi davantage à Charles V.

X I I.

Du nom de Parlement.

CE nom de parlement a fort ébloui les ignorans, qui font, plus que jamais, le plus grand nombre dans les états. La magistrature et ses suppôts, qui composent un peuple entier, dont l'intérêt n'a cessé de donner cours aux idées les plus absurdes; les foi-

bles et les gens bas qui ne veulent pas choquer des gens qui peuvent avoir leur bien entre leurs mains, quelquefois même leur vie, et qui s'en servent avec la dernière hardiesse et liberté, pour leurs vengeances; tout ce qu'il y a de gens de condition magistrale, ou qui en ont le but en sortant des bas emplois de finance et de plume, qui maintenant inonde tous les parlemens; toute la bourgeoisie, qui ne peut avoir que le même but pour leurs familles; les marchands, ceux qui se sont enrichis dans les arts mécaniques pour relever leurs enfans, voilà ce qui a peuplé, accru et fortifié les parlemens: ajoutons l'idée flatteuse qui entraîne tant d'autres, que le parlement est le rempart contre les entreprises des ministres sur les biens des sujets, et il se trouvera, que tout ce qui est en France applaudira à toutes les plus sottes chimères de grandeur en faveur du parlement, par crainte, par besoin, par basse politique, par intérêt ou par ignorance. Cette compagnie a bien connu de si favorables dispositions et bien su s'en prévaloir. Son nom de parlement, le même pour le son que celui de ces anciens parlemens de France, où se faisoient les grandes sanctions de l'état, le même encore que celui des parlemens d'Angleterre, leur a été d'un merveilleux usage, pour se mettre dans l'idée publique à l'unisson de ces assemblées avec qui le parlement n'a rien de commun que le nom. On a vu qu'elle est la totale différence de la

naturé des anciens parlemens de France de ceux d'aujourd'hui, et, qu'elle est la distance et la disproportion des matières, des membres, du pouvoir de ces anciennes assemblées d'avec celles et ceux d'un tribunal qui n'est uniquement qu'une cour de justice pour y juger les causes entre particuliers, et dont les membres légistes devenus juges et magistrats, sans avoir jamais changé de nature, n'ont de plus que des offices vénaux, rendus héréditaires et qui sont une partie de leur patrimoine, tant par le sort que par les gages, les taxations des vacations, les épices, et toutes les ordures d'un produit, auquel tous, depuis le premier président jusqu'au dernier du parlement, tendent journallement la main, et y reçoivent le salaire de chaque heure de travail ou de prétendu tel. De tels membres sont plus distants, s'il se peut, des pairs et de hauts barons qui composoient seuls les anciens parlemens, que le morceau de pré ou de terre, que l'hypothèque sur tel bien et les chicanes mercénaires qui font la matière des jugemens des parlemens d'aujourd'hui, des jugemens des causes majeures des grands feudataires et des grandes sanctions du royaume, qui étoient la matière de la décision de ces anciens parlemens. Que si on compare à ceux d'aujourd'hui ces parlemens tenus en divers tems de l'année, il n'y a qu'à comparer les nobles et les ecclésiastiques nommés par le roi pour les composer, avec les légistes as-

sis sur le marche-pied de leur banc, pour les conseiller, quand ils vouloient s'éclaircir tout bas de quelque chose : et quant aux matières, si elles se rapprochent un peu plus, il ne se trouvera pas que ces parlemens, tenus en divers tems de l'année, aient imaginé de pouvoir juger les causes majeures ni de délibérer sur rien de public.

Si l'on cherche plus de similitude avec les Parlemens d'Angleterre et ceux dont il s'agit, elle ne s'y trouvera pas mieux. Le parlement d'Angleterre est l'assemblée de la nation, ou, suivant nos idées, la tenue des états-généraux, avec cette différence des nôtres, que ceux-là ont tellement le pouvoir en propre pour faire ou changer les loix et pour tout ce qui est droit ou imposition, que le pouvoir des rois d'Angleterre est, de droit et de fait, nul en ces deux genres, sans le leur, et qu'il ne s'y peut rien faire, que par l'autorité du parlement. Elle est telle, qu'encore que le droit de déclarer la guerre et de faire la paix, y soit une des prérogatives royales, on voit néanmoins que les rois veulent avoir l'avis, et le consentement de leur parlement sur ces matières, et qu'ils n'entreprennent rien de considérable au-dehors ni au-dedans sans le consulter : ce qui fait voir que les levées de troupes, fortifications, armemens et mille autres choses publiques, sont sous la main du parlement autant ou plus que des rois. Et seroit-ce là où nos parlemens en voudroient venir aujourd'hui, après avoir

terrassé les grands du royaume, précédé les princes du sang, opiné devant la reine régente, monté ses présidens au-dessus du sang royal, eux sur une sorte de trône, et les princes sur des bancs communs, cassé les arrêts du conseil et s'être fait les tuteurs des rois mineurs, les modérateurs des rois majeurs et les soutiens des droits des peuples contre les édits, du bon ordre contre les lettres-patentes, enfin, comme ils se plaisent d'être nommés, le sénat auguste qui tient la balance entre ses rois et ses sujets.

Dans de tels desseins, que d'éloignement du parlement d'Angleterre, où rien ne peut passer sans le concours des deux chambres, où la basse a plus de gentilshommes et de cadets de seigneurs, que d'autres députés; où la haute n'est composée que de pairs, et qui, privativement à la chambre basse, juge tout ce qui se porte de causes contentieuses devant le parlement, comme la basse privativement à la haute, se mêle des subsides, des impositions, des comptes, et de tout ce qui est commerce et finance, avec cette différence toutefois qu'elle a besoin pour l'exécution de toutes choses du consentement de la chambre haute, et que la chambre haute fait exécuter tous les jugemens qu'elle rend sans aucun concours de la chambre basse. Où trouver là une ombre, je ne dis pas de similitude, mais de ressemblance la plus légère à nos parlemens? Malgré une disparité si parfaite, si entière, si complète de la nature et des mem-

bres de nos parlemens d'aujourd'hui d'avec la nature et les membres de nos anciens parlemens, et d'avec ceux d'Angleterre jusqu'à présent; et des matières de chicane et de questions de droit et de fait, jugées entre des particuliers par des légistes d'origine jusqu'à nos jours, et qui reçoivent eux-mêmes des plaideurs un écu par heure de salaire, à la sortie de chaque vacation, et les matières publiques et d'état, comme les jugemens des grands fiefs et des grands feudataires, et les grandes sanctions du royaume, réservées au roi, à tout ce qu'il y a de plus grand, de plus auguste dans l'état avec lui; et quant à l'Angleterre, ce qui vient d'en être expliqué, repousse nos parlemens à l'état des sherifs et des jurés, s'ils veulent toujours une similitude angloise. Le parlement flatté de ce nom, s'est plu à jouer sur le mot, et à tromper le monde par des équivoques que le monde a reçues, par les raisons d'ignorance, d'intérêt et de faiblesse, qui en ont d'abord été expliquées. Ces fausses lueurs, qui s'évanouissent précipitamment au plus léger rayon de lumière, appuyées du bruit que la cour a souvent fait faire au parlement contre Rome, par les raisons qui en ont été dites, et des dernières régences déclarées au parlement, par les conjonctures et les causes qui en ont été expliquées, ont enhardi le parlement aux prétentions, apprivoisé lui-même, par les succès inespérables, avec les plus inconcevables absurdités pour y accoutumer le

monde. C'est ce qui m'a obligé de faire céder la honte à la nécessité de réfuter sérieusement cette prétention si absurde et si moderne du parlement, d'être le premier corps de l'état. Je dis la honte, parce qu'une telle proposition ne peut en elle-même que mériter la honte, le silence et le mépris.

Tout l'état n'est composé que de trois ordres; nul François, qui ne soit membre de l'un de ces trois ordres; par conséquent nul François qui puisse être autre chose qu'ecclésiastique, noble, ou du tiers-état. Chaque ordre a ses subdivisions: celui qui est devenu le premier, est composé du corps des pasteurs du premier et du second ordre, des chapitres, du clergé régulier et séculier, qui se divise encore en ordres, et en communautés différentes. Il en est de même de l'ordre de la noblesse et de celui du tiers-état. Avec cette démonstration, comment peut-il se comprendre, qu'une cour de justice, qui par son essence n'est, ni du premier, ni du second ordre, et qui n'est établie que pour juger les causes des particuliers, puisse être le premier corps de l'état.

Voilà une exclusion, dont l'évidence frappe. On ne peut comprendre, comment un corps du tiers-état se met au-dessus de ces trois ordres, si on a jamais su, que la partie ne peut être plus grande que son tout, et que le tiers-état, dont le parlement

fait partie, non-seulement ne précède pas les deux autres ordres, et que de cela même il est connu sous le nom de tiers-état, mais qu'il ne leur est pas égal, et leur est inférieur en quantité de choses très-marquées.

Ce raisonnement seul devoit suffire, mais la chicane maîtresse des cavillations, et féconde en refuites, veut être forcée dans ses retranchemens. Je n'en vois ici que deux. L'un que le parlement ne soit pas du tiers-état, l'autre qu'il ne soit pas une simple cour de justice. Ce seroit revenir sur ses pas par une ennuyeuse répétition, que de s'étendre ici sur la nature de parlement, qui a été montrée ci-dessus, simple cour de justice, non compétente d'autre chose que de juger les procès entre les particuliers. On l'a fait voir par son origine, ses degrés, son aveu même, en plein parlement, par la bouche de son premier président, la Vaquerie, par l'usage constant et reconnu, jusqu'aux prétentions modernes, toujours durement réprimées par nos rois, et aux troubles, et aux désordres, protecteurs, et appuis de ces mêmes prétentions tombées d'effet avec les troubles et les désordres, quoique demeurées dans le coeur et dans la tête des nouveaux prétendans.

X I I I.

*Observations de l'Editeur, sur l'opinion du
Duc de Saint-Simon.*

UN lecteur instruit dans l'histoire de France, reconnoîtra que le duc de Saint-Simon s'est passionné outre mesure contre les parlemens. Il est constant que la monarchie françoise n'a jamais dû être un état despotique; et elle n'a été monarchie, que parce que depuis Clovis jusqu'à Louis XVI il y a eu sans interruption des représentans de l'état, des dépositaires des loix, des peuples assemblés au champ de Mars, pour convenir avec le souverain, ou, faute d'assemblée nationale, d'autres représentans quelconques de la nation. Que les représentans de la nation françoise aient été, ou soient appelés *cour des pairs, parlement, placita conventa, plaids, ou malles*; que les représentans achètent leurs dignités, ou qu'ils l'obtiennent du roi, ou de la nation, qu'ils soient fixés de résidence dans une ville, ou ambulans avec le roi, que la dignité soit héréditaire, à vie, ou attachée à un fief; toutes ces particularités ne sont que des formes différentes de la représentation. Toute monarchie sans un corps subsistant, placé vis-à-vis du roi, n'est qu'une tyrannie, ou despotisme. (*)

(*) Il est évident, que toutes ces représentations ont différens degrés de justice et de perfection. La Cons-

Résumons tout ce qui a été dit sur l'origine du parlement.

Il est de l'essence d'une monarchie qu'un roi agisse de concert avec ses sujets.

S'il agit par la volonté absolue et à main armée il n'est pas roi ;

Mais il est le despote de sa nation :

titution françoise en 1790, où la représentation est répartie, comme au commencement de la monarchie françoise, dans tous les individus sans distinction d'état, paroît la plus parfaite.

En second lieu la représentation nationale distribuée en deux ordres ou états, telle qu'elle est établie en Angleterre, et que les aristocrates la vouloient en France, vient après.

Il est des monarchies où la représentation est confiée aux parlemens qui en achètent le titre : l'expérience du passé est la preuve de la mauvaise représentation d'un parlement : et cependant heureuses sont encore les monarchies, qui, comme la France avant 1790, la Savoye, l'Espagne, ont des juntes, des sénats, des parlemens ; car ils ont au moins un reste de représentation souvent énergique dans ses remontrances.

Quant aux peuples asservis, tels que les Prussiens, les Russes, et qui n'ont ni sénat, ni parlemens : malheur à leurs rois, s'ils n'ont aucun corps pour réprimer leurs erreurs. (*Note ajoutée en 1790, au mois de Juillet, à la note précédente écrite avant la convocation des Etats-généraux.*)

Car, qui parle de monarchie, parle d'un souverain aidé, soutenu, conseillé, obéi librement ;

Or le seul mot de *roi conseillé* annonce que ce roi doit agir selon l'avis, le conseil, la voix, le vœu, et l'opinion de la nation représentée, puisqu'un roi qui demanderoit avis et conseil, et qui ne feroit pas ce que lui dit le vœu national seroit un roi téméraire seul à penser dans ses états telle ou telle opinion ; et rarement seroit-il écouté, applaudi, obéi. L'obéissance dans une monarchie doit donc être raisonnée ; on doit la juger nécessaire dans l'état, et la nation représentée et présidée par son souverain doit seule la juger telle ; car le monarque, le souverain, le roi, le législateur ; avec toutes les prérogatives quelconques que vous leur donnerez, seront des despotes absolus, s'ils agissent sans le concours de la nation, sans le consentement de l'état.

Un tel roi sera un despote qui soumettra la volonté générale à sa volonté et non au vœu, au désir, au suffrage public ; la force commandera, la raison et la discussion n'éclaireront rien ; il dira *je veux*, et cette volonté étant le mobile des événemens et des révolutions, sera la volonté d'un sultan que le patriotisme et les lumières ne peuvent pas toujours éclairer.

La

La volonté générale dans une monarchie ; cette volonté qui préside aux événemens n'est donc véritablement monarchique , qu'autant que la monarchie concourt avec le roi.

Je sais bien qu'on dira contre mon avis , ou plutôt contre ces principes d'une véritable monarchie , que le roi est maître de tout , propriétaire de tout , que la loi peut être faite par lui seul : la Sorbonne , selon les mémoires de Saint-Simon , l'a bien déclaré ainsi en répondant au cas fameux de conscience : je sais bien encore qu'il ne manque pas en France des Moreau , des Linguet et autres de cette sorte , qui altérant les actes publics et donnant des sens étrangers au texte pur et naturel des diplômes nationaux , déclarent le souverain *seul législateur absolu*. Je n'ignore pas non plus qu'il en est qui ont la témérité de déclarer que le roi ne peut rien faire de contraire à sa nation dont il est le chef et dont les intérêts ne sont pas autres que les siens : c'est ainsi que les Italiens et les Ultramontains en ont usé envers le pape ; ils l'ont déclaré infallible et ils ont osé prêcher à toute la terre qu'il ne pouvoit errer : afin de le rendre et plus puissant dans l'opinion , et plus respectable.

Mais nous François , nous avons eu une meilleure opinion de nos rois en les croyant hommes et en présumant qu'ils pourroient dans la suite errer contre leurs

Droit public de la France

F

propres intérêts, comme ils en ont déjà tant laissé d'exemples : nous avons sans doute, dans notre bon roi Louis XVI, un véritablement honnête homme, dont l'âme intègre, dont le cœur compatissant, dont toutes les volontés tendent à rendre la France heureuse. Mais qui nous a dit que ses successeurs seront aussi intègres ? qui nous garantira qu'un scélérat, un fou, un Néron, ne sera jamais assis sur le trône de France ? n'avons-nous pas eu un Charles IX, qui ordonna d'égorger une partie de ses sujets parce qu'ils étoient protestans ? n'avons-nous pas lu dans notre histoire les noirs projets, les expéditions sanguinaires de Louis XI ? Louis XIII n'a-t-il pas vu de sang froid ses provinces, avilies, dépouillées de leurs états et de leurs privilèges ? Le roi Louis XIV n'a-t-il pas proscrit du sein de ses états les Réformés, et n'a-t-il pas enrichi les étrangers de l'industrie nationale ? Louis XVI enfin n'a-t-il pas vu sans émotion la nation perdre ses mœurs, et n'avons-nous pas vu la plupart de nos souverains, contre ce vœu de la France, et contre leur vœu particulier dominés par tous les ministres qui ont eu un caractère quelconque ? voyez l'influence et les effets de l'impétuosité sanguinaire de Richelieu ; voyez l'orgueilleuse inhumanité de Louvois, la minutieuse dévotion de madame de Maintenon, la férocité de le Tellier, la folie de Law ; la bassesse impudente de Dubois, la foiblesse de Fleury, la nullité de Lavrillière, le despotique sys-

tême de Maupeou, l'injustice de Terrai, l'esprit déprédateur de Calonne. Tous ces ministres n'ont-ils pas attaqué directement la royauté ? n'ont-ils pas travaillé plus ou moins à renverser la couronne de différentes manières ? n'ont-ils pas souillé notre histoire nationale de mille infamies et trahi indignement des rois qui auroient été adorés de leurs sujets ?

Concluons donc qu'il est de l'essence de la monarchie d'avoir un conseil ; mais un conseil national et non secret, un conseil que le vœu de la France qu'il représentera puisse diriger, un conseil dont les décisions fassent pâlir les Terray, les Law, les Dubois qui pourroient s'élever encore et déshonorer le trône, tenter enfin de perdre la royauté, s'il étoit possible qu'elle pût se perdre en France.

Concluons encore que ce conseil national oblige le monarque à suivre ses décisions, qu'une autre volonté seroit une volonté, je ne dis pas illégale, mais contraire aux intérêts de la France : les monarchies modérées du nord ont-elles été moins puissantes parce qu'elles ont été tempérées par un pareil conseil ? n'est-ce pas ce conseil national qui a formé au commencement la constitution de la monarchie françoise ? n'est-ce pas avec un semblable conseil que Charlemagne fut le plus grand roi du monde et ne fut-il pas avec ce conseil aussi grand, aussi res-

pectable que si, d'une manière clandestine, il eût ordonné, du fond d'un cabinet, des opérations qui pouvoient souffrir des oppositions dans les provinces?

C'est ce conseil national, ce conseil formé d'abord des compagnons des conquêtes sous Clovis et ses successeurs, c'est ce conseil formé des grands et des évêques après la conquête, formé dans la suite des hauts barons, des pairs, soit en France, soit à Londres, et des grands en Espagne, qui a été de tout temps traversé et attaqué, tantôt par les favoris, tantôt par les ministres, et qui, après avoir conservé l'état, a été opprimé, humilié, anéanti par l'autorité ministérielle, puisqu'un pair même, sous Louis XV, ne pouvoit tenir sa cour, assister au parlement, sans la permission royale.

Il est donc bien avéré et reconnu désormais que l'autorité du despote n'appartient point à nos rois : la nation est formée d'un peuple franc, libre, qui a toujours réclamé contre les abus du pouvoir, et dont l'organisation est telle que la servitude est pour elle un état contre nature ; les François ont mis la couronne sur leur égal ; ils n'appartiennent point au prince, c'est le prince qui leur appartient et qui est leur créature. La volonté absolue d'un homme, sujet à toutes les infirmités humaines, n'est point le principe de la soumission ; un peuple libre ne peut être soumis qu'à des loix qu'il a faites ou consenties ; car s'il étoit soumis

à la volonté absolue d'un roi, il seroit obligé de se soumettre aux caprices de son enfance, aux passions de son adolescence, à l'ambition aveugle de son âge mûr, et à vieillir avec lui vers le déclin de l'âge. Quel étrange privilège du despote, de soumettre tout un empire aux variations de la volonté du souverain ! Les bons rois, les rois éclairés, qui ont eu de la bonne foi, ont avoué qu'ils étoient dans l'impuissance de régner autrement que par des loix consenties et avouées de la nation : Louis le gros mourant disoit à son fils, souvenez-vous, mon fils, que l'autorité royale n'est qu'une procuration, une charge publique dont vous rendrez un compte bien exact et rigoureux après la mort. Voyez le Conseil des remontrances du clergé. Paris 1696. page 10.

Massillon s'exprimoit de la sorte sur le pouvoir des rois en présence de Louis XV.
 „ La liberté, Siré, que les princes doivent
 „ à leurs peuples, c'est la liberté des loix :
 „ vous êtes le maître de la vie et de la
 „ fortune de vos sujets ; mais vous ne pouvez en disposer que selon les loix : vous
 „ ne connoissez que Dieu seul au-dessus
 „ de vous, mais les loix doivent avoir plus
 „ d'autorité que vous même. Vous ne commandez pas à des esclaves. Vous commandez à une nation libre, belliqueuse,
 „ aussi jalouse de sa liberté que de sa fidélité, et dont la soumission est d'autant
 „ plus sûre, qu'elle est fondée sur l'amour

„ qu'elle a pour ses maîtres. Les rois peu-
„ vent tout sur elle parce que sa tendresse
„ et sa fidélité ne mettent point de bornes à
„ son obéissance; mais il faut que les rois
„ en mettent à leur autorité et que, plus
„ son amour ne connoît de loi qu'une sou-
„ mission aveugle, plus ses rois n'exigent
„ de sa soumission, que ce que les loix
„ permettent d'exiger; autrement ils ne
„ sont plus les pères et les protecteurs de
„ leurs peuples, ils en sont les ennemis et
„ les oppresseurs; ils ne règnent pas sur
„ leurs sujets, ils les subjugent. La puis-
„ sance de votre auguste bisayeul sur la
„ nation a passé celle de tous les rois vos
„ ancêtres. Cependant il a su plus d'une
„ fois la faire céder aux loix, les prendre
„ pour arbitres entre lui et ses sujets, et
„ soumettre noblement ses intérêts à leurs
„ décisions. Ce n'est donc pas le souverain;
„ c'est la loi, Sire, qui doit régner sur les
„ peuples; vous n'en êtes que le ministre
„ et le dépositaire. “

Enfin les François ont toujours eu, ils
auront à jamais ce principe dans le cœur,
Lex fit consensu populi, constitutione regis;
il n'y aura que de mauvais François qui
interpréteront dans un mauvais sens, dans
un sens faux le principe qui est la sûreté
des nations et sans lequel elles sont tôt ou
tard le jouet du despotisme.

Note écrite en France avant la révolution.

LA
CONSTITUTION
DE LA
MONARCHIE FRANÇOISE,
DRESSÉE,
APRÈS AVOIR CONSULTÉ LES PAPIERS
DU DUC DE SAINT-SIMON,
PAR LES COMMISSAIRES DU PARLEMENT
DE PARIS.



AVERTISSEMENT.

ON a vu dans le mémoire précédent les efforts qu'a faits le duc de Saint-Simon pour prouver que les pairs du royaume étoient législateurs avec le roi. C'étoit une constitution aristocratico-seigneuriale.

Ici on verra les efforts que fit le parlement pour prouver qu'il faisoit corps avec la pairie : et on trouvera une constitution aristocratico-seigneuriale et parlementaire.

Ainsi les loix, selon les pairs et selon le parlement, n'étoient légitimes en France, qu'autant que des juges et quelques pairs héréditaires vouloient bien les dicter à la nation françoise, après les avoir proposées au roi ou les avoir acceptées de lui.

Si c'étoit une constitution, c'étoit une constitution bien méprisable ; car avec quelque bonheur à la cour et moyennant un noviciat de servitude et de bassesses et d'intrigues on devenoit pair de France : et avec de l'argent on achetoit une place dans le parlement. Ainsi selon cette prétendue constitution imaginée par le duc de Saint-Simon et par messieurs du parlement, l'argent et des intrigues de cour donnoient en France le droit de législateur. Périssent la mémoire d'une pareille constitution !

Messieurs les commissaires du parlement ont cependant la bonne foi d'avouer, que la pairie

rie n'existoit pas au commencement ; que l'exercice de la pairie étoit partagé dans la société ; que ce ne furent que quelques familles privilégiées qui en furent gratifiées (au préjudice des François).

Voilà donc les pairs usurpateurs d'un droit national inaliénable du côté des François , désastreux dans la main des pairs.

L'abolition des pairies , des baronies , des comtés , des marquisats en 1790 n'est donc qu'une restitution.

Ce n'est donc pas les abus qu'il falloit simplement abolir , comme le veulent les Aristocrates ; il falloit remettre la monarchie dans sa constitution primitive , et abolir la noblesse et les pairs ; car la noblesse , les pairs , les droits héréditaires , les fiefs , le clergé etc. portoient en eux le germe des abus prêts à reparaître en France.

TRAVAIL de Messieurs les commissaires nommés par arrêt du Parlement de Paris, les princes et pairs y séants, pour recueillir les principes et les faits tendans à établir que le parlement de Paris est uniquement et essentiellement la cour des pairs; et dont le dépôt a été ordonné par l'arrêt de la dite cour, avec les pièces justificatives.

LA pairie est un droit politique inhérent à la constitution de la monarchie (*) né avec elle; les circonstances ou les abus des temps ont pu en restreindre la puissance, faire méconnoître quelquefois les principes dont il est émané; mais sa nature n'a jamais pu changer, et les effets ont toujours été les mêmes.

Ce droit national et commun autrefois à tous les Francs, aujourd'hui spécialement affecté aux princes *en vertu de leur nais-*

(*) La constitution de la monarchie n'a jamais connu, au commencement, de pairie: les pairs se sont emparés au contraire des droits de la nation & les ont exercés pendant quelque tems.

sance (*), aux pairs, en vertu de l'office que le souverain leur a conféré, et de la glèbe qu'il leur a inféodée, leur impose l'obligation de conseiller le roi dans le tribunal, où il décide des affaires importantes de l'état, où il exerce sa justice souveraine, de s'y rendre à cet effet toutes les fois qu'ils y sont appelés, et leur donne la faculté d'y venir prendre leur séance quand ils le jugent à-propos. Ce droit entraîne la conséquence qu'ils ne peuvent être jugés dans les causes qui intéressent leur personne, leur vie, leur état ou leur honneur que dans ce tribunal par leurs pairs duement appelés et par les autres membres qui le composent; ces derniers partageant avec les princes et les pairs leurs obligations envers le souverain et l'état, jouissent aussi du droit de n'être jugés que par ce même tribunal, mais sans qu'il soit nécessaire d'y convoquer les pairs. Le tribunal étoit, lors de la naissance de la monarchie, composé de la nation entière; tout Franc avoit droit de délibérer sur les affaires de l'état, et nul Franc ne pouvoit être jugé en matière criminelle que par l'assemblée de tous les Francs (a).

(*) Ici le parlement a la bonne foi d'avouer, que les nobles, les princes, *en vertu* de leur naissance se sont emparés d'un droit national, commun à tous les François.

(a) *Considunt armati.... mox rex aut princeps... audiuntur autoritate suadendi magis quam jubendi po.*

Cette égalité dans le droit de délibérer et de juger, étoit vraisemblablement l'origine de la définition de pair et de l'idée qu'on attachoit au mot de pairie, puisqu'il paroît qu'elle n'entraînoit pas l'égalité de condition ou de grade ; on reconnoissoit dès ce temps une sorte de noblesse ou de naissance ou de distinction méritée par les services des ancêtres (b).

C'étoit dans cette portion distinguée de citoyens, que le reste de la nation prenoit ceux que, sous le nom de *principes*, elle mettoit à la tête de l'administration de la justice civile, et à qui elle joignoit avec une autorité de conseil et de décision cent autres citoyens qui avoient aussi mérité son choix (c).

C'étoit aussi parmi eux que les rois choisissoient un conseil qui les assistoit dans la discussion des affaires de moindre importance, et dans la préparation de celles

testate; si displicuit sententia, fremitu aspernantur, sin placuit, frameas concutiunt..... licet apud concilium accusare quoque, et crimen capitis intendere..... distinctio poenarum ex delicto.

Tacit. De moribus Germanorum. p. 475. edit. 1629.

(b) Insignis nobilitas, aut magna patrum merita, principis dignationem etiam adolescentulis assignant. *ibid. p. 476.*

(c) Eliguntur in iisdem conciliis et principes, qui jura per pagos vicosque reddunt. Centeni singulis ex plebe comites, consilium simul et auctoritas, adsunt. *Ibid. p. 475.*

qui plus considérables devoient être portées à l'assemblée-générale (d).

Les Francs étoient une nation germanique, ils faisoient partie des Germains : c'est ce qu'attestent les auteurs les plus accrédités et qui ont écrit dans des temps ou antérieurs à leur établissement dans les Gaules, ou voisins de leur émigration. Il est certain, qu'avant qu'ils passassent le Rhin pour faire des courses dans les Gaules ou pour s'y établir, ils habitoient la rive droite de ce fleuve, et que leur pays s'étendoit depuis l'embouchure du Rhin dans l'Océan. Comme le Rhin séparoit la Gaule de la Germanie, et que les Francs étoient au-delà de ce fleuve, ils étoient nécessairement Germains de nation : on les nommoit même indifféremment ou Francs ou Germains : ils avoient par conséquent les mœurs et les usages des Germains (d bis).

(d) De minoribus principes consultant, de majoribus omnes, ita tamen, ut ea quoque, quorum penes plebem arbitrium est, apud principes pertractentur. *ibid.* p. 475.

(d bis) La position du pays des Francs dans la Germanie, est prouvée par la table de Peutinger, faite au tems de Théodose. On y trouve sur la rive droite du Rhin près l'Océan ces mots écrits ; *Chausy, Ampsuarii, Chirussi, Chamavi, qui et Franci, Bructerii*, et entre les Bructères et les Chamaves, le nom du pays est marqué en gros caractère *Francia*. Rec. des hist. de France. T. I. p. 112.

Procopé, Agathias et Saint Jérôme attestent de la manière la plus précise, que les Francs tirent leur origine des Germains.

Il n'est pas possible de douter, qu'ils ne les aient conservés après leur émigration, puisque cette forme de gouvernement Germain paroît avoir subsisté après la conquête des Gaules sous la première race de nos rois ; ils commirent à l'administration de la justice les *principes* qui commencèrent à être connus sous le nom de *comites*. Ils se formèrent un conseil, composé de gens distingués par leurs emplois, dans lequel

Rhenus, dit Procope, in Oceanum evoluitur, hinc sunt palades ubi quondam habitaverunt Germani, qui Franci nunc appellantur. PROC. Rec. des hist. de Fran. T. II. p. 30. *Franci, dit Agathias, olim dicti Germani.* Rec. des hist. Fr. T. II. p. 47.

Inter Saxones, dit Saint Jérôme, et Alemannos gens est non tam lata quam valida, apud historicos Germania, nunc vero Francia vocatur. R. des hist. Fr. T. II. p. 394. Not. D.

Sulpice Alexandre, dont l'histoire ne nous est connue que par les passages qu'en a conservé Grégoire de Tours, s'accorde parfaitement avec les auteurs précédens.

» *Eodem anno, dit cet auteur (anno 392) Arbo-*
 » *gastes Sunnonem et Marcomerem subregulos Fran-*
 » *corum gentilibus odiis insectans, Agrippinam, rigente*
 » *maxime hieme, petiit: ratus tuto omnes Franciæ*
 » *recessus penetrandos urendosque, cum decussis foliis*
 » *nudæ arentesque silvæ insidiantes occulere non pos-*
 » *sent. Collecto ergo exercitu transgressus Rhenum*
 » *Bructeres ripæ proximos, pagum etiam quem Chamavi*
 » *incolunt, depopulatus est, nullo unquam occursan-*
 » *te, nisi quod pauci ex Ampsuariis & Chatteis Marco-*
 » *mere duce in ulterioribus collium jugis apparuere.*

Rec. des hist. Fr. T. II. p. 165.

ils délibéroient et décidoient des affaires urgentes ou de moindre importance, et où ils appelloient les *comites* dispersés dans les provinces (e).

Mais, quant aux affaires publiques et majeures, elles continuèrent à être délibérées dans l'assemblée-générale de la nation au champ de mars (f).

(e) Sciant optimates, *comites*, *cancellarii* domestici et majores domus nostrae. Loi. Gomb. prof. p. 11.

Jubemus, ut optimates majores domus nostrae domestici *comites*. Loi. Rip. p. 55.

(f) On 'en trouve la preuve sous différens rois de cette race. Sous Clovis on écrit et réforme la loi salique. Cet ouvrage qui avoit pour objet la grande police de l'état, se fait dans un parlement de concert avec les Franks. *Clodoveus unâ cum Francis pertractavit, ut ad titulos aliquid amplius adderet*. Proleg. leg. s. d. p. 123.

Childebert et Clotaire, fils de Clovis, font un traité de paix, et dans ce traité on fait de nouvelles additions à la loi salique. Il est dit que le traité a été fait avec les Franks, *Childebertus tractavit cum Francis suis*. p. 118.

Childebert, dans un décret ou édit, qui contient d'autres additions, s'exprime ainsi; *cum nos omnes Kalendis Martii . . . de quâbuscunque conditionibus unâ cum nostris optimatibus pertractavimus*. p. 123. La loi Barroise dressée par Thierry porte; *hoc decretum est apud reges et principes ejus, et apud cunctum populum christianum, qui infra regnum Hervungorum consistunt*, p. 18.

La pairie continua d'être nationale, le droit de délibérer sur les grandes affaires de l'état se conserva dans la personne des Francs, cette pairie se multiplia même, et par un contraste aussi ordinaire, qu'il paroît singulier, son intention paroît avoir été la source de sa restriction.

En effet d'un côté les conquêtes de Clovis, qui en conservant la liberté aux peuples, qui se rangeoient sous son empire, les associa aux droits des Francs; d'un autre sa conversion, qui le détermina à donner aux principaux du clergé un rang si distingué dans l'état, durent augmenter tellement le nombre de ceux qui avoient droit d'assister aux assemblées générales, qu'il devint bien difficile d'y admettre tout le peuple, que son mélange d'ailleurs avec les nations conquises commençoit à dénaturer : et l'on peut croire qu'on n'y donna plus entrée qu'à ceux qui avoient quelque rang distingué dans l'état. Mais quoiqu'il en soit et quelque restriction qu'ait éprouvée alors la pairie, c'est-à-dire, le droit de délibérer dans l'assemblée de la nation, il paroît qu'il a été conservé à ceux qui composoient le conseil particulier du prince, puisqu'ils avoient certainement un rang distingué dans l'état. On trouve différentes traces de cette restriction dans les regnes qui ont suivi celui de Clovis (g).

(g) Sous Clovis II, le parlement s'assemble; voici comme il est désigné; *cum pontifices et universi pro.*
Droit public de la France. G

La pairie paroît avoir éprouvé à cette époque un changement. De commune à tous les Francs, elle n'a été conservée qu'à un certain nombre. De nationale, elle est devenue pairie de distinction et en partie de choix; mais ses effets ont toujours été les mêmes. Le droit de délibérer sur les affaires importantes de l'état dans l'assemblée générale.

Les premiers temps de la seconde race présentent à-peu-près la même constitution d'état. Nos rois continuèrent de former leurs conseils particuliers, où se régloient les moindres affaires, et où les grandes se préparaient de ses *principes* ou *comites*, qui veilloient à l'administration des provinces, de ces *proceres* qui avoient plus d'autorité dans la nation ou de capacité dans les af-

ceres regni sui, tam de Neustria quàm Burgundia ad Clotarium pro utilitate regia et salute patriae conjunxissent. Recueil des Hist. de France. T. II. p. 435. n°. 55.

La reine Brunehaut lui propose une affaire importante.

Clotarius respondit, *conventum nobilium dehere eam aggregare Francorum.* Aim. liv. 4, chap. prem. p. 116. Rec. des hist. T. III.

Dagobert I. veut donner à son fils le royaume d'Austrasie, il assemble un parlement. *Cum concilio pontificum, seu et procerum, omnibus primatibus regni sui consentientibus.* App. N°. 75. p. 442. T. II. *ibid.*

La loi des Allemands porte dans les anciennes éditions; *quae temporibus Clotarii regis una cum principibus suis id sunt 34 episcopis et 34 duabus, et 72 comitibus, et coetero populo constituta est.* p. 11.

faïres. Hincmar donne une idée très-précise de ce conseil, de ses fonctions, et des conseillers qui y étoient appelés (h).

Ils convoquèrent aussi le tribunal de la nation. Cette assemblée générale, dans laquelle le droit de délibérer sur les affaires de l'état étoit l'exercice du droit de pairie (*), comme dans la première race sous le nom de champ de Mars, puis sous la

(h) Ils étoient selon Hincmar; *tam clerici quàm laici... quid cum timerent..... ut exceptâ vitâ aeternâ, nihil regi et regno proponerent.... non... secundum sapientiam solum more hujus saeculi, quae inimica est Deo; sapientes.... sed per justam et rectam sapientiam.* T. II. p. 212, 213. Epist. ad proceres regni. Voici leurs fonctions; *Præfatorum autem consiliariorum intentio..... in hoc præcipue vigeat, ut non speciales vel singulares quascunque, vel quorumcumque causas, sed nec etiam illorum, qui pro contentiouibus rerum aut legum veniebant, ordinarent, quousque illa, quae generaliter ad salutem vel statum regis et regni pertinebant, Domino miserante, ordinata fuissent.*

Quoique les affaires majeures et publiques eussent été agitées dans ce conseil particulier, on les discutoit à l'assemblée générale. *In ipso autem placito, si quid ita exigeret, vel propter satisfactionem ceterorum seniorum, vel propter non solum mitigandum, verum etiam accendendum animum populorum, ac si ita prius exinde præcogitatum nihil fuisset, ita nunc à novo concilio et consensu illorum inveniretur, et cum magnanimis ordo, Domino duce, perficeretur.* Hincm. ibid. edit. 1645.

(*) Voici précisément la dégénération de la monarchie, le changement des représentans nationaux en pairs.

seconde de champ de Mai. Les monuments de ce temps consignés dans les capitulaires des rois, dans les auteurs contemporains écartent tous les doutes, qu'on essaieroit d'élever soit sur la tenue de ces assemblées soit sur la nature des affaires qui s'y traitoient; tout ce qui concernoit la législation, les affaires de l'état et les causes criminelles de ceux qui devoient y être jugés, étoient la matière des délibérations de cette assemblée (i). Quoiqu'il paroisse en plusieurs

(i) *De generalibus ecclesiae, ac de regni negotiis, sine generali primorum regni concilio et consensu speciale dare consilium nescio, et consensum deliberare nec valeo, nec praesumo.* Lettre d'Hincm. à Louis le bègue. p. 148.

Dum conventum fidelium nostrorum... et simul eorum et nostrorum nobilium consultat non solum ecclesiasticam utilitatem et populi salvationem, sed etiam totius regni statum perquirere studeremus. Capit. de Louis le bègue. T. II. p. 347. 1677. *Sub fidejussione ad palatium nostrum venire compellatur, ut ubi cum fidelibus nostris consideremus, quid de talibus faciendum sit....* Capit. de Louis le debon. T. I. Rat. p. 667.

Si vero obedire renuerit, tunc pontificalis auctoritas, regalis sublimitas, et persistentium magnanimitas quod agendum judicaverint, irrefragabiliter peragat. Cap. de Charles le chauve. T. II. p. 6.

Procès de Tassillon, roi de Bavière, dans un parlement tenu à Ingelsheim en 788. Mezeray. T. Ier. p. 410 edit. de Paris, 1686.

En 793, contre un batard de Charlemagne, à Ratisbonne. p. 414. En 819. sous Louis le Débonn. contre Bernard, roi d'Italie, à Thionville, alias Aix-la-Chapelle. p. 90. En 871. sous Charl. le chauve, à Carlo-man, second fils du roi, à Selve. p. 566.

endroits des capitulaires que les loix générales se fissent encore du consentement et de l'avis de tout le peuple François, il est néanmoins facile de reconnoître que, relativement aux affaires de l'état, il n'y avoit vraisemblablement plus alors de délibération effective que de la part de deux ordres, l'un composé des principaux du clergé, l'autre composé des *fideles*, *proceres*, *comites*, *nobiles*, *barones* (k).

On peut donc penser que la pairie, le droit d'assister à l'assemblée générale, d'y délibérer sur les affaires de l'état, fut encore restreinte aux plus distingués dans l'état; qu'elle devint pour ainsi dire pairie de noblesse; on peut croire qu'on y admit aussi ceux à qui Charlemagne avoit donné des bénéfices militaires, récompense qui peut être regardée en grande partie comme le germe des fiefs et qui devint si fatale à sa postérité.

(k) *Incipiunt capitula regum et episcoporum maximeque nobilium, Francorum omnium.* Titre des chap. 3. 698. Bal. édit. 1677. *Ex omni imperio suo fecit conventum episcoporum, abbatum, comitum vel majorum natu, ut sancirent capitula pro utilitate totius ecclesiae.* Capitul. de Louis le déb. 816. T. I. p. 561.

Hincmar dans une lettre à Louis le bègue, répète plusieurs fois, que Pepin, Charlemagne et ses successeurs, n'ont disposé de leurs états en faveur de leurs enfans, que de l'avis de leur parlement, de concert avec leurs féaux; et que ce sont *illi boni Barones* qui ont mis la paix dans le royaume. T. II. p. 181.

La fin de la seconde race vit naître dans l'état des changements funestes à la souveraineté qui influèrent sur la pairie et dénaturèrent presque entièrement ses principes.

Charles le chauve et Louis le bègue par des concessions multipliées de titres et de territoires anéantirent presque totalement le domaine de la couronne. Les possesseurs des bénéfices militaires, qui n'étoient donnés qu'à vie, les ducs et les comtes qui ne jouissoient que pendant le même temps de leurs titres et des terres qui formoient ou leurs appointements ou leurs récompenses, les rendirent héréditaires dans leur famille ; ils obtinrent même de Charles le chauve à son départ pour Rome une promesse de conférer aux enfants les dignités de leurs pères (1).

(1) Si comes de isto regno obierit, cujus filius nobiscum sit, filius noster cum ceteris fidelibus nostris ordinet de his qui eidem comiti plus familiares, propinquiore fuerunt, qui cum ministerialibus ipsius comitatus et cum episcopo, in cujus parochia fuerit ipse comitatus, ipsum comitatum praevideant, usque dum nobis renuntietur, ut filium illius, qui nobiscum erit, de honoribus illius honoremus. Si autem filium parvulum habuerit, isdem filius ejus cum ministerialibus ipsius comitatus et cum episcopo, in cujus parochia consistit, eundem comitatum praevideant, donec obitus praefati comitis ad nostram notitiam perveniat, et ipse filius ejus per nostram concessionem de illius honoribus honoretur.

Capitul. de Charles le chauve. T. II. p. 290.

Non content de l'hérédité ils aspirèrent à la propriété, ils usurpèrent et les titres et les terres, ils s'érigèrent en seigneurs propriétaires des lieux, dont ils n'avoient que l'usufruit et dont ils n'étoient que les magistrats ou les chefs militaires, ou tous les deux ensemble. Pour effacer, s'il étoit possible jusqu'à la trace de leur condition primitive, ils essayèrent de faire disparaître l'office, et donnant à la glèbe, qui n'étoit que l'accessoire, la prééminence sur l'office, qui étoit le principal, suivant la maxime *Beneficium datur propter officium*, ils substituèrent au serment, qu'ils devoient à raison de l'office, la foi et hommage qui n'est que la reconnoissance de la mouvance du fief.

Ils conservèrent néanmoins le droit, ils contractèrent même l'obligation, de conseiller le roi dans les affaires de l'état et de juger dans sa cour. Ils continuèrent cet exercice de pairie, non plus en vertu d'un office, mais en vertu de la possession du fief.

Il paroît qu'ils ne jouirent pas tous du fruit de leurs innovations; il s'éleva entr'eux des guerres; les plus foibles devinrent la conquête des plus forts. Ils perdirent la pairie, que leur donnoit la mouvance de leur fief vis-à-vis de la couronne; ils devinrent les membres de la cour de ceux qui les avoient subjugués; ils ne furent plus les pairs que de ceux qui s'étant trouvés dans l'enclave du territoire du vassal plus

puissant, avoient été obligés de renoncer à la qualité de vassaux immédiats du roi ou de la couronne, et de ceux en faveur de qui le suzerain avoit fait des inféodations.

Ces arrière-vassaux devinrent pour ainsi dire étrangers au roi; non-seulement ils ne lui devoient plus la foi, ils étoient même obligés de servir leurs seigneurs contre le roi dans le cas, où le roi lui auroit dénié justice en sa cour.

On trouve dans des temps postérieurs ces abus attestés par des auteurs et même autorisés en quelque sorte par une loi (m).

Les dissensions des grands élevèrent au plus haut degré de puissance sept d'entr'eux, qui partagèrent pour ainsi dire la

(m) Il le me demanda (le serment) mais pour autant que je n'étois pas son homme, je ne veux pas faire des sermens.

Mém. de Joinville, édit. du Louvre. p. 25.

Si li sire dit à son homme lige, venez-vous-en à moi, car je veux guerroier le roi, mon seigneur, qui m'a véc le jugement de sa curt: le vassal doit aller trouver li roi.... et si li roi li dit qu'il ne fera ja nul jugement en sa cort, li hom en doit tantôt aller à son seigneur, et s'il ne s'en vouloit aller à lui, il en perdroit son fié par droit.

Etablissemens de Saint-Louis. Chap. 49. p. 143. *Recueil des ordonnances du Louvre*. T. II. p. 143.

France, et qui touchés enfin de l'avoir déchirée par des guerres civiles, s'accordèrent tous à réunir dans la personne d'un seul les droits et l'autorité du souverain légitime.

Tous les titres de justice et de mérite se réunirent dans la personne de Hugues Capet. La reconnoissance et une sage politique ne lui permirent pas de diminuer l'état et la grandeur de leur puissance; il les appella avec lui pour décider les affaires importantes de l'état; on peut croire que ce sont ces six seigneurs qui, avec les six ecclésiastiques, que la sagesse de nos rois a cru devoir leur joindre, ont formé les douze pairs appelés les douze pairs de France. Quoiqu'ils eussent le nom de pairs exclusivement à tous autres, ils partageoient néanmoins les véritables fonctions de la pairie avec les autres vassaux immédiats de la couronne, lesquels avoient droit de délibérer dans la cour de France, et avec ceux à qui la confiance du souverain avoit acquis le même droit. On croit pouvoir établir la raison de cette différence sur le nouveau principe dont on faisoit alors dériver la pairie; c'étoit de la possession des fiefs. La dignité de ces fiefs, leur étendue, la puissance de ceux à qui ils appartenoient, établissoient entre les vassaux de la couronne des rapports différents qui formèrent différens degrés de pairie considérée dans la signification d'égalité. Les plus grands pri-

rent le titre de pairs de France, exclusivement aux moins puissans; ceux-ci se contentèrent de la pairie, qui étoit entr'eux, et du titre de barons. Il est nécessaire de détailler les changements que cette révolution dans l'état apporta à la pairie.

Le premier fut sa restriction quant à ceux qui pouvoient en jouir. Elle avoit été restreinte dès le commencement de la seconde race aux grands de l'état; elle le fut sur la fin de cette race, et dans la troisième aux plus grands de l'état.

Le second changement plus considérable fut dans le principe dont on la voulut faire dériver et qui changea presque sa nature. La pairie avoit été jusqu'alors, soit comme nationale, soit comme de distinction et de choix, soit comme de noblesse réputée personnelle. En la faisant dériver du fief, de la possession d'une glèbe, on voulut la rendre réelle. Ce système de réalité donna lieu à des abus multipliés : il avoit pris son principe dans l'oubli de l'autorité des rois; il n'épargna pas les droits des princes de leur sang; on méconnut les droits imprescriptibles de leur naissance, on leur contesta cette pairie personnelle nationale qu'ils ont nécessairement conservée, comme descendants plus directement des Francs, qu'ils n'ont pu perdre quand elle a été restreinte aux grands, même aux plus grands de l'état, puisqu'ils sont sans con-

treduit la portion la plus auguste de la nation; pairie qui leur appartient enfin, comme conseillers nés de la monarchie, à laquelle ils ont un droit inaltérable, à la conservation et à la gloire de laquelle ils ont l'intérêt le plus direct : titre qui les rendant les membres les plus éminents de la cour des pairs, leur donne le droit d'assister quand il leur plaît à toutes ses assemblées, et principalement à celles dont les délibérations peuvent intéresser l'état ou la couronne (n).

L'empire de ce système de réalité devint même si puissant que nos rois furent obligés d'y faire céder leurs droits les plus sacrés, et leurs intérêts les plus chers, en sorte qu'on vit un tems, où l'on osoit prétendre, que les princes du sang ne devoient

(n) Louis XI, ayant cédé la Normandie à son frère par nécessité en 1465, ne tarda pas à la vouloir reprendre. Dans les instructions, que le duc donna à ceux qu'il députa auprès du roi le 7 Janvier 1465, il est dit à la fin; " item et si aucunes des ouvertures susdites n'est agréable au roi, mon dit seigneur offre encore de se soumettre de son dit partage, et de la récompense d'icelui, à tout ce qu'en diront et ordonneront Messieurs les pairs de France et la cour de parlement ensemble, auxquels sous l'autorité du roi appartient la connoissance de toutes les matières touchant les pairs de France; pourquoi cette action doit plus convenablement venir devant eux, attendu que mondit seigneur de sa nature, comme fils de roi, est pair de France. Ainsi qu'àprésent il est question d'une des naturelles et anciennes pairies de France. „ *Mss. de Dupuis.*

jouir du droit de la pairie, qu'autant qu'ils posséderoient des fiefs en pairie, et que dans ce cas même, ils ne devoient prendre de rang qu'à la date de l'érection de leur fief en pairie et siéger au dessous de ceux à qui ils ne pouvoient jamais obéir, et à qui ils avoient un droit éventuel de commander.

Les autres abus de ce système sont presque aussi révoltans. L'administration de la justice fut confiée aux femmes, qui possédoient les fiefs érigés en pairie, et on les vit prendre en la cour des pairs une place dont leur sexe les auroit perpétuellement exclues, si l'on n'avoit consulté que les loix de la nature et le droit des François, qui ne doivent et ne veulent recevoir des loix que des hommes (o).

(o) L'abus de la possession des fiefs par les femmes est sensible, si l'on fait attention, qu'étant composés, ou des terres saliques, dont la loi excluait les femmes, ou de bénéfices militaires que la foiblesse de leur sexe ne leur permettoit pas de mériter, ou enfin de terres inféodées à la charge du service militaire et de l'assistance à la cour du Suzerain, qui ne peuvent être contractées et remplies que par des hommes; aucun prétexte ne peut fonder leur possession. La comtesse de Flandres se trouve au nombre des pairs, lors de l'arrêt de la Notre-Dame 1258, qui adjuge à Saint-Louis le comté de Clermont en Beauvoisis, contre les comtes de Poitiers et d'Anjou ses frères. Mahaut comtesse d'Artois fut adjournée pour se trouver au jugement de Robert, comte de Flandres, et en l'arrêt de 1315 elle parla avec les autres pairs. Elle fut encore adjournée en 1317, pour autre jugement contre ledit comte. En 1378, la duchesse

La pairie, ce droit national passa à des étrangers par les mariages que contractoient avec eux les héritiers des terres en pairie; ce qui donna à ces étrangers le droit de prendre part au gouvernement de la nation (p).

Le droit de conseiller le roi dans les affaires importantes de l'état, effet primitif et principal de la pairie passoit à des collatéraux, soit par la voie de la succession, soit même par vente; et le hazard d'une succession, la prépondérance du prix, donnoient entrée dans le tribunal essentiel du souverain (q).

d'Orléans et la comtesse d'Artois furent adjournées pour le jugement de Jean de Montfort, duc de Bretagne, et ladite duchesse en 1386 pour le jugement du roi de Navarre. *Trait. des parl. de Fr. par la Roche Flavin. Chap. 10. l. 7, p. 395. édit. de Bord. 1617.*

(p) Le comté de Flandres a passé successivement dans les maisons d'Alsace, de Hainault, de Portugal, de Savoye et autres étrangères, par des mariages des filles, dont les maris ont été regardés, jugés et honorés comme pairs. M. Daguesséau, *Plaidoyer pour le duché de Giney.*

(q) Après la mort de Charles d'Artois, comte d'Eu, en faveur de qui l'érection avoit été faite, Jean de Bourgogne, fils de sa sœur eut assez de crédit pour conserver non-seulement la terre, mais encore la pairie. *Ibid.*

Le comté de Toulouse fut vendu à Raymond de Saint-Gille par son frère, et Hugues comte de Champagne vendit ce comté à son neveu Thibault le grand, lorsqu'il entreprit le voyage d'outremer. *Ibid.*

Nos rois n'ignoroient pas les inconvéniens de ce principe de réalité, fatal à la monarchie et contraire à la véritable nature de la pairie; mais leur sagesse leur fit sentir qu'on ne pouvoit pas aisément déraciner les préjugés; leur équité ne leur permit pas d'intervertir des usages qu'une longue possession pouvoit faire envisager comme des droits; leur politique leur fit appercevoir que l'abus même ramèneroit les choses dans l'ordre naturel et que la réunion progressive de ces grands fiefs à la couronne opéreroit leur extinction.

La pairie étoit trop intimement liée avec la monarchie, trop essentielle à la gloire de l'état, à la conservation de l'honneur de la couronne, au conseil et aide de la chose publique (r), pour que les rois la laissassent

(r) Expression portée dans l'érection du comté de Mâcon en pairie, en 1359.

Bibl. Sedurcenne. p. 157. édit. de Lyon. 1660.

Erection des comtés d'Anjou, d'Artois et de Bretagne. L'anc. p. 116, 117 et 118.

Trés. des Chartres preuve au conseil de l'hist. de Bret. par Lob. p. 442. Anselme. T. III. p. 23, 38. *Considerantes etiam, quod duodecim parium qui in praedicto regno nostro antiquitus esse solebant, est adeo numerus diminutus quod antiquus ejusdem regni nostri status eâ diminutione ejusmodi deformatus multipliciter videbatur.... ut tam in se, quam in successoribus.... Par ejusdem regni perpetuis temporibus habeatur, omniumque paritatis ejusdem quemadmodum diligens et fidelis dux Burgundiae, compar ejus jure et praerogativa laetetur.*

anéantir. En conséquence ils crurent devoir substituer des nouvelles pairies aux anciennes qui s'étoient éclipsées, en leur conservant la même nature, la même essence, et le même éclat qu'aux anciennes. Ils crurent en même temps devoir les régler sur des principes conformes à l'honneur de la couronne et à l'utilité de la chose publique, qui doivent en être le but. En les rendant purement personnelles, il étoit à craindre, que la surprise et l'importunité ne les fissent multiplier à un point capable d'avilir cette dignité: les conséquences abusives du principe de réalité ne permettoient pas de les laisser subsister. La sagesse de nos rois

Erection du comté d'Anjou, Sept. 1297. Le même jour l'érection des comtés d'Artois et de Bretagne conçue dans les mêmes termes.

Erection du comté de Poitou, en faveur de Philippe de France, 1315, 7 Août. Lanc. pag. 216. Man. de Brienne, Ans. T. III, p. 62. du Tillet des pairs de France.

Quod nunc et in perpetuum dictus Philippus ejusque successores comites Pictavienses, qui pro tempore fuerunt pares sicut Franciae et aliorum parium Franciae praerogatis, privilegiis, libertatibus perpetuo gaudeant.

1316 Mars. Ans. p. 65. Erection du comté de la Marche en pairie, mêmes prérogatives en faveur de France. 1316. Janvier Sanc. p. 238. Erection du comté d'Evreux, en faveur de Louis de France. 1327. Lanc. p. 308. Ans. p. 136. Erection du duché de Bourbon et comté de la Marche en Pairie, en faveur de Louis, comte de Clermont, mêmes clauses. 1328. Lan. p. 313. Erection du comté de Beaumont, en faveur de Robert comte d'Artois.

leur a fait éviter ces deux inconvéniens en conservant la pairie personnelle qui appartient aux princes de leur sang; ils ont voulu que les autres fussent composées de deux parties distinctes d'offices et de fiefs; ils ont assigné à chacune de ces parties un caractère différent, ils ont réglé que la pairie considérée relativement aux fonctions de l'office, c'est-à-dire, au droit de délibérer avec eux dans leur cour souveraine, et d'y administrer la justice, seroit regardée comme purement personnelle, en conséquence le pair a été adstrait à un ferment (s) et soumis à une information de vie et de mœurs, formalités qui ont pour objet de s'assurer de la fidélité et de la capacité nécessaire, pour exercer le droit de délibérer et d'administrer la justice dans le tribunal, où il est admis: Nos rois ont voulu que cette portion inaliénable de leur domaine le plus essentiel rentrât dans leurs mains à l'extinction des mâles de la famille qu'ils ont élevée à la qualité de pair. Ils ont exclu les femelles de l'exercice de ces importantes fonctions réservées aux hommes, ils leur ont ôté la faculté de les trans-

(s) De s'acquitter en leur conscience, des jugemens des procès, ésquels ils seront rendus parlement, sans acception de personne, ne révéler les secrets dudit parlement, et porter honneur à icelui, lequel est leur juge pour leur honneur, vie et état, et doit en leurs jugemens être garni suffisamment des autres pairs. Du Tillet ch. des pairs, p. 262. de l'édit. 1588. in fol. ou p. 370. de l'édit. de 1607.

mettre

mettre à des étrangers, à moins qu'ils n'obtinsent lettres d'eux à ce sujet, et faisant revivre leur droit de choix et de confiance, ils n'en ont conservé l'effet que pour la ligne directe de ceux qu'ils ont appelés à ce haut rang, ils ont exclu les collatéraux et les acquéreurs (t).

Quant au fief dont le pair leur rend un hommage, qui ne tient plus lieu de serment pour les fonctions de l'office, ils ont aussi établi des loix, qui en prononcent la réunion à leur domaine, en cas de défaillance de la ligne masculine. Cette réunion est même la condition de l'érection du fief en pairie, parce qu'il semble alors rentrer en quelque sorte dans le domaine royal pour y recevoir un nouveau titre d'inféodation si noble et si éclatant, qu'il a la force d'imprimer à ces fiefs le sceau et le caractère du domaine public, ce qui leur en fait contracter l'inaliénabilité. Il est vrai, que nos rois ont bien voulu déroger presque toujours à ces lois dans les lettres d'érection, mais cette dérogation sert à marquer quel est le droit général.

Tel est l'état actuel de la pairie : on voit que nationale dans son principe et commune à tous les Francs, restreinte ensuite dans ses effets à ceux qui tenoient quelque rang

(t) Voyez les lettres d'érection des pairies depuis François premier.

dans l'état, (*) et devenue en quelque sorte pairie de distinction, réservée depuis aux grands de l'état, et devenue pairie de dignité personnelle dans tous ces trois âges, quoiqu'avec des différences ; affectée aux plus grands de l'état dès son quatrième âge, et réputée alors entièrement réelle par l'abus du droit féodal et devenue mixte dans le cinquième, pairie personnelle et d'office, pairie réelle et de fief. Cette nouvelle fixation de la pairie, semble avoir été le germe de la restriction qu'il y a eu dans le nombre de ceux qui pouvoient avoir droit d'en exercer les fonctions. La réunion de l'office et du fief devenue nécessaire, pour former la pairie, et ceux qui par cette réunion en ont possédé la dignité, sont restés seuls en possession de ses droits et de ses avantages.

Mais il ne faut jamais perdre de vue, que, quelque variation qu'ait éprouvé la pairie, quelque altération qu'on ait voulu apporter dans ses principes, sa nature n'a jamais changé, ses effets ont toujours été les mêmes sous l'empire du droit féodal, pendant lequel elle n'a cessé d'emporter le droit d'assister les rois dans le tribunal où ils délibéroient des affaires de

(*) Ainsi ce sont les pairs, qui ont ravi à la nation les droits de pairie distribués à toute la société des François ; la pairie fut donc une usurpation : le peuple François a donc le droit en 1790 de la dépouiller à son tour.

l'état, où ils exerçoient leur justice souveraine, et de ne pouvoir être jugé que par les pairs appelés et réunis dans ce tribunal.

L'état actuel de la pairie ne fait que confirmer les principes dont elle dérive, et ses rapports avec ce tribunal auguste; l'obligation et le droit qu'ont les pairs de conseiller le roi dans ses hautes et importantes affaires, de défendre les droits de son domaine et de la couronne, de la conservation desquels ce tribunal est spécialement chargé, d'assister le roi dans l'administration de la justice souveraine dans ce tribunal qui est le véritable siège, et où il peut les appeler, quand il le juge à propos, forment le caractère principal de la pairie. Ainsi son siège est dans ce tribunal, composé aujourd'hui des princes du sang qui jouissent en vertu de leur naissance de la pairie personnelle, des pairs qui réunissent la pairie d'office ou de dignité avec la pairie de fief, et de magistrats à qui le souverain a donné des offices, qui en les associant à ces nobles et importantes fonctions leur donnent le droit d'assister au jugement des pairs, sans avoir l'avantage de les avoir pour juges nécessaires.

C'est ainsi que le parlement, ce tribunal national, cette cour du roi est la vraie cour des pairs, celle où ils exercent leurs fonctions, où ils jouissent de leurs droits.

C'est ce qu'attestent les monumens les plus authentiques qu'on a pu conserver, qui ont échappé à l'injure des tems, et qui établissent les rapports essentiels des pairs avec cette cour dans tous les tems antérieurs à sa fixation à Paris.

En 1109, Henri premier roi d'Angleterre fait un traité avec Robert, comte de Flandres, il est dit, que le comte fournira du secours au roi d'Angleterre, *donec rex Franciae judicari faciat comiti Roberto, quod non debeat juvare dominum et amicum suum regem Angliae, cujus feodum tenet, et hoc per pares suos qui eum judicare debent.* Ce jugement devoit être rendu dans la cour que Saint-Louis appelloit: *praecellens et suprema regalis curia.* On trouve cette même clause dans un traité de 1163. (*) Dans des actes de 1220 et 1221, on promet la foi au roi avec cette restriction: *Quamdiù dominus rex vellet ei facere, et faceret rectum curiae semper judicium, eorum qui eum possunt et debent judicare.*

Expressions qui ne laissent aucun doute sur le droit des pairs, de n'être jugés que dans la cour du roi. C. P. Anselme. T. II. p. 800.

(*) 1163. Actes des systèmes. T. I. p. 2. idem. T. I. p. 8. 1220, 1221. Chant. Prem. du traité des fiefs par les actes. p. 115, 128, 132 et 139. Id. 1662. Lun. p. 77, 8. Duchesne. Hist. Fr. T. V. p. 164. Alain Bouchard. Hist. de Bret. fol. 90. Ant. T. II. p. 541.

En 1202. Jean sans terre, roi d'Angleterre, soupçonné d'avoir fait assassiner Artus, son neveu, arrière-vassal du roi, fut accusé par les barons et ajourné à comparoître en personne à Paris par-devant le roi et les pairs de France en la cour du parlement auquel jour il ne comparut ni autre pour lui; à cette cause par le roi et les pairs de France, pour ce duement assemblés en parlement, furent donnés plusieurs défauts pour le profit desquels, après que les informations faites du cas dessus dit, eurent été vues en parlement par le roi et les pairs de France, fut par arrêt ledit Jean d'Angleterre déclaré avoir commis et perpétré par trahison, le détestable crime de parricide en la personne de son neveu, et en suivant conclusion prise par le procureur-général de France, furent toutes les terres et seigneuries qu'il tenoit au royaume de France, confisquées et acquises etc. il fut même condamné à mort.

Rien n'établit plus clairement que le siège de la pairie étoit dans la cour du roi.

En 1216, le pape Honorius III, voulut prendre connoissance des démêlés des deux rois. Il prétendoit que le jugement n'étoit pas régulier: il objectoit aux ambassadeurs de Philippe-Auguste, qu'à raison de l'onction et de la dignité de Jean sans terre, *Barones Franciæ non potuerunt judicare eum ad mortem*. Les ambassadeurs répliquèrent que quoique le roi d'Angleterre à raison de

l'onction et du sacre, fût supérieur aux autres pairs du royaume, *tanquam comes et dux.... posset et deberet judicari ad mortem per pares suos.*

En 1216. Blanche comtesse de Champagne étant en contestation avec Erard de Brienne au sujet du comté de Champagne, la comtesse est assignée au parlement, et le jugement est rendu par les pairs de France *et multis aliis episcopis et Baronibus regni Franciae.* Nous avons vu dans les tems de la première et de la seconde race, que c'étoit ces évêques et ces barons, qui composoient la cour de nos rois, et ensuite l'assemblée de la nation, ou du moins y formoient les délibérations: c'étoit donc le siège de la pairie.

Chant. t. de
l'origine des
fiefs prouvé
par les actes
p. 68 et suiv.
preuve de l'hist
de Montmo-
rency. p. 83.

Mais rien ne constate plus précisément ce point de vérité, que ce que décida elle-même cette cour dans une contestation qui s'éleva en 1224, entre deux ordres de ses membres dans le procès entre Jeanne comtesse de Flandres, et Jean de Néele; les pairs prétendirent que les officiers du palais ne pouvoient être juges conjointement avec eux; voici quel fut l'arrêt.

Praeterea cum pares Franciae dicerent, quod cancellarius, buticularius, camerarius, comtabularius Franciae, ministeriales hospitii domini regis non debebant cum eis interesse cum paribus ad judicandum, pares et dicti mi-

nisteriales hospitii domini regis è contrario deberent se debere ad usus et consuetudines observatas interesse cum paribus ad judicandum pares, judicatum fuit in curia domini regis, debent interesse cum paribus Franciæ a^u judicandum pares, et tunc dicti ministeriales judicaverunt comitissam Flandriæ cum paribus Franciæ.

Aur. T. 2.
P. 801. Lanc.
Annales de
Robt forêts l.
3. fol. 626.
preuv. de l'hist
de Montmo-
rency, fol. 87.

On ne peut se refuser à la lumière, que répand cet arrêt sur les rapports de la pairie avec le parlement. Ces grands officiers de la maison du roi faisoient alors partie du parlement, ce n'étoit qu'à ce titre qu'ils pouvoient prétendre assister au jugement des pairs; les pairs leur contestoient ce droit. Une contestation de cette importance, qui intéressoit aussi essentiellement la pairie et la cour des pairs ne pouvoit être décidée que dans un tribunal qui leur fût propre; tout autre que le parlement eût été au-dessous de la dignité de l'un et de l'autre. Aussi ce fut le parlement qui décida, il jugea que ces grands officiers doivent, comme faisant partie du parlement, assister au jugement des pairs: il jugea qu'étant la cour des pairs, ce seroit altérer les droits respectifs des pairs et de la cour des pairs, que d'exclure du jugement des pairs quelques-uns des membres qui la composent; que la réunion de tous les membres, quand il s'agit du jugement d'un pair, est nécessaire pour donner au jugement la solennité qu'exige l'intérêt que prend la nation à la sûreté d'un

citoyen aussi distingué, et celui que prend la cour des pairs à l'honneur d'un de ses principaux membres. Ainsi cet arrêt prouve jusqu'à la démonstration, que c'est dans le parlement que se sont jugées, de tous tems, les causes des pairs, que les pairs n'en sont pas seuls les juges; que tous ceux qui composent le parlement, ont droit de concourir au jugement des pairs, et que le parlement est le siège de leurs fonctions et de leurs droits.

En 1225 le roi Saint-Louis fait un traité avec le comte de Flandres dans lequel on trouve ces expressions; *comes et comitissa non inquietabunt, nec guerrabunt nos, nec filios, nec homines nostros, nec nobis deferviter cum jure faciendo, quamdiu nos velimus facere comiti, comitissæ Flandriæ, jus in curia nostra per judicium parium suorum.* (Lancelot p. 30. Man. Colbert. Baluze Miscellanea T.VII. p. 251. Galant. preuves des mémoires de Hainault et de Fland. p. 145. Idem Lancelot p. 43. et 46. Man. Colbert Baluze Miscellanea T. VII. p. 269. et 254. On trouve la même chose en 1237.)

S'il avoit pu subsister après le jugement de 1224 quelques doutes sur les rapports intimes qui lient indissolublement les pairs à la cour suprême du roi et sur le droit qu'ont tous ceux qui la composent d'assister au jugement d'un pair avec ses pairs, un événement arrivé en 1247 auroit à jamais écar-

té ces doutes. Le roi Saint-Louis ayant fait citer le seigneur de Coucy, pour avoir, sans juste cause, fait pendre trois jeunes hommes de ses sujets, ce seigneur soutint qu'il ne pouvoit être jugé que par ses pairs, les barons, attendu qu'il étoit baron; après quelques difficultés on fit droit sur la requête; on envoya les barons en la cour du roi; cette convocation faite il récusa presque tous les barons pour raison de parenté ou d'alliance, et le roi resta presque seul avec un petit nombre de conseillers, *preter paucos consiliarios*, et le sire de Coucy fut jugé par ce peu de personnes.

Il faut observer, que les difficultés qu'éprouva d'abord le sire de Coucy provenoient de ce que dans l'origine sa terre relevoit de l'évêque de Laon, et qu'on ne le regardoit pas comme vassal immédiat de la couronne, ni comme baron du roi, mais il prouva sa qualité de baron en justifiant qu'en 1185 l'évêque de Laon avoit cédé à Philippe Auguste la mouvance de la terre de Coucy.

En 1259 l'archevêque de Reims jaloux de n'être jugé qu'au parlement, et par ses pairs, réclama ce droit dans une cause, où il prétendoit qu'étoient intéressés les droits de la pairie; il fut jugé que la cause n'intéressoit point les droits de la pairie, qu'ainsi ce n'étoit point le cas; on convenoit de la règle en matière de pairie, mais dans

le fait on jugea, que la querelle n'étoit de la pairie. (Lancelot p. 358. Man. de Brienne No. 235. fol. 192.)

En 1267 il intervint au parlement de la Pentecôte un arrêt, qui jugea que l'évêque de Châlons étoit tenu de répondre au parlement, *quum sit baro et par Francie*, et qu'il s'agit de fautes commises par lui dans sa justice séculière, (Lancelot page 63 registres du parlement, Olim, Mss. de Brienne. No. 255. fol. 199.)

Tout ce qui composoit la cour du roi avoit tellement droit d'assister au jugement d'un pair, qu'en décembre 1293 le roi fit assigner Edouard roi d'Angleterre, comme duc d'Aquitaine à comparoître à Paris devant le roi et sa cour, les pairs y furent convoqués. (Père Anselme p. 555. T. II. Lancelot p. 95. Mss. de Brienne No. 235. fol. 219.)

Tous ces monuments établissent que jusques à la fin du treizième siècle le parlement, cour de France, cour du roi, a toujours été le siège de la pairie, que les rapports de la pairie avec ce tribunal ont toujours été les mêmes malgré les variations auxquelles la pairie a été sujette. Il sera facile de faire voir que ces rapports se sont perpétués malgré les changemens, que les circonstances des temps ont pu faire éprouver à ce tribunal.

Attaché à la personne de nos rois dès l'origine de la monarchie, il n'avoit point de séance plus fixe que les rois eux-mêmes : les rois toujours les armes à la main parcouroient des pays immenses et employoient le peu de repos que leur laissoit la guerre, à visiter les différentes provinces de leur empire pour les affermir dans l'obéissance en faisant jouir les peuples de leurs droits, par la distribution exacte de la justice ; ils convoquoient les assemblées générales dans différens endroits, le plus ordinairement dans ceux qui étoient voisins des pays où ils vouloient porter la guerre. Le parlement fut ainsi ambulatoire sous la première et seconde race de nos rois, même pendant un assez long tems sous la troisième : la puissance de nos rois étant entièrement affermie, ils purent du sein de leurs états faire respecter partout leurs loix ; plus sédentaires dans leur capitale, ils y tinrent plus fréquemment leurs parlements, c'est ce que justifient les monuments du treizième siècle.

Enfin dans le quatorzième, Philippe-le-bel rendit son parlement sédentaire dans cette capitale par son ordonnance de 1302.

Cette fixation de séance à Paris ne changea rien dans la nature et l'essence du parlement composé comme auparavant des douze pairs, des barons vassaux immédiats de la couronne, des prélats, d'ecclésiasti-

ques en dignité, conseillers clercs, de chevaliers, conseillers laïcs.

Habita super hoc deliberatione cum dilectis et fidelibus gentibus parlamenti nostri, prelati, baronibus et aliis consiliariis nostris. (Ordonnance du Louvre 9 Mai 1330. T. II. fol. 51.)

Il fit sédentaire, ce qui avoit été ambulatoire, la cour des pairs: toute la différence qui en résulta, fut qu'au lieu que les rois appelloient autrefois les pairs dans leur cour, sans spécifier où ils la tenoient, ils les appellèrent depuis cette époque dans leur cour de Paris.

Le second changement, qu'éprouva le parlement sédentaire à Paris n'a rien changé dans ses rapports avec la pairie; cette cour, seule autrefois, avoit pour ressort tout le royaume; nos rois pour procurer aux peuples éloignés de la capitale une justice plus prompte, et leur éviter des voyages aussi coûteux qu'incommodes pour l'arrangement de leurs affaires, crurent devoir établir dans différentes provinces des sièges de leur justice souveraine; ils leur confièrent toute l'autorité nécessaire, pour assurer au souverain l'obéissance des peuples et assurer au peuple leur bonheur et leur tranquillité sous la protection du souverain; ces tribunaux exercèrent, comme la cour sédentaire à Paris, ces nobles et importantes fonctions, ou pour mieux dire, ils furent des émanations de

cette cour, qui fut ainsi rendue présente aux peuples, dont sa fixation à Paris l'avoit éloignée. La cour métropolitaine n'en demeura pas moins, comme avant la division des territoires, essentiellement et uniquement la cour de France et par conséquent la cour des pairs (v).

Ces deux points de vérité, que le parlement, rendu sédentaire à Paris, a continué d'être le siège de la pairie, que malgré les distractions de territoire, il est resté seul et exclusivement la cour des pairs, sont démontrés par des autorités multipliées, tirées des édits, ordonnances et déclarations et lettres patentes de nos rois, des clauses insérées dans les lettres d'érection de différentes pairies et des arrêts et jugements reu-

(v) “ postremo summa illa supremorum Galliae tribunaliū potestas versatur maximè in appellationibus quae terminant vice regiā, eodemque prorsus jure ac imperio quo ante annum 1300 pronuntiabatur in conventibus juridicis seu parlamentis, ut vocabant verbo nempe patrio quod et hodie celeberrimum. Cùm enim hùc illùc per regni provincias comearet olim senatus regius juraque variis locis ad certos dies mensesque redderet, consedit tandem sede immotā, ita sancientibus Philippo pulchro et Ludovico Hutinio, in sublimi illa regiaque Parisiorum Basilicā, quae Sequana adluitur. Constituta sunt autem postea de facili illo primordio suprema etiam in provinciis majoribus tribunalia, tamen citrà nomen consensuum parium Franciae: solius enim Lutetiani seu Parisiensis illud est.

Mornac. ad legem 9. lib. 1. T. III. de legibus et senatus-consultis et longa consuetudine. Edit. de 1654.

du sur cette matière, des remontrances faites à ce sujet, des reconnoissances particulières des rois, des réclamations des pairs, des assertions des principaux magistrats et enfin du suffrage des auteurs les plus accrédités. On peut même fortifier ces preuves par les faits qui paroissent les combattre, faits dans la régularité réclamés en faveur de la règle, et contre lesquels les réclamations ont été aussi fortes qu'unanimes.

ORDONNANCES.

Si l'on ne peut chercher les principes d'un gouvernement, le génie d'une nation, dans une source plus sûre que dans ces loix, il n'y a pas de règle plus certaine pour fixer les usages et déterminer les droits respectifs des corps ou particuliers qui la composent que ces mêmes loix : leur autorité supérieure aux raisonnements et aux conjectures, prend un nouveau degré de force lorsqu'elles sont fondées sur un usage immémorial, qu'elles ne font que consacrer, et qu'uniformes dans tous les temps où les circonstances obligent de les renouveler, elles attestent à chaque renouvellement l'authenticité et l'utilité de cet usage.

Telles sont les loix, qui fixent les rapports essentiels de la pairie au parlement, et qui déterminent que le parlement à Paris en est le seul siège.

CHARTRE de Philippe le long en faveur de la comtesse d'Artois : *Item et pro eo quod de consuetudine generali regni Franciæ, notitia rationabili et legitime præscripta et pacifice observata a tanto tempore, de cujus contrario memoria non existit, nullum crimen potest contra personam alicujus de paribus dicti regni* ^{1317. 10 juil. let Gloss. de Ducange au mot Par p. 139.}

criminaliter intentari, nisi alii compares sui; saltem pro majori parte, ad hoc presentes vel sufficienter evocati....

1363. Décembre. Ordonnance sur les délais et procédures.
Joly add. fol. 144. add. au liv. prem. Ordonnances du Louvre T. III. p. 650. 651. *Licet curia nostra parlamenti sit et esse debeat totius justitiæ regni nostri speculum verissimum et origo, ex ea que cæteri nostri judices et subditi recipere debeant elucescentis justitiæ documenta etc.*

Il est défendu d'y introduire aucune cause en première instance, *nisi sit talis, quod jure suo ibidem debeat agitari, sicut sunt causæ parium Franciæ.*

1364 Mars Ordonnances du Louvre T. IV. p. 539. et 541. Lettres de Charles V, qui attribuent au chatelet les causes de l'abbaye Saint-Victor, *exceptis tamen paribus Franciæ, et aliis, qui alibi præterquam in parlamento nostro minime litigare tenentur.*

Publié au châtelet le 26 Mars.

ORDONNANCES DE CHARLES V.

1366. Font. T. I. liv. 3. p. 374. Edit. 1540. Styl. du parlemt. part. 3. T. 19. paragraph. 7. édit. de 1558. *ORDINAMUS insuper, quod nulla causa introducatur in curia nostra, exceptis causis parium Franciæ et appellationum, quæ de jure ad nostram curiam devolvuntur.*

1366. Ordonnances du Louvre. T. IV. p. 645. *CHARLES V unit la terre de Covau à la pairie de Reims, on y lit; a prædecessoribus nostris... et nobis in paria ei sine medio tenuit*

et ob hoc... in parlamento nostro, sine medio ressortire consuevit... volentes... ut Remensis archiepiscopi... alibi quam in nostro prædicto parlamento respondere aut ressortire aliquantiter teneantur.

L'ORDONNANCE de Charles V pour le duc d'Anjou porte : Comme notre très-cher seigneur et père....longtemps avant son tré-
 1371. Ordon-
 nance du Lou-
 vre. T. V. p.
 435.
 passement, par provision paternelle et autrement ait donné et octroyé et assigné à notre très-cher et très-aimé frère Louis duc d'Anjou... le duché d'Anjou et comté du Maine avec aucunes autres terres, et ait vpulu et ordonné notre dit seigneur que le dit duché, comté et autres terres il tienne de lui et des successeurs rois de France tant seulement en pairie à une foi et hommage, et l'exempte de toute jurisdiction temporelle de tous autres seigneurs et de toute autre cour parmi ce qu'il ressortira tant seulement à nous et à notre parlement.... avons octroyé et octroyons... il puisse tenir en sa personne, ou faire tenir par autres à ce suffisans, ses grands jours à Paris, ou ailleurs en quelque ville qu'il lui plaira de ses dits duché et comté.... se appellation y chiet, ou appellera en notre Parlement.

De capite patricii, nisi maximis comitiis, perque ipsos Franciæ patricos ferri non debere, ideoque nihil obfuturum, quod aliter antea in Armoricæ Britannicæ ducem constitutum fuisset. Placitum regium patricium curiale.

1386. Noms de
 Mars. Arrêt de
 Dulat. p. 60.
 No. 12.

Droit public de la France.

I

1392. 17. Dé-
cemb. Ordon-
nances du lou-
vre. T. VIII.
P. 112.

CHARLES VI dit que le duc de Bourgogne et l'évêque de Langres étant pairs de France, eux et leurs officiers, *ressortissent et doivent ressortir directement en notre cour de parlement et non ailleurs.... lesquelles noblesses et prérogatives desdites pairies sont aussi l'honneur et prérogative de notre dite cour, qui fut principalement fondée pour la connoissance des causes de notre procureur, touchant notre domaine des pairs de France etc.*

1444. 4 Juin.
Joly. p. 226.
T. I. Font.
T. I. Édit. 1580.
in fine.

ETABLISSEMENT du parlement de Toulouse. En parlant de la ville de Paris, le roi dit; *in qua suprema parlamenti nostri curia constitit et stabilita est.*

1453. Ordon-
nance d'Avril.
Néron, T. 1.
p. 29. 31.

Art. 5. „ Nous avons décerné et ordonné que dorénavant ne seront introduites en notre cour de parlement, sinon les causes et procès qui de leur nature et droit y doivent être introduits et traités. C'est à savoir les causes de notre domaine et de nos droits et de nos régales et les causes esquelles notre procureur sera principalement partie. *Item, les causes des pairs de France, et leurs causes touchant leurs terres tenues en pairie, et aussi en appanage et les droits.* Item Art. 20. Et pour ce que souventes fois sous l'ombre de l'adjonction d'*aucuns pairs de France, ou tenant en pairie où d'autres qui par privilèges ou coutumes anciennes, ont leurs causes commises en la dite cour, avec les parties principales plusieurs causes ont été*

„ commises et introduites en notre dite
 „ cour, ésquelles les droits des parties
 „ demeurent indiscus, nous avons ordonné
 „ et déclaré.... que toutes telles causes qui
 „ par l'adjonction seront introduites en
 „ notre dite cour de parlement, qui prin-
 „ cipalement et distinctement ne touchent
 „ lesdits pairs de France, ou seigneurs te-
 „ nant en pairie, ou autres qui de leur
 „ droit ont leurs causes commises en la
 „ dite cour, ou leurs droits et qu'ils y
 „ aient intérêt évident et notoire, soient
 „ renvoyés par devant les juges ordina-
 „ res etc. “

LOUIS etc. Comme notre cour souveraine ^{1463. Reg. du}
 du parlement soit de toute ancienneté cons- ^{Parlement ref}
 tituée et ordonnée par nos prédécesseurs ^{vol. de. Or-}
 rois de France du nombre de cent person- ^{donnances de}
 nes, c'est à savoir douze pairs de France, ^{Louis XI. Cot.}
 huit maîtres de requêtes de notre hôtel, et ^{E, fol 33 & 82}
 quatre-vingt conseillers, tant clercs que laïcs; ^{Man. de Bri-}
 néanmoins comme entendu avons le nom- ^{enne, no. 227}
 bre de conseillers clercs, excéder de deux
 pour aujourd'hui le nombre des conseillers
 laïcs, en tant qu'ils y sont quarante deux
 conseillers clercs, et conseillers laïcs ne sont
 que trente six et quatre présidents... ordon-
 nons... outre lesdits pairs de France et maî-
 tres de requêtes de notre hôtel sera, égalité
 gardée, entre nosdits présidents et conseil-
 lers clercs et quarante quatre conseillers laïcs
 compris les quatre présidents etc.... vou-
 lons les deux dits offices de conseiller clerc,

qui premièrement seront vacans , n'être point impétables.

1461. 16 Sep-
temb. Man. de
Jer. Bignon
p 452. Rège-
ment des Or-
donnances.
Ordonnance
Barbine Col.
D. fol. 242.

LES lettres patentes de Louis XI pour le comté d'Angoulême disent : Notre cour de parlement à Paris fut anciennement instituée et établie de cent conseillers, du nombre desquels furent mis et ordonnés les pairs de France et autres seigneurs de notre sang, tenants de nous en appanage et en pairie, et furent tellement privilégiés, qu'eux ne leurs terres et seigneuries n'étoient et ne dévoient être tenus de répondre, plaider et ressortir ailleurs ne en autres cours et auditaires, fors seulement en notre dite cour de parlement à Paris, qui est la ville capitale de notre royaume, et fut lors ordonné que la jurisdiction ordinaire de notre parlement à Paris seroit de connoître entre autres choses des susdits pairs de France, ou tenans de nous en appanage et pairie.

„ Et combien que notre dit cousin soit
„ des plus proches de notre sang, et qui
„ tienne susdite comté et pairie et autres
„ terres de nous en appanage et droit de
„ pairie, et que par ce il ne soit tenu plai-
„ der, répondre ou ressortir, même-
„ ment pour les causes qui touchent sa personne
„ et les droïts de la pairie, ailleurs ne en
„ autres cours et jurisdictions, fors seule-
„ ment en notre cour de parlement à Pa-
„ ris, qui est la cour des pairs: voulons

„ et ordonnons que notre dit cousin ne
 „ soit tenu dorénavant de répondre en sa
 „ personne, ne aussi répondre ne ressortir
 „ des droits de la pairie en notre cour de
 „ parlement de Bordeaux, ne ailleurs
 „ qu'en notre cour de parlement à Paris. “

Celles du 14 Décembre 1464 contre la 1464.
 juridiction prétendue par le parlement de
 Bordeaux sur le duché d'Angoulême sont
 des plus fortes. Il y est dit; *par constitutions*
et ordonnances observées et gardées de toute
ancienneté, de tel temps qu'il n'est néces-
 saire du contraire, tous les pairs de notre
 royaume tenants en appanage et pairie et
 leurs vassaux et sujets n'étoient tenus de
 répondre, et n'ayant accoutumé ressortir
 ailleurs qu'en notre dite cour de parlement
 à Paris; et que lesdits pairs soient exempts
 de toute autre cour et juridiction, en quel-
 que lieu qu'elle soit établie fors seulement
 en notre cour de parlement à Paris.... or-
 donnons que notre dit cousin et ses hoirs
 mâles jouissent ores et pour le temps à ve-
 nir pleinement et paisiblement de la dite
 pairie et des droits et prérogatives d'icel-
 le.... et voulons que si nosdits conseillers
 de Bordeaux avoient entrepris juridiction
 ou connoissance d'aucunes causes contre
 notredit cousin, ses hommes, vassaux et
 sujets.... que lesdites causes soient ren-
 voyées par devant vous avec les parties
 ajournées.... et que d'icelles interdisiez et
 faites interdire à nosdits conseillers de Bor-

deaux toute cour et connoissance. Car ainsi nous plaît être fait nonobstant l'introduction desdites causes et établissement de notredit parlement de Bordeaux.

L E T T R E S - P A T E N T E S

D E L O U I S X I ,

Touchant le Comté d'Eu.

1461, 15 Jan-
vier Reg. 10.
Fevr. Aud.
voi. prem. Or-
donnance de
Louis XI, Cot.
E. fol. 116, no.
117. 20 & do.

LOUIS etc... à nos amés et féaux les gens tenans et qui tiendront notre parlement à Paris, et notre échiquier de Normandie... de la partie de notre cher et amé cousin, le comte d'Eu, nous a été exposé qu'il tient en pairie de nous le comté d'Eu sous le ressort et souveraineté de notre cour de parlement à Paris en pareils et semblables droits, prérogatives et prééminences, comme les autres pairs et seigneurs de notre royaume tenants en pairie, lesquels par les droits et privilèges de leurs pairies sont exempts de toute autre cour et juridiction, en quelques lieux qu'elles soient; et combien que par lesdits droits de pairie notredit cousin, ses hommes vassaux et sujets ne soient tenus de ressortir *en quelque instance que ce soit*, sinon en notre cour de parlement à Paris, néanmoins notredit cousin a puis naguère entendu que es appointemens faits entre nous et notre très-cher frère Char-

les, touchant le bail et transport de notre duché de Normandie fut paraccordé à icelui notre frère.. que combien-que icelui notre cousin d'Eu, et à cette cause fut exempt et tous sesdits sujets de toutes autres juridictions, fors les siennes et le ressort de notredit parlement à Paris, sesdits hommes et sujets ressortiroient dorénavant audit échiquier de Normandie ez causes d'appel et doléance, qui de ses juges seroient interjettés.... et jacoit que ledit accord et octroi fait à notredit frère, touchant le fait dudit ressort du comté d'Eu en notredit échiquier, ne doit raisonnablement préjudicier à notre cousin, tant pour les causes dessus dites, que parce qu'il fut fait en son absence, et lui non oui; ce non-obstant icelui notredit cousin doute, qu'au moyen dudit appointment, et des lettres par nous octroyées à notredit frère, touchant le ressort de ladite comté d'Eu et des sujets d'icelle en notredit échiquier, qui seroient pour le tems, voulsissies entreprendre cour, juridiction ou connoissance des causes d'appel.... et contraindre icelui notre cousin et ses sujets répondre et ressortir juridiction autre part qu'en notredite cour de parlement, qui seroit, comme maintient notre cousin, venir directement contre les droits, prérogatives et prééminences de la pairie de France, l'usage et style notoirement en telles matières, et autres grands griefs, préjudice et dommage d'icelui notre cousin.... Pour ce est-il que nous, ces

choses considérées, voulant les droits et prérogatives des pairs de France, et de ceux qui tiennent en pairie, être gardés en leurs termes, sans enfreindre à icelui notre cousin le comté d'Eu, avons octroyé et octroyons par ces présentes, qu'il et ses hoirs comtes d'Eu, tant pour eux que pour leurs hommes et sujets dudit comté d'Eu, *jouissent et usent* ores et pour le tems à venir pleinement et paisiblement *de l'effet de ladite pairie de France*, et des droits, prérogatives et prééminences d'icelle, ainsi et pour la forme et manière que font les autres pairs et tenants en pairie de France, et comme notredit cousin eut pu faire avant lesdits appointemens faits entre nous et notredit frère et non-obstant iceux.... si vous mandons et expressément enjoignons et à chacun de vous, sicomme à lui appartient, que notredit cousin vous faites, souffrez et laissez jouir.... sans mettre ou donner, ne souffrir, être mis aucun détournier..., au contraire lequel si fait, mis ou donné avoit été ou étoit, ôtez ou faire ôter et mettre... au premier état et du, *et si aucuns ajourtemens ou autres exploits avoient été ou étoient faits depuis lesdits appointemens*... au préjudice de notredit cousin exposant, et de ses vassaux par-devant autres juges qu'en notre cour de parlement à Paris, en laquelle les causes *desdits pairs de France* sont commises: nous mandons à vous gens de notre échiquier que contre ne au préjudice des droits et prééminences de ladite pairie de France,

vous desdites causes.... ne tenés ne entreprenés aucune cour juridiction et connoissance, laquelle pour les causes dessusdites vous avons interdite et deffendue interdisons et deffendons..... et en outre mandons à vous gens de notre parlement à Paris que les causes et matières en quelque état qu'elles soient, qui au préjudice des droits et prérogatives de ladite pairie.... auroient été introduites autre part qu'en notre cour de parlement vous évoqués en notre dite cour de parlement à Paris.

L E T T R E S - P A T E N T E S

D E L O U I S X I ,

*Accordées au Comte de la Marche, contre la
prétention du parlement de Bordeaux, séant
à Poitiers.*

LOUIS etc.... Comme après l'appanage ordonné à.... notre frère le duc de Guienne nous avons translaté et mis en la ville de Poitiers notre cour de parlement, qui paravant séoit en la ville de Bordeaux, et en icelle notre ville de Poitiers ordonné ressortir comme en cour souveraine les pairs du Poitou, Limousin haut et bas, le comté de

1470. 11 aout.
reg. le 14 Fév.
1470. Ordes.
de Louis XI.
prem. vol. cot.
E. fol. 229. no.
et vol. et 230.
no.

la Marche haut et bas et autres pairs.... déclarés en nos lettres..... lesquelles.... ont été publiées en ladite comté de la Marche par.... notre sergent lequel.... a fait certaines inhibitions.... deffenses à notre cousin.... le duc de Nemours comte de la Marche, et à ses sujets d'icelui comté de ne ressortir en cas d'appel et dernier ressort, ailleurs qu'en icelle notre cour de parlement à Poitiers, de laquelle inhibition.... notre cousin prétendant grandement avoir été grévé, parce qu'il maintient ledit comté tenu en pairie et avoir toutes prérogatives à icelle appartenantes et par ce n'être tenu de ressortir ne ses sujets.... ailleurs qu'en notre cour de parlement à Paris, laquelle a été principalement instituée pour connoître, décider et déterminer des causes des pairs de France et des sujets de leur pairie a pour lui et sesdits sujets.... appelé et son appel bien et duement relevé en icelle notre cour de parlement à Paris.... depuis ledit appel et pour ce qu'en attendant.... et en venant directement contre les privilèges et prérogatives de ladite pairie, notredite cour de parlement de Poitiers s'efforçoit connoître des causes de notredit cousin et sesdits sujets.... nous avoit requis.... sur ce notre provision en justice, et pareillement.... notredite cour de parlement de Poitiers eut envoyé devers nous.... et requis.... en ordonner et appointer ainsi que verrions être à faire.

Sur quoi ordonnâmes les.... officiers de notredit cousin et aussi notredit président être ouïs en notredit conseil.... nous.... ces choses considérées voulant.... notre cousin être entretenu et gardé en ses droits et prérogatives.... ordonnons et déclarons que notredit cousin, ses hommes et ses sujets de sadite comté ressortiront à notredite cour de parlement à Paris tout ainsi et par la forme qu'ils fesoient au tems dudit appel et paravant.... la translation de notredite cour de parlement audit lieu de Poitiers sans qu'ils soient tenus de ressortir ne répondre audit parlement de Poitiers en aucune manière pendant et durant ledit appel, et jusqu'à ce que sur icelui autrement en soit ordonné.

Si donnons en mandement etc. de nosdits parlemens de Paris et de Poitiers... sans... par notredite cour de parlement à Poitiers, tenir ne entreprendre de notredit cousin et sesdits sujets, ne de leurs causes et questions esdites, aucune cour juridiction ou connoissance, laquelle nous lui avons interdite et deffendue.... par ces présentes.... en déclarant nul et de nul effet, et valeur tout ce qui fait sera au contraire. Mandons en outre aux..... maîtres des requêtes.... grand conseil requis, baillifs.... et à chacun d'eux sur ce requis qu'ils publient ou fassent publier notre dite Ordonnance audit comte de la Marche, en faisant.... deffenses de par nous sous certaines

et grosses peines... auxdits sujets de notre-dit cousin qu'ils ne ressortissent ne répondent en notredite cour de parlement à Poitiers, ne y fassent convenir, mettre et retenir en procès l'un l'autre en aucune manière pendant et durant ledit appel; mais tout ce que fait auroient au contraire qu'ils le révoquent et réparent.... tantôt et sans délai au néant et jusqu'à ce que dudit appel soit ordonné et aux choses dessus dites et chacune d'icelles faire et souffrir et à y obéir, contraignent et fassent contraindre tous ceux qu'il appartiendra.

L E T T R E S - P A T E N T E S

D E L O U I S X I,

1478. 11 Mai. Pour faire le procès à la mémoire de
P. Ans. T. II. Charles, duc de Bourgogne. Il est dit: *cette*
p. 440. Man. *matière ou la grandeur d'icelle, doit être in-*
de Brien. nt. *roduite, discutée et terminée en notre cour de*
23^e. fol. 151. *parlement à Paris, qui est la cour souveraine*
jusqu'à 159. *de justice de notre royaume, où ressortissent*
et se doivent juger et déterminer les matières,
touchant LES PAIRS ET PAIRIE DE FRANCE,
et aussi les grands droits qui appartiennent à
notre couronne.

1483, 12 Sept. Les Lettres-Patentes de Charles VIII, adres-
Jolly add. sées au parlement au commencement de son
T. I. p. 160. règne, disent; " Charles... salut... pour
,, laquelle Justice distribuer et administrer,

„ nos très-nobles progéniteurs... aient de
 „ toute ancienneté érigé, créé et ordonné
 „ la cour de parlement, qui est la cour
 „ souveraine et capitale de notre royaume
 „ pour discuter et déterminer en souverain
 „ ressort les matières qui touchent les droits
 „ de nous, et de la couronne de France,
 „ et aussi les causes des pairs de France etc.

LETTRES-PATENTES pour l'évêque de Lan-
 gres, pair de France; pour renvoyer et faire
 ressortir toutes ses causes et matières, tant
 de ce qu'il a en Bourgogne que autres en
 la cour de parlement de Paris, comme les
 autres pairs de France, non-obstant certain
 empêchement que lui donnent en cette par-
 tie ceux du parlement de Dijon, et adres-
 ser lesdittes lettres audit parlement de Di-
 jon, et à leur refus mandé par ledit évê-
 que au premier maître-des-requêtes, ou
 Bailli de Sens, ou son lieutenant, leur si-
 gnifier ledit renvoi.

1448. 14 Nov.
 Man. de Du-
 puis no. 556.

LETTRES-PATENTES de Charles VIII, pour
 faire ressortir ceux du duché de Bourgogne
 au parlement de Paris.

1485. Avril.
 Reg. des Or-
 donnances de
 Charles VIII.
 cot. 3. fol. 70.
 n°.

Nos prédécesseurs rois de France... ont
 établi le siège de la dignité et majesté royale
 en notre bonne ville et cité de Paris. En
 icelle a été établie et instituée une cour et
 juridiction souveraine appelée la cour de
 parlement... de laquelle à cause de notre

dignité royale nous sommes le chef, et en icelle et non ailleurs se tient et doit tenir notre lit de justice, et du corps d'icelle notre cour sont les pairs de France..... notredite cour a la connoissance en première instance de tous lesdits Pairs, et tant de leurs personnes que comme de leurs terres et seigneuries, et des droits d'autorité et souveraineté de nous et de notre couronne.

1548. 20. Sept.
Joly. add. p.
78.

Edict de Henri II, à son avènement à la couronne, dans lequel est dit.....

Pour laquelle justice exercer et administrer les très-chrétiens rois nos progéniteurs aient de tout tems et ancienneté créé et institué la cour de parlement, cour souveraine et capitale de ce royaume, pour en icelle être discutées et déterminées en dernier et souverain ressort les matières qui touchent les droits de nous et de la couronne de France, les régales, *les causes qui touchent les pairs* et autres grandes causes et matières.

1551. 19. mars
Reg. le 31
mars, 1551.

LETTRES-PATENTES de Henri II, qui jugent contradictoirement vis-à-vis le parlement de Rouen et les Etats de Normandie, que le comte d'Eu ses hommes et ses sujets ressortent du parlement de Paris, comme à la cour naturelle des pairs.

Henri II... Comme dès l'an 1458.... le roi Charles V,... eut érigé en pairie de

France le comté en tels et semblables droits prérogatives et prééminences, et tout ainsi que les autres pairs de France ont accoutumé tenir leurs pairies.... et soit ainsi que lesdits pairs par les droits et privilèges de ladite pairie ne doivent ressortir ailleurs que par-devant les gens tenant notre cour de parlement à Paris, ainsi qu'il est notoire, et néanmoins.... pour raison de ressort dudit comté, et à la requête du procureur des gens des trois Etats de Normandie et de notre procureur-général de notre cour de parlement à Rouen, notredit cousin et notre procureur-général en notredite cour de parlement à Paris, auroient été mis en cause par-devant nous, laquelle auroit été depuis renvoyée par nos lettres du 21 Décembre 1550, par-devant notre grand conseil, soutenant ledit procureur des Etats, et notre procureur en notre cour de Rouen, ledit comté devoir ressortir en notredite cour de parlement à Rouen, et au contraire notredit cousin, et avec lui notre procureur-général en notre cour de parlement à Paris, ledit comté pour raison de la qualité de pairie, devoir ressortir en notredite cour de parlement à Paris. Nous, à qui seul appartient de connoître de cette affaire.... désirant les droits, privilèges et prérogatives des pairs de France être entretenus, gardés et observés, avons évoqué à nous.... ledit procès et différend.... et après avoir entendu les moyens des parties... et qu'il nous est apparu de l'érection en pairie du-

dit comte d'Eu ils souffrent et laissent jouir et user de nos présents déclaration, grace, et octroi, sans mettre ne donner ne souffrir être faits, mis ou donné aucun de-tourbier, ou empêchement au contraire, nonobstant quelconques mandemens, rés-trinctions et autres lettres impétrées ou à impêtrer.

LOUIS XII à son avènement au trône, dans les lettres qu'il adresse au parlement s'explique ainsi... pour laquelle justice distribuer et administrer les très-chrétiens rois de France nos progéniteurs aient de tous temps et ancienneté créé et institué la cour de parlement cour souveraine et capitale de ce royaume, composée de cent personna-ges tant clerks que laïcs, *en ce compris les douze pairs*, pour en ycelle être discu-tées et déterminées en dernier et souve-rain ressort les matières qui touchent les droits de nous et de la couronne de France, les régales, les causes qui touchent les pairs... et autres grandes causes et matières.

1498. Reg. des
Ordes cot. 1.
fol. prem.

Édit de François I à son événement au trône, dans lequel est dit... pour laquelle jus-tice exercer et administrer les très-chrétiens rois de France nos progéniteurs aient de tous temps créé et institué la cour de par-lement, cour souveraine et capitale de ce royaume, composée de cent personnes, tant clerks que laïcs, *en ce compris les douze pairs*, pour en ycelle être discutées et déter-

2 Janv. 1514.
Jolly add. p.
73.

Droit public de la France.

K

minées en dernier et souverain ressort les matières qui touchent les droits de nous et de la couronne de France et les régales, *les causes qui touchent les pairs....* et autres grandes causes et matières.

Pairie d'Eu 20
Janvier 1552.
Reg. le 26.

LETTRES-PATENTES d'exemption du ressort et juridiction des juges présidiaux, octroyés au duc de Nivernois, comte d'Eu, Pair de France, et à ses hommes, sujets et vassaux en toutes ses terres et seigneuries.

HENRI... comme par les droits, privilèges, prééminences des pairs de notre couronne de France, gardés de tous temps et observés inviolablement dans le ressort immédiat et souveraineté de notre cour de parlement à Paris appelée communément la chambre des pairs, et tant eux que leurs hommes vassaux et sujets soient exempts de toute autre cour, et ne soient tenus sous juridiction par ressort ailleurs qu'en notre dite cour de parlement à Paris; ce néanmoins nous sommes dûement informés que les juges et magistrats par nous érigés et établis ez sièges de Saint-Pierre le moutier, Troyes etc. s'efforcent d'entreprendre cour et juridiction et connoissance sur les hommes, vassaux et sujets de notre très-cher... cousin François de Clèves, duc de Nivernois, comte d'Eu... etc.... ez susdits duché, comté et pairie de Nivernois etc.... tenus et portés de nous et de notre couronne en plein titre de pairie de France... lesquels tant par contract,

privilèges.... que possession continuée par temps immémorial sont sous lesdits ressort immédiat et souveraineté de notre dite cour de parlement à Paris. Nous.... désirant les droits privilèges et prééminences des pairs de France et seigneurs de notre royaume tenans en pairie, être entretenus, gardés et observés en leur entier, auxquels notre intention n'a été et n'est de préjudicier aucunement, soit pour le regard de leur ressort ou autrement par la création desdits juges présidiaux.... avons dit et déclaré.... voulons et nous plaît, que tant notre dit cousin et ses hoirs et successeurs, que leurs hommes, sujets et vassaux desdits duché de Nivernois.... ayent leur ressort immédiat en notre cour de parlement de Paris, comme avant l'érection desdits juges présidiaux, et immédiatement ressortissent au fait de la justice en quelque matière que ce soit tant criminelle que civile, tant en demandant qu'en deffendant par devant nos amés... les gens tenans notre cour de parlement à Paris...

L E T T R E S - P A T E N T E S ,

Qui revoquent l'évocation d'un procès criminel, contre un Conseiller au Parlement.

1556. 10 Juin
Reg. 17 Juin
de la même an-
née Reg. des
ordres, cot. T.
fol. 294.

HENRI par la grace de Dieu roi de France,
à nos amés et féaux conseillers, les gens de
notre cour de parlement à Paris, salut et

dilection. Comme par nos lettres patentes données à Lorry le 13 jour de Mai dernier eussions évoqué à nous et à notre personne le procès et instance, pendant devers nous entre Gaucher de Forcy et Claude de Forcy, se disant tuteur et curateur de Jeanne le Berlier, demandeurs en deux instances de rapt, d'une part; et notre amé et féal Jean Goille, conseiller en notre cour de parlement, défendeur d'autre, et icelui avec ses circonstances et dépendances renvoyé en notre grand conseil pour y être jugé, décidé et déterminé, sur lesquelles nos lettres, à la présentation qui vous en a été faite le 7 du présent mois, auriez avisé de nous faire certaines remontrances concernant aucuns anciens privilèges et prérogatives de notre dite cour, qui contiennent qu'aucun de nos pairs, chanceliers, présidents, maîtres de requêtes, conseillers et autres du corps d'ycelle n'en peut être distrait pour être convenu et jugé ailleurs, ne par devant autres nos juges et communes au cas qu'il s'agit de son honneur, de sa personne, ou de son état, lesquelles remontrances par nous ouïes et entendues, en présence de plusieurs princes et autres grands et notables personnages de notre conseil privé, avec lesquels nous avons mis le tout en délibération, aurions pour certaines bonnes causes et considérations en maintenant et conservant notre dite cour en sesdits privilèges, franchises et libertés, ordonné et ordonnons que nonobstant et

sans avoir égard à nos dites lettres d'évocation du dit jour treize Mai, lesquelles nous avons cassées et révoquées et annullé lesdits procès et instances, leurs circonstances et dépendances seront par vous en notre dite cour instruits, si instruits ne sont et jugés définitivement, sans qu'aucuns de nos juges autres que vous en puissent connoître ez dit cas en quelque sorte et manière que ce soit.



MEMOIRE

SUR LES

PRINCES LEGITIMÉS,

FRANÇOIS,

*Sur leur aptitude à succéder à la couronne ,
faute de lignée légitime ; sur l'attentat de
l'édit du Roi Louis XIV contre les droits ,
qu'a la Nation de se donner un Roi par
voye d'élection à l'extinction de la famille
régnante et de ses Princes légitimes.*

*LU PAR M. LE DUC DE SAINT-SIMON ;
dans un Conseil de régence relativement à l'af-
faire des Princes légitimés.*



Que les rois soient les maîtres de donner, d'augmenter, de diminuer, d'intervir les rangs, de prostituer à leur gré les plus grands honneurs, comme à la fin ils se sont appropriés le droit d'envahir le bien de leurs sujets de toutes conditions et d'attenter à leur liberté d'un trait de plume, à leur volonté, plus souvent à celle de leurs ministres et de leurs favoris; c'est le malheur, auquel la licence effrénée des sujets a ouvert la carrière et que le règne de Louis XIV a su opérer sans obstacle jusqu'au dernier bout, devant l'autorité duquel le seul nom de *loi*, de *droit*, de *privilegé* étoit devenu un crime. Ce renversement général qui rend tout esclave, et qui par le long usage de n'être arrêté par rien, de pouvoir tout ce qu'on veut sans nul obstacle, et de ne recevoir que des adorations à l'envi du fond des gémissements les plus amers et les plus universels, et de la douleur la plus sanglante de tous les ordres d'un état opprimé accoutumé bientôt à vouloir tout ce qu'on peut. Un Prince arrivé et vieilli dans ce comble extrême de puissance, oublie que sa couronne est un *fidéicommiss* qui ne lui appartient pas en propre et dont il ne peut disposer, qu'il l'a reçue de main en main de ses pères à titre de substitution et non pas de libre héritage. Je laisse à part les conditions abrogées par la violence et le souverain pouvoir devenu

totalemenl despotique , conséquemment qu'il ne peut toucher à cette substitution , qui venant à finir par l'extinction de la race légitime , dont tous les mâles sont respectivement appelés par le même droit qui l'en a revêtu lui-même , ce n'est ni à lui , ni à aucun d'eux à disposer de la succession qu'ils ne verront jamais vacante ; que le droit en retourne à la nation de qui eux-mêmes l'ont reçu solidairement avec tous les mâles de leur race , pendant qu'il y en aura de vivants ; que les trois races ne l'ont pas transmis par un simple édit et par volonté absolue de l'une à l'autre ; que si ce pouvoir étoit en eux , ils le pourroient exercer en faveur de qui bon leur sembleroit ; que dès-lors il y a moins loin d'en priver les mâles de leur race appelés solidairement à la même substitution pour en revêtir d'autres à leur gré , que d'usurper le pouvoir de la disposition même , puisque si ce pouvoir étoit en effet en eux , rien ne pouvoit les empêcher d'en user dans toute l'étendue , et avec la même injustice à l'égard des appelés à la substitution avec eux , qu'ils en usent sans cesse avec tous les sujets pour les rangs , les honneurs et les biens ; que dès-lors chaque roi seroit maître de laisser la couronne à qui bon lui sembleroit , et que l'exemple de Charles VI qui n'est pas l'unique , quoique le plus solennel et le plus accompli , au moins pour le reste de son règne , fait voir qu'il ne seroit pas impossible de voir

des rois frustrer de la couronne tous ceux qui y sont appelés par la substitution perpétuelle, en faveur d'un étranger, même jusqu'à leurs propres enfans. On laisse moins à juger quelles pourroient être les suites de l'exercice de cette usurpation qui saute aux yeux d'elle-même, qu'à considérer que le premier pas franchi par cet édit pour la première fois, depuis tant de siècles que la monarchie existe sous trois races, il ne sera pas impossible, pour en parler avec adoucissement, de porter l'abus jusque là; surtout si on considère, avec quel soin, de quelles infractions légères est sorti l'abattement entier de tous les droits, loix, sermens, engagements, promesses, qui forme cette confusion générale et ce désordre universel dans tous les biens, conditions et états du royaume (*).

Que penser donc d'une créole publique; veuve, à l'aumône, de ce poète cul-de-jatte, et de ce premier de tous les fruits de double adultère, rendu à la condition des autres hommes, qui abusent de ce grand roi au point qu'on le voit, et qui ne peuvent se satisfaire d'un groupe de biens, d'honneurs, de grandeurs si monstrueux, et si attaquant de front l'honnêteté publique,

(*) Voilà par ces faits la démonstration jusqu'à l'évidence de la nécessité d'un corps quelconque en France, qui maintienne les loix fondamentales de l'état, la liberté, la propriété des citoyens.

toutes les loix et la religion, s'ils n'attendent encore à la couronne même? Et se peut-on croire obligé d'éloigner, comme jugement téméraire, la pensée que les prodiges de ces édits qui les appellent à la couronne après le dernier prince du sang, et qui leur en donne le nom, le titre, et tout ce dont les princes du sang jouissent ou pourront jouir, n'ait pas été dans leur projet un dernier échelon, comme tous les précédents n'auroient été que la préparation à celui-ci; un dernier échelon, dis-je, pour les porter à la couronne, à l'exclusion de tous autres que le dauphin et sa postérité. Sans doute qu'il y a plus loin de tirer du nonêtre par état et de porter après ces ténébreux enfans au degré de puissance qu'on voit ici par leurs établissemens, et à l'état et au rang entier des princes du sang avec la même habileté de succéder à la couronne; sans doute il y a plus loin du néant à cette grandeur que de cette grandeur à la couronne.

Le total est, à la vérité, un tissu exact d'abus de puissance, de violence, d'injustice; mais une fois prince du sang et en tout et partout, il n'y a plus qu'un pas à faire, et il est moins difficile de donner la préférence à un prince du sang sur les autres pour une succession, dont on se prétend maître de disposer, puisqu'on se le croit de faire des princes du sang par édit, qu'il ne l'est de fabriquer de ces princes

avec de l'encre et de la cire et de les rendre ainsi tels sans la plus légère contradiction.

C'est comme descendants du roi que les descendants de ces deux bâtards sont avec eux appelés à la couronne après le dernier prince du sang. Mais nul autre qu'eux, excepté l'unique dauphin et la branche d'Espagne ne descendoient du roi. Le dauphin étoit unique et dans la première enfance, sans père ni mère, morts empoisonnés. La branche d'Espagne avoit renoncé à la succession françoise ; Mr. le duc d'Orléans rendu odieux et suspect avec grand art, n'avoit qu'un fils et ne sortoit que de frère du roi ; tous les autres princes du sang, d'un éloignement extrême, sortis du frère du père de Henri IV, remontoient jusqu'à Saint-Louis pour trouver un ayeul roi de France. Quelle comparaison de proximité avec le petit fils du roi ? Et combien de raisons, de droits et de possibilité se trouvent dans leur grand père de leur donner la préférence et à leurs pères, qui sont ses fils ! Et voilà l'aveuglement où conduit l'abandon aux femmes de mauvaise vie, que Salomon décrit si divinement. Il est vrai que la vie du roi ne fut pas assez longue pour donner le loisir d'arriver à ce grand point. Mais sans même comprendre cette vue dans le tissu de tant d'effrayantes grandeurs, laissant à part l'amas d'une puissance si dangereuse dans un état et la subversion des premiers, des plus anciens et des plus grands

rangs du royaume; se renfermant dans l'unique concession du nom, titre, etc. de prince du sang et de l'habileté après eux à la couronne; quel nom donner devant Dieu à une telle récompense d'une naissance tellement impure, que jusqu'à ces bâtards, les hommes, en plus d'un pays, n'ont voulu la connaître ni l'admettre à rien de ce qui a trait au nom, à l'état et à la société des hommes, sans s'être jamais relâchés sur ce point dans les pays mêmes, où l'indulgence est la plus grande à l'égard des autres bâtards? et devant les hommes peut-on se dissimuler l'attentat direct à la couronne, le mépris de la nation entière dont le droit est foulé aux pieds, l'insulte faite, au premier chef, à tous les princes du sang; enfin le crime de leze majesté, dans sa plus vaste et plus criminelle étendue? Quelque vénérable que Dieu ait rendue aux hommes la majesté de leurs rois et leurs sacrées personnes qui sont ses oints, ce crime qui est connu sous le nom de leze majesté au premier chef, justement inventé pour punir et pour éloigner par l'horreur les plus scélérats de l'infenale résolution de le commettre, on ne peut pas s'empêcher de trouver dans celui dont il s'agit une plénitude qui n'est pas dans l'autre, quelque abominable qu'il soit, si on veut substituer le raisonnement sur celui-ci au trouble et au soulèvement des sens, qui est un effet naturel de l'impression de l'autre. Cet autre qui ne peut être trop exagéré, (et que Dieu

confonde quiconque oseroit le vouloir éténuer le moins du monde,) doit néanmoins être examiné tel qu'il est, pour en faire une juste comparaison avec celui dont l'invention est due à la perversité et au désordre de nos temps, en l'examinant de même. Dans l'un il s'agit de la vie de l'oint du seigneur; mais quelque horrible que soit ce crime, il n'attente que sur la vie d'un seul : l'autre joint à la fois la subversion des loix les plus sacrées et qui subsistent depuis tant de siècles que dure la monarchie et en particulier la race heureusement régnante, sans que l'ambition la plus effrenée ait osé y attenter, à l'extinction radicale du droit le plus saint, le plus important, le plus inhérent à la nation entière et de cette nation si libre, que jusques dans son asservissement nouveau elle porte encore le nom et des restes très-évidents de son ancienne liberté. Ce crime en fait une nation esclave et la réduit en même état de succession purement, souverainement et despotiquement arbitraire, fort au-delà de ce que le grand Pierre premier a osé entreprendre en Russie, le premier de tous ses souverains, et qui a été imité après lui : fort au-delà, on le répète donc, puisqu'il n'y avoit point de maison nombreuse appelée à la couronne, comme nos princes du sang, et encore moins de loi salique, qui est la règle consacrée par tant de siècles du droit unique à la couronne de France; et qu'on n'appose point les funestes fruits de la

guerre des Anglois, qui, après s'être soumis au jugement rendu en faveur de la loi salique, ne fondèrent leurs prétentions qu'en impugnant de nouveau cette loi fondamentale; qu'on n'allègue point non plus les infames desseins de la ligue; quand on n'auroit point l'horreur de s'en protéger, au moins les ligueurs couverts du manteau de l'hypocrisie et voulant exclure Henri IV comme hérétique, respectèrent encore les droits de la nation, et supposant qu'il n'y avoit plus de prince de la race de Hugue-Capet en état de régner, après avoir échoué à usurper la couronne, comme prétendus descendans mâles et légitimes de la seconde race, ils voulurent au moins une figure de l'élection et la tenir de la nation même. Ici elle n'est comptée que pour une vile esclave, à qui, sans qu'on songe à elle, on donne des rois possibles et une nouvelle suite de rois par une création de princes du sang habiles à succéder à la couronne, qui ne coûte à établir que la volonté et une patente à expédier et à faire enrégistrer. Dès-lors, comme on l'a dit, une telle puissance établie et reconnue disposera de la couronne, non-seulement dans un lointain qui peut ne jamais arriver, mais d'une manière prompte, subite, active, au préjudice des loix de tous les temps, de la nation entière, de la totalité de la maison appelée à la couronne, des fils de France même. Et que penser des désordres si nécessairement causés par un crime de cette nature,

et

et du monarque dont on auroit arraché une aussi étrange disposition? Voilà donc un crime de leze-majesté contre l'état qui entraîne très-naturellement celui qui est connu sous le nom du premier chef, qui égale les princes du sang, et dans la partie la plus éminente, à la condition de tous les autres sujets, qui leur peuvent être préférés par un roi pour lui succéder, et qui ne va pas à moins, par une suite nécessaire, qu'à les écraser et à se défaire d'eux.

Pendant la violence de tels mouvements que devient un royaume, et que ne font pas ses voisins pour achever de l'abattre et pour en profiter? Ces considérations, qui sont parfaitement naturelles et qui sautent aux yeux, ne prouvent-elles pas avec surabondance, que le crime de se faire prince du sang et habile à succéder à la couronne, avec une patente, qui s'enregistre tout de suite, sans que qui que ce soit ose même en soupirer trop haut, est un crime plus noir, plus vaste, plus terrible, que celui de leze-majesté au premier chef, et qui outre tous ceux qui, à divers degrés, portent le nom de leze-majesté, qu'il renferme, en présente, sans nombre, qui en aggravent l'espèce énorme et qui n'avoient jamais été imaginés (*).

(*) Le plaissant de tout ceci est, que le Duc de Saint-Simon fut un des pairs qui assistèrent au parle-

ment dans la séance, où l'édit du roi, en faveur de la succession au trône des princes légitimés, fut enregistré : il y assista et il y consentit à l'enregistrement : voyez comme il parle dans le conseil de régence de cette opération,

RECHERCHES POLITIQUES

S U R

L E S C A R D I N A U X

N Ê S F R A N Ç O I S.

JE ne puis m'empêcher d'admirer ici la manière d'avoir des cardinaux en France, et de mettre des sujets en état, de faire compter avec eux, d'attenter tout ce que bon leur semble, et de narguer impunément les rois et les loix. Louis XIV avoit senti, au commencement de son règne, le poids insultant de cette pourpre, et jusques dans sa capitale, dans le cardinal de Retz, qui, malgré tout ce qu'il avoit commis, le força enfin à lui faire un pont d'or, et parvint à se faire recevoir avec toutes sortes de distinctions et d'avantages. Les dernières années du même règne furent marquées au même coin par le cardinal de Bouillon. Si nos rois ne souffroient point de cardinaux en France, et s'ils donnoient leur nomination à des Italiens, ils s'attacheroient les premières maisons et les principaux sujets de Rome par cette espérance; et ceux qu'ils nommeroient, étant dans leur pays, dans leur famille, et parmi leurs amis, au fait, de jour en jour, de ce qui se passe à Rome, y serviroient bien plus utilement qu'un cardinal françois, qui est long-tems à se met-

re au fait de cette matière, qui y est toujours considéré comme un passant. Le françois ne peut jamais acquérir d'ailleurs l'amitié, la confiance, ni la facilité de manège et d'industrie d'un naturel du pays.

Le cardinal italien nommé par la France, n'auroit point d'amis ni de famille en France qui le soutînt s'il venoit à mécontenter, et il feroit bien plus attentif à bien faire à Rome, qu'un françois qui ne parvient pas là sans de bons appuis, ou qui tout au plus s'en console en retournant chez lui parmi les siens, où, quoiqu'il ait fait, il nage dans les biens, dans les plus grands honneurs, et jouit de toutes les distinctions, de toute la considération, et de tous les ménagemens pour soi et pour les siens, qui en sont une suite nécessaire. On ne craint plus un italien qui, avec la confiance de la cour, qui l'a élevé, perd tout son relief à Rome, et tombe dans le mépris, et dont l'exemple apprend à son successeur à éviter une disgrâce qui remplit de dégoût tout le reste d'une vie. Pour les conclaves, les italiens se trouvent tout portés et tout instruits des intérêts, des brigues et des menées, et à portée de travailler contre nous, avant l'arrivée des étrangers, s'ils voient jour à faire leur coup; au lieu qu'il faut bien du temps à ceux qui arrivent pour se mettre au fait, dont ils ne peuvent être instruits que par les autres, qui les abusent bien souvent, et, le conclave fini, n'ont plus grande hâte que de

s'en retourner. Un italien au contraire qui a contribué à une exaltation, et qui n'a d'autre demeure que Rome, profite pour la couronne qu'il sert, de la bienveillance qu'il s'est acquise du pape et de sa famille, et tout susceptible qu'il est pour la sienne de toutes les petites graces de la prélation de Rome, utlié et instruit, comme il l'est, à fond dans cette cour, ses vues sont bien plus justes, plus animées et mieux secondées de son adresse et de ses amis pour procurer un pape qui convienne et dont l'amitié influant sur les siens devienne aussi utile à la couronne. Il se contente de quelques bonnes abbayes, il ne lui faut pas 4 à 500,000 livres de rente, comme à nos cardinaux qui se croient pauvres et maltraités à moins de 300,000 livres de rente, et comme tout est de proportion et que les cardinaux italiens ne sont pas riches, jusqu'à s'accommoder de 200 écus de pension. Il est en biens fort au-dessus de tous les autres, pour peu qu'il ait quelques bonnes abbayes considérables; et il a plus de crédit et de moyens que les nôtres, à les prendre réguliers à la décharge de notre clergé, et comme il n'a point de voyages à faire, il n'y en a point à lui payer comme à nos cardinaux; il n'a rien en France à demander pour les siens et sa fortune de ce côté-là se borne à lui-même; il est plus souple avec notre ambassadeur, parce qu'il est sans appui à la cour, que son service et leur concert n'est point sujet aux jalou-

sies, parce que bien loin d'espérer l'emporter sur lui comme nos cardinaux, c'est de son union avec lui que dépendent les succès dans les affaires, et de son témoignage, la satisfaction et la considération qu'il se propose de mériter. Par-là notre clergé devient indépendant de la cour de Rome, et il n'a plus de tentation de nourrir les espérances par sa mollesse et le sacrifice des droits de l'épiscopat, de ceux du roi et de la couronne et des libertés de notre église. Pour un chapeau qu'un de nos prélats attrape par ses souplesses et sa dépendance de Rome, un grand nombre d'autres suivent la même route par une espérance qui se diffère, qui les anime au lieu de les rebuter, et qui pourtant ne s'accomplit jamais. Cette ambition coupée par la racine rendroit la cour de Rome bien moins entreprenante, bien plus mesurée, préviendrait ses pratiques par le confesseur, par les ordres réguliers, dont elle dispose, et délivrerait des embarras d'avoir à lui résister. Elle n'auroit plus d'espérance en celle des ministres et des favoris pour leurs proches.

Le cardinalat qui est une grande illustration pour les gens nouveaux, est toujours un avantage pour les autres qui trouvent des avancemens et des préférences par la considération d'un cardinal, leur parent, qui les pousse et dont la riche bourse supplée à leurs besoins. C'est ce qui rend les gens en place si mesurés avec Rome, qu'ils sa-

vent irréconciliable pour les moindres oppositions qu'elle rencontre. Ceux-mêmes qui n'ont encore personne en maturité pour songer au cardinalat, n'en veulent pas devenir l'obstacle, et par ces ménagements Rome entreprend et réussit toujours, au lieu que, si aucun françois ne pouvoit parvenir à la pourpre, tous n'auroient plus les yeux tournés que vers le roi, parce qu'ils n'espéreroient rien que de lui, & que tout autre avancement, grandeur, richesse, leur seroit absolument interdits (*).

(*) La cour de France, frappée de ces vérités a agité dans ses conseils cette question après l'affaire de M. le cardinal de Rohan; mais elle n'a pris aucune détermination. *Note écrite en 1788. Depuis elle a créé Loménie Cardinal.*

OBSERVATIONS

SUR

LA CONSTITUTION

POLITIQUE

DU

ROYAUME D'ARRAGON

EN ESPAGNE.

Ouvrage composé par M. LE DUC DE SAINT-SIMON à Madrid, pendant son voyage pour le mariage du Roi Louis XV.

RIEN n'est plus différent que le gouvernement de la Castille et celui de l'Arragon et des royaumes et provinces annexées à chacune de ces couronnes.

Les *Cortès* ou *états généraux* de la Castille, ne s'y assemblent plus par ordre des rois que pour quêter les serments que le roi veut recevoir, ou qu'il veut faire prêter au successeur de sa couronne. Il ne s'y agit de rien de plus depuis des siècles. La cérémonie et la durée des *Cortès* ne tient pas plus d'une matinée. Pour le reste il y a un tribunal qui s'appelle *le conseil de Castille*, dont la juridiction supérieure s'étend sur toutes les provinces soumises à cette couronne, qui

n'ont chez elles que des tribunaux subalternes qui y ressortissent, avec une dépendance bien plus soumise que n'en ont les nôtres à nos parlements. Ce conseil de Castille est tout à la fois, ce que nous connoissons ici sous le nom de *Parlement* et de conseil des parties, et le chef de ce tribunal qui n'a point de collègue, comme les présidents à mortier à l'égard des premiers présidents ici, est tout à la fois, ce que nous connoissons ici sous le nom de chancelier et de premier président. C'est lui qui, avec ce conseil juge en dernier ressort tout ce qui dépend de la couronne de Castille, et qui de plus est le supérieur immédiat, en de certaines choses avec le conseil, seul en plusieurs autres, de tous les membres, non-seulement de tous les tribunaux inférieurs de la Castille, outre qu'il l'est avec le conseil de ces tribunaux en corps, mais il l'est de tous les régidors et de tous les corrégidors qui ont tout à la fois les fonctions des intendants des provinces, des lieutenants civil et criminel et de police et de prévôt des marchands, comme nous parlons ici. Mais toute cette puissance et toute cette autorité dispareît chaque semaine devant celle du roi. Toutes les semaines le conseil de Castille en corps vient chez le roi, son chef à la tête, dans une pièce de son palais, destinée à cet usage, au jour et à l'heure marquée. Le roi s'y rend peu après, et y entre seul. Il y est reçu à genoux de tout le corps, qu'il fait asseoir sur des bancs

nuds et couvrir, après qu'il s'est lui-même couvert et assis dans un fauteuil sous un dais. En retour à droite, sur le bout du banc le plus près de lui, est le chef de ce corps ayant à son côté, celui des commissaires choisis pour faire ce jour le rapport de ce que le conseil a jugé depuis la dernière fois qu'ils sont venus chez le roi. Il a les sentences à ses pieds dans un sac, et il en explique sommairement le fait, les raisons des parties et celles qui ont déterminé le jugement. Le roi qui les approuve ordinairement signe la sentence qui ne devient arrêt qu'en ce moment, sinon il ordonne au conseil de la revoir et de lui en rendre compte une autre fois; ou bien il renvoie l'affaire à des commissaires qu'il choisit, ou à un autre conseil tel que celui des finances, des Indes ou autres pareils; quelques fois il casse la sentence, il rend de son seul avis un arrêt tout contraire, qui s'écrit là sur le champ, et qu'il signe. Il n'entre point dans tout ce qui est procédure ou interlocutoire, à moins qu'il n'ait reçu des plaintes et qu'il veuille en être informé, mais seulement dans les décisions. Ainsi il est vrai de dire que ce conseil de Castille si suprême n'a que voix consultative, et de soi ne rend que des sentences; et que c'est le roi seul qui juge et décide tous les procès et les questions. Après cette séance, qui ne va guère à deux heures, le roi se leve, tous se mettent à genoux, et il sort de la pièce où il les laisse.

En Arragon c'est tout le contraire, les loix qui y sont en vigueur ne peuvent recevoir d'atteinte; le roi ne peut toucher à aucun privilège public ni particulier, les états généraux y sont les maîtres des impositions dans toutes leurs parties, qui refusent presque toujours ce qu'on y voudroit ou innover ou augmenter, et ils ont la même délicatesse sur tout ce qui est édits et ordonnances qui ne peuvent être exécutés non-seulement sans leur consentement, mais sans leur ordre. Le tribunal suprême réside à Sarragosse qui est pour l'Arragon et tout ce qui en dépend, comme est le conseil de Castille dans ce royaume et ses dépendances. Le chef de ce tribunal, qui comme en Castille est un Grand, et peut être aussi un homme de robe avec moins de consistance, alors est tout un autre personnage que le président ou le gouverneur du conseil de Castille. Il se nomme non le justicier, mais LE JUSTICE, comme étant lui-même la souveraine justice. Il ne peut être ni déposé ni suspendu, ni ecorné en quoi que ce soit. Il préside également au tribunal suprême et aux états quand ils sont assemblés, et qui quelquefois s'assemblent, ou par lui ou d'eux-mêmes sans que le roi puisse l'empêcher (*). C'est dans ces états assemblés que le nouveau roi prête le serment entre

(*) Le JUSTICE est encore ce qu'étoient nos anciens maires du palais, qui étoient des hommes publics nommés par la nation.

les mains du Justice qui lui dit, étant assis et couvert, cette formule mot à mot et lentement tout haut, en sorte que toute l'assemblée l'entende. NOUS QUI VALONS AUTANT QUE TOI, NOUS T'ACCEPTONS POUR NOTRE ROI, A CONDITION DU MAINTIEN DE TOUS NOS DROITS, LOIS ET PRÉROGATIVES, SINON, NON. Voilà, sans contredit, un étrange compliment à recevoir pour une tête couronnée; et en Arragon, ils ont toujours tenu parole tant qu'ils ont pu, et ils ont pu presque toujours. Ce JUSTICE en absence des états les représente et fait seul, en partie avec le conseil, ce que feroient les états s'ils étoient assemblés, auxquels il en doit compte et leur est soumis en tout. Il a, comme les états, une grande jalousie d'empêcher que le roi n'étende son autorité au préjudice de la leur en quoi que ce soit, et de part et d'autre, en petit, ils ressemblent fort, quoique dans une autre forme, au roi et au parlement d'Angleterre. C'est aussi ce qui a si souvent armé l'Arragon, la Catalogne etc. contre les princes; et c'est ce que le roi d'Espagne prit cette année son temps d'abolir. Il éteignit la dignité et toutes les fonctions de ce si facheux *Justice*. Il abolit les états, il supprima tous les droits et prérogatives, il cassa toutes les loix, il changea le tribunal suprême, il asservit l'Arragon et toutes les provinces qui en dépendent, il les mit en tout et partout sur le pied de la Castille. Il y étendit les loix de ce royaume, et

il abrogea tout ce qui pouvoit y être contraire. Ce fut un grand et utile coup frappé bien à propos pour le roi : mais qui mit toutes ces provinces au désespoir et en fureur. Le bonheur de l'issue des armes a soutenu ce qu'elles avoient tant aidé à établir. L'Arragon, la Catalogne et toutes les provinces dépendantes de cette couronne ont fait l'impossible pour alléger au moins ce joug. Philippe V est demeuré inébranlable, et les choses y sont demeurées jusques à présent dans la forme, où il les mit dans ce temps-là.

(*) Ainsi le premier usage que fit le monarque de l'autorité et d'un sceptre que les Espagnols lui avoient mis entre les mains au prix de leur sang, fut de les dépouiller des droits attachés à leur qualité de citoyens. Et la première démarche d'un prince françois arrivé au trône d'Espagne fut une action d'ingratitude et d'injustice.... le temps a sans doute adouci l'aigreur et le mécontentement qui en résultèrent ; mais c'est à cette injustice et à cette ingratitude, que la maison régnante en Espagne doit la haine d'un parti contre elle, qui n'est pas encore tout-à-fait apaisée, et qui a donné tant d'alarmes.

ORIGINE
ET
PROGRÈS
DE LA DIGNITÉ
DES
GRANDS D'ESPAGNE.

AVANT que les deux principales couronnes d'Espagne se réunissent, la Castille et l'Arragon qui avoient uni en elles les autres, les grands seigneurs de chacune, les plus puissans, qui relevoient immédiatement du roi, s'appeloient *ricos-hombres* (*puissans hommes*). Ils étoient les premiers sujets et les grands vassaux : ils se couvroient devant leurs rois, s'y asseyoient et leur postérité en héritant des fiefs héritoit des honneurs. Philippe I, dit *le beau*, fils de Maximilien I et mari de la fille ainée des rois castillians Ferdinand et Isabelle, affoiblit les droits et le nombre de ces *ricos hombres*, qui s'étoient tant multipliés.

Tel fut le premier pas qui limita le pouvoir de ces grands seigneurs. Après la mort d'Isabelle, et le brillant voyage de Philippe *le beau* pour prendre possession de la Couronne de Castille, qui lui étoit dévolue du chef d'Isabelle, Ferdinand ne pouvant sup-

porter sa propre éclipse y mit bientôt fin. Il fut accusé d'avoir empoisonné son gendre, après la mort duquel Ferdinand reprit les rênes du Gouvernement de la Castille avec le titre de régent.

Après sa mort le célèbre Ximenès gouverna les Espagnes réunies sur la tête de Charles fils aîné de Philippe I et de Jeanne son épouse à qui la douleur de sa perte fit tourner l'esprit.

Charles devenu si célèbre sous le nom de Charles-quin, ayant quitté l'Espagne qu'il remit à des lieutenants pour la gouverner absent, repassé en Allemagne pour prendre la couronne impériale qu'il emporta sur François I lors de la mort de Maximilien I son ayeul paternel, les *ricos humbrès* qui avoient suivi Charles-quin prétendirent se couvrir à son couronnement impérial. Les principaux princes d'Allemagne firent des difficultés et Charles V déjà habile sut en profiter contre des gens éloignés de leur patrie, foibles, désunis, et qui dans le comble de grandeur, où étoit parvenu leur jeune monarque, se crurent hors d'état de lui résister. Ici la facilité, que les *ricos humbrès* avoient eu pour Philippe le beau, fraya le chemin de leur destruction à son fils qui dès-lors en effaça et les droits et le nom même : il mit à la place celui de *Grands*, nom pompeux dont Charles V voulut éblouir les Espagnols en voulant abattre en

sons et se mettent dans l'écu en bordure ou en écartelure. Les chevaliers de la Toison, ou du Saint-Esprit en portent le collier autour de leurs armes : depuis la fraternité d'honneur de ducs et grands, plusieurs même de ceux qui ne sont point sortis d'Espagne, ont pris le manteau ducal ; mais presque aucun Espagnol naturel : ils n'ont aucune marque de leur dignité dans leurs maisons, si ce n'est un dais de velours, dans la queue duquel ils font souvent broder leurs armes : ils n'ont point de balustres, non plus que le roi ni la reine, par ce qu'on n'est point dans l'usage d'avoir des lits de parade.

Les Grands ne sont point dans l'usage de se démettre de leur dignité comme les ducs en France ; mais le successeur direct d'une grandesse et sa femme, ont des honneurs et un rang, en attendant qu'elle leur soit échue par la mort de celui à qui ils ont droit de succéder.

La couverture d'un grand est majestueuse et semblable à la première audience solennelle d'un ambassadeur. C'est d'elle que dépend tellement le rang et les prérogatives de la grandesse, que les grands de succession de père au fils ne peuvent jouir des distinctions attachées à cette dignité, qu'ils n'aient fait leur couverture : le roi qui l'accorde à la vérité presque toujours, la même semaine que cette couverture lui est demandée, peut la retarder ou la refuser, en voici un exemple.

Droit public de la France. M

Philippe V ayant défendu à sa cour de paroître habillé autrement qu'à la françoise, le fils du duc de Medina-Sidonia attaché aux coutumes d'Espagne que les ordres du roi ne purent vaincre, s'abstint de paroître à la cour, et à la mort de son père n'ayant voulu se résoudre à se présenter devant le roi vêtu à la françoise, il mourut sans avoir joui des prérogatives de la grandesse.

Le roi a le pouvoir d'ôter à un grand et à sa postérité la grandesse, sans crime d'état ni autre; les histoires sont pleines des orages qui agiterent la régence de la mère de Charles II pendant sa minorité et de ses démêlés avec Don Juan d'Autriche, bâtard du roi son mari et d'une comédienne, qui soutenu d'un puissant parti la força de se défaire du jésuite Nitard qui sous le titre de son confesseur régissoit l'état, et qui par un nouveau prodige, de proscrit et chassé de Rome, y fut ambassadeur extraordinaire d'Espagne et en fit les fonctions en habit de jésuite, jusqu'à ce qu'il le changea en celui de cardinal. A sa faveur en Espagne succéda Vasconcellos, fameux par son élévation et sa chute, plus fameux par sa modération dans sa fortune et par son courage dans sa disgrâce, qui le fit plaindre même par ses ennemis. Don Juan qui vouloit être le maître et ne pouvoit souffrir des ministres ni des confidens auprès de la reine, s'irrita contre lui et, comme il avoit fait contre le confesseur, il en vint aussi à bout.

Vasconcellos qui venoit d'être fait Grand en fut, sans envie, dépouillé et relégué aux Philippines, sans qu'il ait été question de grandesse pour sa postérité, qui existe encore obscurément dans sa province.

Des patentes et de l'établissement successif de ces prétentions sont nés des tributs à raison de la dignité. Ils sont trois. 1°. Le *medi-annate*, qui au moins va à plus de 40000 liv. pour le roi seul, sans les autres sortes de salaires et d'autres droits, se paye au roi à chaque érection de Grandesse. 2°. *L'annate*, droit annuel moindre; 3°. *La mutation*, autre droit moins fort que le premier, plus fort que le dernier, se paye toujours sans remise et on l'a vu même payé par contrainte, saisie et suspension de rang.

Nulle cérémonie, nul acte public, fête, que le roi donne au palais ou ailleurs, où il n'y ait quelque Grand d'invité, et s'il y a des dames, leurs femmes et filles le sont également : aux chapelles ils ont un banc couvert de tapis et y sont salués; ils sont couverts aux audiences publiques et toutes les fois que le roi l'est, sans qu'il le leur dise : ils sont traités de cousins quand le roi leur écrit, et leurs enfans de parens et leurs femmes aussi : les souverains n'ont en Espagne nuls avantages sur eux, leurs cochers les mènent quelquefois tête nue et toujours le porteur de chaise du devant : chez les Electeurs et les autres souverains, s Grands sont traités d'égaux, comme les

souverains d'Italie chez le pape et dans Rome même, comme le prince de Soglio.

Mais ils n'ont ni voix ni séance dans aucun tribunal, ni part aux loix, au gouvernement de l'état : ils ont séance au-dessus de tous les députés aux Cortès ou états généraux, lesquels ne font que prêter hommage et n'ont pas les prétentions de ceux de France; un seul pour tous est quelquefois nommé dans les testamens des rois pour être du conseil de régence. Très-peu ont eu part au testament de Charles II, tous furent appelés à son ouverture et tous sans opiner et pour s'y soumettre, cas unique en singularité et nécessité qui ne leur ajoute aucun droit; ils prennent des emplois municipaux fort au-dessous d'eux qui ne les mènent à rien, et se succèdent en quenouille d'où vient la confusion de noms et d'armes si commune parmi eux.

A l'égard des bâtards, l'Espagne se ressent encore d'avoir été sous les Maures et du mélange qu'elle eut avec eux jusques aux rois catholiques : il est très-vrai que la nation ne sent pas assez la différence d'une naissance légitime d'avec une naturelle provenue de deux personnes libres : ces sortes de bâtards héritent sans difficulté comme les légitimes, et sont Grands par succession, s'il ne survient un enfant légitime par le mariage du père. Il est sorti de cet état des maisons puissantes très-difficiles à démêler d'avec les légitimes.

REMARQUES
SUR LA
DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE
EN ESPAGNE,
ET SUR
L'AUTORITÉ DE L'INQUISITION.

UN jour l'archevêque de Toledo me prit à part et me dit : hélas, Monsieur, que vos évêques se gardent bien de faire comme nous. Peu-à-peu Rome nous a subjugués et même anéantis au point que nous ne sommes plus rien dans nos diocèses. De simples prêtres inquisiteurs nous font la leçon ; ils se sont emparés de la doctrine et de l'autorité : un valet nous apprend tous les jours qu'il y a une ordonnance de doctrine affichée à la porte de nos cathédrales, sans que nous en ayons la moindre connoissance. Il faut obéir sans repliquer. Ce qui regarde la correction des mœurs, est encore de l'inquisition ; pour les matières de l'officialité, il ne tient qu'à ceux qui y ont affaire de laisser les officialités, et d'aller au tribunal du Nonce, ou, s'ils ne sont pas contens des officialités, d'appeler de leurs jugemens à celui du Nonce. En sorte qu'il ne nous reste que l'ordination et la confirmation sans aucune sorte d'auto-

rité et que nous ne sommes plus évêques diocésains. Le pape est le diocésain immédiat de tous nos diocèses, et nous n'en sommes que les vicaires sacrés et mitrés, uniquement pour faire des prêtres et des fonctions manuelles, sans oser nous mêler que d'être aveuglément soumis à l'inquisition, à la nonciature, à tout ce qui nous vient de Rome : et s'il arrivoit à un évêque de leur déplaire en la moindre chose, le châtiment suit immédiatement, sans qu'aucune excuse puisse être reçue, parce qu'il faut une soumission muette et de bête. La prison, l'envoi liés et garrotés à l'inquisition, souvent à Rome, sont des exemples devenus rares, parce qu'ils ont été trop fréquens et qu'on n'ose plus s'exposer à la moindre chose, quoiqu'il y en ait eu encore de récents de cette dernière sorte.

Voyez donc, Monsieur, quelle force peut donner à la constitution, l'acceptation des évêques des pays réduits dans cette soumission d'esclaves tels que nous sommes en Italie, Portugal, Espagne, à plus forte raison les universités, docteurs, et corps séculiers, réguliers et monastiques ; mais je vous dirai bien pis ; croyez-vous que pas un de nous eût accepté la bulle, si le pape ne nous l'eût pas fait commander par son nonce ? L'acceptation eût été un crime, qui eût été très-sévèrement châtié. C'eût été entreprendre sur autorité infail-
lible du pape dans l'église, parce qu'o-

ser accepter ce qu'il décide, c'est juger qu'il décide bien. Or qui sommes-nous pour joindre notre jugement à celui du pape ? Ce seroit un attentat ; dès qu'il parle, nous n'avons que le silence en partage, l'obéissance et la soumission muette et aveugle, baisser la tête, sans voir, sans lire, sans nous informer de rien, en pure adoration. Ainsi, même bien loin d'oser contredire, proposer, demander explication, il nous est interdit d'approuver, louer, accepter, en un mot toute action, mouvement, toute marque de sentiment et de vie. Voilà, Monsieur, la valeur des acceptations de toutes les Espagnes, Portugal, Italie, dont j'apprends qu'on fait tant de bruit en France, et qu'on y donne comme un jugement libre de toutes les églises et écoles. Ce ne sont que des esclaves, à qui leur maître a ouvert la bouche, par grace spéciale, pour cette fois qu'il leur a prescrit les paroles qu'ils devoient prononcer et qui, sans s'en écarter d'un iota, les ont servilement et littéralement prononcées. Voilà ce que c'est que le prétendu jugement qu'on fait tant sonner en France, que nous avons tous unanimement rendu, parce qu'on nous a prescrit à tous la même chose.

L'archevêque s'attendrit sur un malheur aussi funeste à l'église, et me demanda un secret, tel qu'on peut s'imaginer, que je lui ai fidèlement gardé tant qu'il a vécu,

mais que je me suis cru aussi obligé de révéler dès qu'il est mort (*).

(*) Voilà les effets de l'inquisition; dans le sacré elle avilit l'esprit humain, et abrutit la religion même, s'il est permis de se servir de cette expression: Dans le politique, l'inquisition est aussi puissante, elle sait avilir les citoyens, elle les convertit en esclaves et en machines.

F I N.

TABLE GÉNÉRALE

par ordre alphabétique, des anecdotes les plus intéressantes et des faits les plus remarquables et les plus curieux qui se trouvent contenus dans la collection complète des Oeuvres de Mr. le duc de Saint-Simon.

Les *Tomes* sont marqués par des chiffres romains.
Les *Pages* par des chiffres arabes.

A.

Agioteurs, projet d'imposition imaginé par Law sur ces vampires de l'état. Tom. XII. page 169.

AGUESSEAU. (*le chancelier d'*) Ses lumières, ses talens et ses vertus. IX. 2. Il fut toujours partisan des parlemens sans être ennemi de la cour. *idem* 4. Mot de la vieille duchesse d'Estrées sur ce chef de la magistrature. *id.* 8. Réponse qu'il fit au duc de Grammont qui le pressoit de s'occu-

Tom. XIII.

N

per d'un réglemeut propre à réprimer le brigandage des gens de justice. *id.* 9. Le régent le soupçonne d'être à la tête d'un parti contre lui et l'exile. *id.* 153.

ALBERGOTTI. Ses talens pour la guerre, ses grands défauts, et combien il étoit silencieux. IX. 10.

ALBERONI. (*Abbé, depuis cardinal*), 1^{er}. ministre à la cour d'Espagne sous Philippe V. petit-fils de Louis XIV : Désastres de la cour d'Espagne occasionnés par la confiance du roi et de la reine dans ce prélat. VII. 59. Il reçoit des coups de canne du marquis de Villena. *id.* 161. Sa politique erronée et sa disgrâce. *id.* 163. On le force à rendre le testament de Charles II et quelques autres papiers importants qu'il emportoit dans sa fuite. *id.* 168.

NB. Voyez les art. de *Mad. des Ursins* et de la *princesse de Parme, seconde reine d'Espagne*.

Alliance. (quadruple) : Son développement, intrigues et négociations des ministres pour y parvenir. VIII. 163.

ANGEAU. (d') : Il s'ancre à la cour par le jeu. IX. 11. Il y acquiert une espece de

considération. *id.* 12. Mot de Madame de Montespan sur ce parvenu. *id.* 14.

Angleterre (le Roi d') Guillaume III prince d'Orange, successeur de Jacques II réfugié en France: Il se met en tête de disposer de la succession d'Espagne du vivant même du Roi, et obstacles qu'il trouve dans l'exécution de ce projet. III. 101.

NB. Voyez les art. Orange et Guerres de Flandres.

ANJOU. (le duc d') petit fils de Louis XIV devenu Roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V: Philippe IV Roi d'Espagne le désigne dans son testament pour son successeur au trône, III. 118. Il est salué à Versailles comme nouveau Roi d'Espagne. *id.* 131. Il quitte la cour de ses pères pour se rendre à la sienne *id.* 132.

NB. Voyez l'historique de son élévation au trône, aux deux art. sur l'Espagne. Voyez aussi comment il faillit perdre ses états et sa couronne, à l'art. Barcelone.

Une grande conspiration se forme en Italie contre sa personne et il est sur le point d'en être la victime *id.* 141. Son amour pour

la reine l'aiguillonne et le fait revenir d'Italie. *id.* 146.

ARGENSON. (d') *lieutenant de police de Paris*: La trempe de son esprit. IX. 15. Heureuse définition de sa figure *id.* 15. Il eut les talens et les qualités de sa place *id.* 16. Divers traits et remarques pendant son ministère. *id.* 155.

ARPAJON. (*la duchesse d'*): Un procès l'amène à Paris du fond de l'Auvergne et une reminiscence de l'ancienne intimité de Madame de Maintenon avec M. de Beuvron, son frère, lui vaut un rang distingué auprès de Madame la Dauphine. IX. 19.

Arragon. Apperçu de ce qu'étoit l'ancienne constitution politique de ce royaume et ce qu'elle est devenue sous Philippe V. XIII. 171.

Assemblées de la nation: où se tinrent les premières, ce qui s'y traita? et quels furent ceux qui y assistèrent. XIII. 9.

NB. Voyez Nation et Champ de mars.

ASTURIES. (*la princesse des*) Mlle. d'Orléans fille du régent. Quelques détails sur sa conduite à l'occasion des fêtes qui suivirent

son mariage avec le fils du Roi d'Espagne.
X. 33.

ASTURIÉS. (*le prince des*) Son mariage avec
Mademoiselle d'Orléans et ses particularités.
X. 27.

AUBIGNÉ. (d') évêque, comte de Noyon: des
petits moyens et un nom usurpé en font un
prélat. IX. 25.

AUBIGNÉ. (d') frère de Madame de Mainte-
non: Son personnel, plaisanteries qu'il fai-
soit sur le bâton de maréchal de France, et
celles, qu'il se permettoit quelque fois pub-
liquement sur la personne du Roi. IX. 22.

AUMONT. (*le duc d'*): Sa mince réputation
à la guerre et dans ses ambassades, soup-
çons auxquels donna lieu l'incendie de son
hôtel à Londres et coup d'œil sur son goût,
son luxe et ses dépenses. IX. 27.

B.

BALBIEN. (la) dite NANON, ancienne gouver-
nante de Madame de Maintenon: Le parti
qu'elle savoit tirer de sa place Tom. II. 115.

Bals et mascarades de la cour et quel-

ques scènes plaisantes qui s'y passèrent. II. 101.

BARBEZIEUX, ministre d'état, second fils de *Louvois*: Ses talens comme ministre, ses défauts comme homme privé, sa mort et ses causes. IX. 29. Il est préféré à M. de Courtanvaux son aîné et nommé secrétaire d'état pour succéder à son pere. I. 56.

Barcelone. (siège de) extrémités auxquelles le Roi d'Espagne se voit réduit par le mauvais succès de ce siège et comment il recouvre ses états au moment où ils alloient lui échapper. IV. 50.

NB. Voyez les art. sur les guerres d'Italie et Vendôme.

Batailles. Celle de Nerwinde, sa relation et son succès. III. 5. Celle du Ter en Catalogne et son succès. *id.* 17. Celle de Friedlingue et la victoire qui la suivit. IV. 22. Bataille et victoire de Hochstett. *id.* 34. Combat naval remporté à Malaga sur les Anglois. *id.* 41. Bataille de Ramillies et ses funestes effets. *id.* 58. Celle de Turin et sa déroute. *id.* 134. Celle d'Almanza et la gloire qu'en

reçut le duc de Berwick général françois.
id. 165.

NB. Voyez le détail de plusieurs autres actions et combats particuliers, aux mots, Guerre, d'Italie, d'Espagne, et de Flandres.

Baviere. (le jeune électeur de) Philippes IV Roi d'Espagne qui n'avoit point d'enfans, fait son testament en sa faveur. IX. 34. Il meurt avant d'en avoir recueilli l'effet, soupçons sur les auteurs et la cause de cette mort. *id.* 35.

BELLE - ISLE. (le maréchal de) et son frere. Leur caractère, leur union, leur persévérance, l'élévation du maréchal, leur fortune commune et le noble usage qu'ils en surent faire. IX. 35.

BERGHEYCK. Sa capacité et sa droiture lui méritèrent l'estime de la cour qu'il sut toujours conserver. IX. 41.

BERINGHEM. (M. de) premier écuyer. Il sut s'élever d'une origine obscure à une des plus grandes charges de la cour. IX. 42.

BERRI. (M. le duc de) petit fils du Roi: Caractère de ce prince. VI. 160.

BERRI. (*Mad. la duchesse de*) : Son portrait et son caractère. VII. 4. Ses galanteries, et ses amours avec un page du Roi. *id.* 7. Sa passion effrénée pour Riom petit neveu de M. de Lauzun. *id.* 8. Contraste de son orgueil et de son avilissement. *id.* 10. Ses retraites fréquentes au couvent des Carmélites, en même temps qu'elle affichoit la vie la plus licencieuse dans le monde. *id.* 11. Continuation de ses amours avec Riom dont elle devint grosse. *id.* 13. Précautions prises pour cacher cette grossesse et indisposition sérieuse de la duchesse. *id.* 14. Le curé de saint Sulpice refuse à cette occasion de lui administrer les sacrements et scènes aux quelles ce refus donna lieu. *id.* 15. Orgueil de la duchesse et à quelle occasion il se manifeste. *id.* 19. On la croit sur la fin mariée à Riom, raisons que l'on en donne et ce qui porte la duchesse à faire ce mariage. *id.* 171.

BIE (*le sieur de*) *président de Hollande auprès du Czar*; représentations de ce prince aux provinces unies, au sujet des menées de cet envoyé à sa cour. XI. 135.

BONNEVAL. (*mémoires du comte de*): Conduite du duc de Savoye pour faire ôter au duc de Vendôme le commandement des troupes d'Italie. IX. 160. à qui ce commandement est donné. *id.* 165. Conquête du Biélois en Piémont par M. de Bonneval et causes de sa disgrâce à la cour de France. *id.* 169 et 171. Il passe au service d'Autriche et ce qu'il y éprouve. *id.* 175.

BORGIA. (*le cardinal de*): Son ignorance et où elle se manifeste. VIII. 28.

BOUFFLERS. (*le maréchal de*): Un grand assemblage de vertus joint à beaucoup de courage, le font regarder dans les armées comme un des plus grands hommes de guerre du siècle. IX. 45. Il sut se faire aimer des troupes jusqu'à l'adoration, égaler tous les généraux et en surpasser plusieurs en grandeur d'ame et en magnificence. *id.* 47. Il commande le camp de Compiègne et y jouit de l'incomparable honneur d'y recevoir et d'y traiter deux monarques à la fois. II. 96. Sa belle défense au siège de Lille et satisfaction que le Roi lui en témoigne. IV. 196. Sortie qu'il fit contre M. de Cha-

millart qu'il n'aimoit pas. V. 31. Eloge de la modestie de ce maréchal par M. de Villars. IX. 184.

BOURGOGNE. (*M. le duc de*) devenu *Dauphin*: Vives remontrances que lui fait M. de Gamaches. III. 75. Honneur qu'il s'acquiert à la prise de Brisach. IV. 34. Le Roi le prend en grande affection et ordonne à ses ministres de travailler avec lui. V. 152.

NB. Voyez l'art. Dauphin.

BOURGOGNE. (*Madame la duchesse de*): Elle est soupçonnée de n'avoir pas toujours été rebelle à l'amour. III. 76.

NB. Voyez l'art. Dauphine.

Bretagne. (*conspiration de*) Ses auteurs et leur supplice. XI. 202.

NB. Voyez Conspiration.

BRETEUIL. (*le Baron de*): Quels services il rendit au cardinal Dubois et la récompense qu'il en reçut. XII. 175. Il veut faire le capable et comment il en est puni. *id.* 174.

BRINVILLIERS. (*la*): Lettre de Louis XIV. à Colbert sur cette fameuse empoisonneuse. IX. 187.

BRISSAC. (*le duc de*) *beaufrere du duc de St. Simon auteur de ces mémoires*: Sa conduite illustra peu son nom et le mena à l'état de pauvreté dans le quel il mourut. IX. 48. Difficultés qu'éprouva M. de Cossé son cousin germain pour succéder à sa dignité de duc *id.* 49.

BRISSAC. (M. de) *major des gardes du corps du Roi*: Le Roi s'en remet à lui pour la discipline de ses gardes. IX. 56. Dure vérité que lui dit M. de Duras en présence du Roi. *id.* 57. Tour qu'il joue aux femmes de la cour dans la chapelle de Versailles. *id.* 58.

Bulle. NB. Voyez l'historique de cette bulle aux art. Jansénistes, Molinistes, Unigenitus et St. Simon.

C.

Camp: Celui de Compiègne, sa magnificence, les honneurs que le maréchal de Boufflers y reçut. Les fêtes que le Roi y donna aux dames qui l'y suivirent, et les égards particuliers qu'il y eut pour Madame de Maintenon. II. 96.

CANILLAC. (M. de) *colonel de Rouergue*: Usage qu'il sut faire de son esprit. IX. 59.

CAPET. (*Hugues*) *chef de la maison de Bourbon*: Il est porté sur le trône de France par les grands vassaux du royaume et comment il les en récompense. XIII. 13.

Capitation. (la) : Etablissement de cet impôt. VI. 145.

Cardinaux. Raisonnement tendant à prouver l'inutilité et les inconvéniens de ces sortes de prélats en France. XIII. 164.

Castille. Apperçu sur la constitution politique de ce royaume. XIII. 168.

CATINAT. (*le maréchal de*) : Après une longue suite de prospérités, il ne trouve de douceurs que dans la retraite. IX. 62. Il y oublie ses succès pour gémir sur les désordres du gouvernement, DONT IL TIRE L'HOROSCOPE D'UNE GRANDE RÉVOLUTION. *id.* 63.

CAVOIS. Il s'acquiète à la cour, le surnom de brave. IX. 66. Une femme s'y prend de belle passion pour lui et cadeau que lui fait le Roi pour le déterminer à l'épouser. *id.* 66.

CELLAMARE, *Ambassadeur d'Espagne en France* : Il trame une conspiration contre le régent, sa découverte et anecdote à ce sujet. VII. 101.

Cevennes. (les protestans des) : Lettre de M. de Villars sur Cavalier leur chef. IX. 188.

NB. Voyez Protestans et Edit de Nantes.

CHAISE. (*le pere la*) *Jésuite, confesseur du Roi* : Son esprit et sa droiture. IX. 69. Son sentiment sur le nouveau testament du pere Quesnel, sa mort, la sensation qu'elle fit et singulier aveu de Louis XIV à cette occasion. *id.* 70. Le Mar. de Villars recommande sa sœur à sa protection. XI. 197.

CHAMILLART, *conseiller au parlement devenu ministre* : Son adresse au jeu de billard l'introduit à la cour. IX. 73. Sa modestie l'y fait goûter. *id.* 74. Les grandes places qu'il eut dans le ministère. *id.* 75. Deux beaux traits de sa vie. *id.* 79. et 81. Belle apostille que le Roi met à une de ses lettres. *id.* 83. Sa sortie du ministère et son remplacement. V. 33.

CHAMILLY. Sa belle défense dans Grave et ce qu'elle couta au prince d'Orange. II

pas vouloir lui vendre une chaumière qui masquoit la vue de son château. *id.* 95.

CHAROST. (*le duc de*): Histoire de sa promotion à la pairie. IX. 97.

NB. Voyez les art. Paris et Pairie.

CHATEAURENAUD: Il gagna plusieurs batailles navales et sortit victorieux de plusieurs entreprises difficiles. XI. 7.

CHANCEL. Voyez La Grange.

CHATELET. (*la marquise du*): Elle dut sa place de dame du palais à ses qualités personnelles et à la considération dont avoit joui le maréchal de Bellefonds son pere. IX. 107.

Chaud-eau. Boisson provoquante dont Philippe V faisoit un usage journalier. VII. 140.

CHAVIGNY. (*les freres*): Ils obtiennent à la faveur d'un nom emprunté, des places et de l'emploi à la cour. IX. 109. Leur supercherie est découverte, et on les force d'abandonner la cour et leurs emplois. *id.* 110. Ils intriguent et se reproduisent de nouveau. *id.* 111.

CHEVERNY, *ministre de France à la cour de Vienne*: Ce qui lui arriva à la première audience qu'il eut de l'Empereur Léopold. IX. 115.

Chocolat. Celui des Jésuites. X. 101.

CHOIN. (*Mademoiselle*): Son portrait, son caractère et où elle connut MONSIEUR fils unique de Louis XIV. III. 46. Elle donne les mains au projet que forment plusieurs seigneurs de la cour de ce prince de s'emparer de son esprit et comment le Roi en est instruit. *id.* 47. NB. Voyez l'art. *grand Dauphin*. Problème de la condition de cette demoiselle auprès du prince. V. 80. Son grand désintéressement et son sincère attachement à la personne de cet héritier du trône. *id.* 93.

CITEAUX. (*l'abbé de*): Il l'emporte sur M. l'évêque d'Autun qui lui contestoit un droit honorifique aux états de Bourgogne. IX. 116.

COISLIN. (*le cardinal de*) Sa modeste réponse, lorsque le Roi le félicita sur le chapeau qu'il venoit de recevoir de la cour de Rome et pureté de ses mœurs. IX. 118. Il

sut

sut protéger les huguenots sans offenser la foi. *id.* 119. Il sauve l'honneur à un gentil-homme de son diocèse. *id.* 120.

COLBERT, (*le ministre*) : Etat florissant de la France sous son ministère. I. 8. Quelques fragmens de sa correspondance avec le cardinal Mazarin. I. 168. Plusieurs de ses lettres au même cardinal. IX. 191. Instructions à son fils sur la manière de bien s'acquitter de la place de ministre de la marine. *id.* 203.

NB. Voyez l'art. Correspondance.

Comparaison. (plaisante), que Madame de Sabran hazarde devant le régent, dont elle étoit la maîtresse. IX. 70.

Conspirations. Celle de Bretagne, ses auteurs et leur supplice. XI. 202. Une autre en Franche-comté, à la tête de laquelle étoit le prince de Vaudemont. IV. 156. Une autre, découverte dans le Luxembourg et arrêtée aussitôt. *id.* 178. Celle de Cellamare ambassadeur d'Espagne en France contre le régent. VII. 100. L'Abbé Dubois se transporte chez cet ambassadeur et tout ce qui s'y passa de particulier. *id.* 102.

NB. Voyez Cellamare.

Tom. XIII.

O

Conseil. Celui tenu entre le régent, le duc de Saint-Simon et l'abbé Dubois pour aviser aux moyens de se défaire du maréchal de Villeroi, gouverneur du jeune Roi Louis XV. VIII. 57. Le piège qu'ils lui tendent. *id.* 69. Il s'y laisse prendre. *id.* 72.

CONTI. (*Madame la princesse de*) *fille nat. de Louis XIV*: Son amour pour M. de Clermont, III. 45. Le Roi en est informé et lui en fait de sanglans reproches. *id.* 49.

Cordelier. (*inconnu*): Exclamation qu'il fit lorsqu'il se vit arrêté. IX. 121. Soupçons aux quels donna lieu sa détention dans plusieurs prisons de France et d'Espagne. *id.* 123.

Correspondance. (*fragment de*): entre Colbert et Louis XIV sur une demande d'argent faite aux états de Bretagne, sur la prise de possession de la ville d'Avignon et du Comtat Venaissin, sur quelques détails mystérieux et affaires d'administration. I. et II. 123. et 193.

Crémone. (*journée de*): Ce qui s'y passa. IV. 9.

CZAR; Pierre le grand: Ses mauvais succès contre les Turcs, origine de la

Czarine connue sous le nom de Catherine II et à quoi elle dut son élévation. IX. 91.

NB. Voyez les art. Russie et Pierre I^{er}.

D.

Dauphin. (le grand, dit Monseigneur, fils unique de Louis XIV): Son portrait et son caractère parcimonieux. V. 77. Où il connut Mademoiselle Choin. III. 46. Problème de la condition de cette demoiselle auprès de la personne de ce prince. *id.* 80. De quelle manière il vécut avec le Roi son père. *id.* 83. *NB. Voyez l'art. Choin.* Ebats amoureux de ce prince et plaisante méprise qu'il commit en s'y livrant. V. 94. Il vit dans un grand éloignement du duc de Bourgogne son fils aîné. *id.* 99. Quelques anecdotes de la cour après la mort de cet héritier du trône. *id.* 104 et suivantes. Aperçu de l'effet que cette mort produisit sur tout ce qui étoit intéressé à son règne et l'effet contraire qu'en éprouverent quelques personnages ennemis de ce parti. *id.* 132 et suivantes.

Dauphin. (Monseigneur le) avant duc de Bourgogne : Son portrait, ses mœurs, leur changement, son caractère, sa mort, et heureuses dispositions qu'il laissa entrevoir pour bien gouverner. VI. 23. et suivantes. Un grand mot de ce prince. *id.* 49. Il présente sa fin par celle de Madame la Dauphine son épouse dont il croit avoir découvert la cause. *id.* 55. Ouverture de son corps et soupçons auxquels elle donne lieu. *id.* 66.

NB. Voyez l'art. duc de Bourgogne.

Dauphine. (Madame la) avant duchesse de Bourgogne : Son caractère, plusieurs traits de sa vie, sa mort, anecdote à ce sujet et les soupçons qu'elle fit naître. VI. 6. L'ouverture de son corps les augmente. *id.* 60.

NB. Voyez l'art. duchesse de Bourgogne.

DANIEL, Jésuite. (*le pere*) auteur d'une nouvelle histoire de France : Le grand attachement du Roi pour les princes légitimés et le desir de cette société de plaire au Roi, et aux princes ses enfans, les porte à devenir historiographes. IX. 124. Cette idée complètement développée. *id.* 125.

DE LA TOUR. (*le pere*) *général de l'oratoire*: Il dirige Madame de Montespan, lorsqu'elle est réduite par Madame de Maintenon à quitter la cour, et pénitence terrible qu'il lui impose. II. 56.

Démenti (plaisant) que Madame des Ursins donne à l'abbé d'Estrées. III. 153.

DESMARETS, *archevêque d'Auch*: La vie obscure qu'il menoit à Paris, oblige le Roi à le renvoyer dans son diocèse. IX. 129. Sa pénurie d'argent au moment de son départ et ressource qu'il trouve dans son désordre. *id.* 130.

Diamant. Anecdote singulière sur le diamant de la couronne appelé le Régent. VII. 49.

DUBOIS. (*l'abbé*) *depuis cardinal*: Son portrait et son caractère profondément traités. VIII. 41. Comment il fut introduit dans la maison d'Orléans et comment il devint un des principaux agens du mariage du duc de Chartres (son pupile et depuis régent) avec Mademoiselle de Blois une des filles nat. de Louis XIV et de Madame de Montespan. III. 96. et suivantes. Apperçu de

ses moyens pour frayer au duc d'Orléans la voie au trône. VIII. 155. Quel est son premier objet d'ambition, et quelques anecdotes sur ce personnage. *id.* 216. De quelle manière il obtient l'archevêché de Cambrai. *id.* 3. L'archevêque de Rouen lui refuse les ordres: anecdotes à ce sujet et particularités de son sacre. *id.* 7. et suivantes. Il est fait premier ministre. VIII. 87. Sa politique pour y parvenir. I. 187. Ce qui lui valut le chapeau. *id.* 131. Scène outrageante que lui fait le maréchal de Villeroy. VIII. 49. Le duc de Saint-Simon et Dubois électrisent le régent pour le porter au renvoi du maréchal. *id.* 53. Il médite et exécute la perte de le Blanc et de Belle-Isle, deux créatures du régent. *id.* 112. Il prend des mesures pour nuire au régent. *id.* 115. Personnage qu'il emploie pour détruire les preuves d'un mariage qu'il avoit contracté avant son élévation et pour réduire sa femme au silence. XII. 175. Sa mort rappelle les horreurs de sa vie. VIII. 120. Il expire dans les tourmens. *id.* 122. Apperçu de son immense fortune et bon usage qu'en fait son frère.

id. 123. L'esprit, le talent, les mœurs et la trempe de l'âme du cardinal. *id.* 127. L'infâme abus qu'il faisoit de l'autorité. *id.* 134. Ce que les gens de son intérieur se permettoient avec lui. *id.* 138. *NB. Voyez les art. Orléans et Régence.*

DUC. (*Monsieur le duc*) *fils du grand Condé, premier ministre après la mort du régent.* Son portrait et son caractère. III. 40. Il favorise l'Angleterre dont Madame de Prie sa maîtresse étoit pensionnaire. VIII. 146. Alarme que lui cause la maladie du jeune Roi Louis XV et ce qu'il lui échappe de dire à cette occasion. *id.* 147. Il reçoit l'ordre de se démettre et de se retirer à Chantilly. *id.* 148.

DUCHESSÉ. (*Madame la duchesse*): Son portrait et son caractère. III. 44.

Ducs. Il y en a de trois sortes et la différence de leurs prérogatives. XIII. 48.

DUMAINE. *Voyez Maine.*

DURAS. (*le duc de*): Il sçut allier le vice et la vertu. IX. 130.

E.

Edit. Révocation de celui de Nantes.
II. 40. *NB.* Voyez l'art. Protestans.

Espagne. (*Cour d'*) : Intrigues secrètes des principaux seigneurs de cette cour pour donner un successeur à Philippe IV. III. 103. Sur qui tombe leur choix. *id.* 104. Obstacles qu'ils ont à surmonter et dont ils triomphent. *id.* 106. Paix de cette cour avec celle de France. VIII. 27. Vues de cette cour contre la quadruple alliance. *id.* 161. Coup d'œil sur l'état de cette cour à l'époque du second mariage de Philippe V. VII. 34. Etiquette de cette cour et des audiences publiques et secrètes du Roi. *id.* 144. Celui des diners et des soupers du Roi et de la reine. *id.* 147.

NB. Voyez les art. Anjou et Parme.

Espagne. (*le Roi d'*) *Philippe IV* : Perplexité dans la quelle il se trouve lorsqu'il se voit réduit à se donner un successeur et en faveur de qui il se décide. III. 110. et suivantes. Ordres que donne Louis XIV à cette occasion. *id.* 115. Mort de ce prin-

ce et reconnoissance de son successeur au trône. *id.* 116. *NB. Voyez l'art. Lettres.*

Espagne. (les cortès ou états généraux d'): Ils reconnoissent le prince des Asturies, fils de Philippe V pour son successeur. III. 167. *NB. Voyez la page 187. au sujet des cortès.*

Espagne. (grands d'): Leur origine et leur prérogatives. XIII. 194. Remarques sur la discipline ecclésiastique de ce royaume et sur l'autorité de l'inquisition. *id.* 183.

Espagne. (guerre de la succession d'): Début de la guerre de la succession, quel en fut le théâtre et les différentes vues des généraux chargés du commandement de l'armée? IV. 4. (*NB. Voyez l'art. recueil de Lettres sur la succession d'Espagne.*) Prise de Brighuela par M. de Vendôme. V. 67.

Espagne. (l'Infante d'): Elle est envoyée en France pour épouser Louis XV, et cause de son renvoi en Espagne. XI. 153.

NB. Voyez aussi Tom. IV. des Hommes Illustres. 228.

ESTRÉES. (le cardinal d'): Combien il aimoit peu à se mêler de ses affaires domes-

tiques. IX. 143. Son mot au Roi qui se plaignoit à lui de n'avoir plus de dents. *id.* 144. Plusieurs lettres de ce prélat sur le conclave. *id.* 236.

ESTRÉES. (*le duc d'*) et *le comte de Harcourt*: Leur querelle à un souper chez la duchesse d'Albert donne lieu à une contestation entre les ducs et les maréchaux de France. IX. 131.

ESTRÉES (*le maréchal d'*): Son grand mérite d'homme de guerre le fait à la fin triompher des obstacles que M. de Louvois (*ministre de la guerre alors*) vouloit mettre à son avancement. IX. 139. La part que le fils de ce maréchal eut à la gloire de son pere et la récompense extraordinaire qu'il en reçut. XI. 5. Ce fils fut magnifique et grand amateur de curiosités et de livres. *id.* 6.

F.

Fées, (*contes de*): que Madame mere du régent faisoit sur son fils. VII. 50.

FENELON. (*Monsieur de*) *archevêque de Cambrai*: Son premier début auprès des

Jésuites n'est pas heureux. X. 2. Il en a du dépit et semble vouloir s'attacher à leur parti. *id.* 2. Il s'en détache pour se joindre à celui des Sulpiciens. *id.* 2. Episode sur sa liaison avec Madame Guyon. *id.* 4. Il est fait précepteur de M. le duc de Bourgogne. *id.* 5. Son esprit est goûté à la cour et les grands commencent à rechercher sa liaison. *id.* 5. Il est nommé à l'archevêché de Cambray. *id.* 7. Quelles étoient ses vues et encore plus celles de son parti avant sa nomination à cet archevêché. *id.* 7. L'évêque de Chartres directeur de Madame de Maintenon devient jaloux de M. de Fénelon et des succès de la nouvelle doctrine de Madame Guyon. *id.* 9. Persécutions de Mad. Guyon et de sa doctrine. *id.* 10. Cette persécution s'étend jusque sur M. de Cambray. *id.* 11. Arrêt honteux que rend le parlement de Paris à cette occasion. *id.* 13. Portrait et esprit de ce grand homme, sa vie pieuse, noble et édifiante lorsqu'il fut retiré dans son diocèse. *id.* 15. Il y est chéri et s'y attire l'attention et l'admiration de la cour. *id.* 16. Il entrevoit les rayons d'une nou-

velle gloire et la mort lui en dérobe l'éclat.

id. 21. Regrets que cette perte produisit.

id. 23. Comparaison de ce prélat avec Bossuet. *id.* 149.

Féodalité. Son origine et ce qu'elle a de noble et d'odieux. XIII. 6.

FEUILLADE. (*le duc de la*) devenu *maréchal*: Exaction qu'il commit chez son vieil oncle l'évêque de Metz. X. 25. La trempe de son esprit et de son caractère et son mariage avec une des filles de Chamillart. *id.* 27.

NB. Voyez son talent militaire à l'art. Turin.

FEUQUIERES. (*le marquis de*): Sa méchanceté et son mauvais esprit l'empêchèrent de jamais tirer aucun avantage de ses grands talens pour la guerre. X. 28.

Finances. (*mémoire sur les*): A la fin du ministère de M. le duc, premier ministre sous la minorité de Louis XV. X. 193.

Flandres. (*Guerre de*): L'Angleterre et la Hollande se déclarent contre la France. IV. 19. Origine et commencement de la gloire de Marlborough, général Anglois. *id.* 20. Le maréchal de Villars renverse par ses manœuvres.

vres adroites les projets de ce général et de ses alliés. *id.* 46. Défaite du maréchal de Villeroy à la bataille de Ramillies. *id.* 58. Prise de Gand et de Bruges par M. le duc de Bourgogne. *id.* 178. Combat d'Oudenarde. *id.* 181. Mauvaise fortune de M. le duc de Bourgogne projetée par M. de Vendôme. *id.* 193. Siège et prise de Lisle par les alliés. *id.* 196. Les mêmes alliés reprennent Gand. *id.* 202. Suite des mauvais succès de la guerre en Espagne et en Flandres. *id.* 203. Le prince Eugène et le duc de Marlborough nous prennent plusieurs places en Flandres et affrontent M. de Villars qui manque l'occasion de les battre. V. 58. Elle s'offre de nouveau, M. de Montesquieu en profite et s'empare de Denain. *id.* 69.

FLEURY. (*le cardinal de*) ancien évêque de Fréjus et précepteur du jeune Roi Louis XV : Son origine, son portrait et son caractère. X. 29. Le Roi refuse plusieurs fois de l'avancer lorsqu'il n'étoit encore qu'abbé. *id.* 29. Comment il fut nommé évêque de Fréjus? *id.* 31. Cour servile qu'il fit à M. de Savoye, lorsque ce prince passa par Fréjus.

pour aller faire le siège de Toulon et mépris qu'il encourut à cette occasion. *id.* 32. Il fut pendant son ministère la dupe de ce prince. *id.* 34. Il continue comme avoient fait ses prédécesseurs à donner les mains aux projets du ministère anglois. VII. 149. Il quitte la cour lors de la disgrâce de M. de Villeroy et fait mine de se retirer à la Trape. *id.* 76. Lettres du marquis de Silly sur ce prélat. X. 150.

France. (la): Son état, après la paix de Ryswick et éclat de cette monarchie au milieu même de sa plus grande détresse. I. 63.

François. Etat primitif de ce peuple. XIII. 5.

Friedlingue. (*Bataille et victoire de*): Elle est remportée par les troupes Françaises, surprise qu'en eut le maréchal de Villars qui les commandoit et l'honneur qu'il sut néanmoins s'en attribuer. IV. 22.

FRONSAC. (*le duc de*) depuis maréchal de Richelieu: Son début et ses fredaines à la cour. X. 45. Goût de Mademoiselle de Vallois fille du régent pour ce jeune duc. *id.* 46. Le duc est mis à la Bastille et elle ob-

tient sa liberté avant son départ pour l'Italie où elle alloit épouser le duc de Modène.
id. 47.

NB. Voyez l'art. Richelieu.

G.

GAMACHES. (*l'abbé de*) *auditeur de Rote:* Il croise d'abord l'abbé Dubois à Rome dans ses desseins pour le chapeau et le sert ensuite auprès du pape. X. 47. Fortes leçons qu'il donne à Monsieur le duc de Bourgogne qui l'avoit suivi à la guerre de Flandres. III. 75.

GESVRES. (*le duc de*): Son caractère outré en tout genre, et sortie sanglante qu'il fit contre le maréchal de Villeroy à un souper du Roi. X. 49.

GESVRES. (*le marquis de*): Ses grandes connoissances en peinture. XII. 174.

Gibraltar. Prise de ce fort par les Anglois. IV. 39.

NB. Voyez les mots Guerres et Espagne:

Guerres. Etrange origine de celle de 1668 sous le ministère de Louvois. I. 14. Fragment de correspondance du Roi et de son

Ambassadeur en Allemagne sur cette guerre. *id.* 202. Détails sur celle d'Espagne. III. 17. *NB* Voyez celle de la succession. IV. pag. 5. Autres détails sur celle de Flandres. III. 19. Autres sur celle d'Italie. IV. 123.

GUILLAUME III, *prince d'Orange, Roi d'Angleterre et successeur de Jacques II*: Comment il s'y prit pour consulter Fagon premier médecin de Louis XIV. X. 60. Il se repaît en mourant du succès qu'il se promet contre la France de la formidable ligue qu'il avoit formée contre elle. *id.* 52. *NB.* Voyez Orange et Angleterre.

H.

HANNOVER. (*le duc de*): Trait de fureur et de jalousie de ce duc. XI. 67..

HARCOURT. Il fut doué d'un grand génie au quel étoit joint beaucoup d'ambition et quelques talens dans plusieurs parties de la guerre. XI. 17.

HARLAY, *premier président au parlement de Paris*. Son portrait, son caractère et ses talens comme magistrat. X. 53. et 138. Insulte qu'il fit à son audience au gendre et à

la fille de Bussi Rabutin. *id.* 56. Plusieurs autres traits marqués au même coin et ce que chacun eut à souffrir dans le particulier de son humeur altière et sauvage. *id.* 57.

HARRACH. (*le comte de*) *Ambassadeur de la maison d'Autriche* : Comment il est pris pour dupe à l'ouverture du testament de Philippe IV. III. 117.

HEINSIUS. (*grand pensionnaire de Hollande*) : Analyse de l'influence qu'il eut sur le projet d'alliance formé par le prince d'Orange contre Louis XIV. X. 60.

HESSE-DARMSTADT. (*le prince de*) : Réflexions sur ses liaisons avec les deux reines d'Espagne, et dans quelles vues la cour de Vienne appuya ce prince de tout son crédit auprès de celle d'Espagne. X. 63.

HORN. (*le comte de*) Son crime, son supplice et réponse du régent à ceux qui pour le fléchir s'efforçoient de lui persuader que le comte étoit son parent. X. 65.

NB. Voyez un art. additionnel sur ce comte. *id.* 177.

Oeuv. de St. Simon. Tom. XIII. P.

HUMIÈRES. (*le maréchal d'*): Ses grandes qualités le firent distinguer du Roi et des grands et avancer par Louvois. X. 70.

HUXELLES. (*le maréchal d'*): Il dut moins sa fortune et son élévation à ses talens et à son mérite personnel qu'à la cour servile qu'il fit pendant long temps au ministre. XI. 9. Sa foiblesse trahit sa conscience et le porte à signer le traité de la quadruple alliance. X. 180.

J.

JACOBITES, ou *partisans du Roi Jacques*: On les oblige à sortir de France et raisonnement politique à ce sujet. VII. 89.

JACQUES II. (*Roi d'Angleterre expulsé par le prince d'Orange qui avoit épousé sa fille*): Grandeur d'ame de Louis XIV. pour ce prince au lit de la mort, auquel il promet de reconnoître le prince de Galles son fils pour Roi d'Angleterre. X. 72. Cette promesse réveille l'inimitié du prince d'Orange contre la France, et à quoi elle le porte pour s'en venger. *id.* 73.

NB. Voyez les art. Lanzun, Orange, Guillaume et Angleterre.

JANSÉNISTES. Premières étincelles de la guerre qu'ils eurent à soutenir contre les molinistes au sujet de la bulle *Unigenitus*. IV. 71. Premières persécutions des molinistes et ressorts qu'ils employèrent pour faire triompher leur parti (celui des jésuites). *id.* 78. Histoire du Jansénisme et suite des moyens employés par les molinistes pour perdre le parti opposé. *id.* 81. Origine du nom de Janséniste. *id.* 102.

NB. Voyez les art. Moliniste et Bulle.

JANSON. (*le cardinal*): Regrets que Louis XIV témoigne de ne pouvoir faire un ministre de ce grand homme, et raisons qu'il en donne. X. 76.

JÉSUITES. (*les*) Ambition et politique de cette compagnie. X. 77. Développement du parti anti-Janséniste. *id.* 79. Réflexions sur la conduite de cette compagnie et analyse de la grande influence qu'elle a eue à la cour et dans les affaires. *id.* 80. Ils sacrifient leur intérêt à leur politique. *id.* 86.

Visite qui se fit chez ces peres à la prise de Namur et ce qui s'y trouva. *id.* 87.

NB. Voyez l'art. Daniel.

INFANTE. (l') Elle est en France pour épouser Louis XV, et cause de son renvoi en Espagne. XI. 153.

NB. Voyez aussi Tome XII. 228.

ITALIE. (*guerre d'*): Gallions brûlés au port de Vigo. IV. 29. Le Portugal et la Savoye se déclarent successivement contre la France et l'Espagne. *id.* 30. Prise de Brisach, Bataille et victoire de Hochstett. *id.* 34. Ce qui fit échouer les projets des ennemis sur Cadix d'où ils se replient sur Gibraltar qu'ils enlèvent aux Espagnols. *id.* 39. Combat naval remporté à Malaga par le Comte de Toulouse. *id.* 41. Prise de Verue par M. de Vendôme. *id.* 55. On se prépare à faire le siège de Turin, et M. de la Feuillade est préféré à M. de Vauban. *id.* 123. Première faute de M. de la Feuillade. *id.* 126. Le duc d'Orléans est d'avis de livrer bataille au prince Eugène : on diffère, le siège est manqué et la Bataille livrée à contre-temps perdue. *id.* 129. Suites de cette ca-

tastrophe. *id.* 147. Bataille d'Almanza et son succès. *id.* 165. Sièges et prises de Lerida et de Tortose par M. le duc d'Orléans. *id.* 172. Mauvais succès qui suivirent ces avantages. *id.* 228.

Jugement. Celui de la régence contre les princes légitimés. VII. 88. Le comte de Toulouse en est excepté. *id.* 95.

L.

LA GRANGE-CHANCEL. (*auteur des Philippiques*): Ce qu'il étoit et par qui il fut invité à enfanter cette sanglante satire. VII. 99. *NB. Lisez cette Satyre. page 119.*

LA HAYE. (*page du Roi, amant de Madame de Berry*): Son portrait. VII. 7.

LAUZUN. (*le duc de*): La singularité de son caractère plaît au Roi dont il devient le favori. X. 88. On lui souffle la charge de grand-maître de l'artillerie que le Roi lui avoit promise. *id.* 89. Il veut en découvrir la cause, et incroyable danger au quel il s'expose pour y parvenir. *id.* 92. Il échappe à ce danger et somme le Roi d'une manière outrageante de lui tenir la parole qu'il

lui avoit donnée. *id.* 94. Le Roi dans cette occasion montre autant de retenue que son courtisan avoit déployé d'audace. *id.* 94. Il est mis à la Bastille d'où il sort presque aussitôt pour être fait capitaine des gardes. *id.* 95. Episode sur ses liaisons avec *Mademoiselle* (fille du prince de Condé) qu'il se vit sur le point d'épouser. *id.* 95. Il est jaloux de Madame de Monaco et empêche une de ses privances avec le Roi. *id.* 96. Il obtient du Roi le commandement des troupes qui accompagnerent ce monarque à son voyage de Flandres. *id.* 97. Sa grande faveur auprès du Roi donne de l'ombre à Louvois. *id.* 98. Ce ministre se joint à Madame de Montespan et ils projettent ensemble de le perdre. *id.* 98. Il est arrêté de nouveau et conduit au château de Pignerol. *id.* 99. Il perd sa faveur et ses places. *id.* 99. Il tombe malade dans sa prison et motif pour le quel il veut s'y confesser à un capucin. *id.* 99. Il trouve sans être découvert les moyens de communiquer avec plusieurs prisonniers d'état. *id.* 100. Il est remis en liberté et à qui il en fut re-

devable. *id.* 103. Il passe en Angleterre au moment de la révolution du Roi Jacques. *id.* 105. Ce Roi abandonné des siens lui confie la reine et le prince de Galles pour les conduire en France. *id.* 106. Cette confiance du Roi Jacques le rétablit dans celle du Roi son maître. *id.* 107. Comment il sçut jouir de sa double faveur auprès des deux monarques. *id.* 107. Tour perfide qu'il joue à M. de Tessé au camp de Compiègne. *id.* 107. Scène qu'il fait à Madame de Lauzun et son aveu singulier à cette occasion. *id.* 112. Adroite et spirituelle leçon qu'il donna au régent. *id.* 115. Il est attaqué d'une maladie dangereuse et de quelle manière il reçoit le curé de S. Sulpice et le duc de la Force. *id.* 116. Il croit apercevoir dans Mad. de Biron sa nièce et sa principale héritière plus d'avidité que d'attachement et ce qu'il imagine pour l'en punir. *id.* 117. Quelques anecdotes sur ses anciennes liaisons avec Mademoiselle. *id.* 119. Sa dernière maladie, sa résignation, sa mort et égards qu'il témoigna pour son épouse dans ces derniers momens. *id.* 121.

LAW. Développement de son système et de plusieurs de ses projets en finance, avec quelques notes sur sa vie privée. X. 159. Sentimens de Monsieur de Broglie sur ce système. *id.* 172.

LERIDA. (*siège et prise de*) IV. 172.

NB. Voyez l'art. sur la guerre d'Espagne.

Lettres. Celles de Mons. le Marq. de Silly à plusieurs grands personnages de la cour sur les premières inclinations de Louis XV. et sur le cardinal de Fleury son premier ministre. X. 150. Recueil de celles du ministre du Roi à Vienne à l'époque de la division des cours sur la succession d'Espagne. IV. 215. et suivantes.

LORGES. (*le maréchal de*): La belle marche qu'il fit faire à l'armée françoise devant le prince de Bade et sentiment de ce prince sur cette marche. III. 15.

LORGES. (*le duc de*): Ses belles qualités morales, ses talens pour la guerre, et regrets que sa mort glorieuse occasionne. X. 123.

LOUIS XIII. Résolution et fermeté de ce prince après la prise de Corbie par les Es-

pagnols et la gloire qu'il en retira. X. 126. Son amour respectueux pour Mademoiselle de Hautefort, et ce qu'il témigne à un courtisan qui vouloit blâmer sa retenue. *id.* 127. Son courage et sa clémence à la prise de Suze. *id.* 128.

LOUIS XIV. Premières années de son règne. I. 3. Son caractère et ses manières. *id.* 113. Son esprit naturel soutenu par celui des grands hommes dont il étoit entouré. *id.* 4. Son début dans le monde. *id.* 5. Ses premières amours et qui en fut l'objet. *id.* 7. Il est avide de gloire, et raisons qui le portent à faire la guerre. *id.* 7. Tableau de ses rapides conquêtes et état florissant de la France à cette époque. *id.* 8. Raisons qui déterminent Louvois (*ministre de la guerre*) à la fameuse guerre de la Hollande. *id.* 9. L'amour vient obscurcir l'éclat de la gloire de ce Roi. *id.* 10. Il se montre jaloux de la victoire que remporte MONSIEUR sur le prince d'Orange. *id.* 13. Fameuse paix de Nimegue, et Gênes bombardée demande la paix. *id.* 14. Etrange cause de la guerre de 1668. *id.* 14. Paix de

Ryswick, I. 19. Premiers traits du caractère de ce Roi et quelle a été son éducation. *id.* 21. Il se montre avide de gloire et de flatterie. *id.* 21. Graces de sa personne et son admiration de lui-même. *id.* 26. Il se plaît dans l'élévation et le grand crédit de ses ministres. *id.* 27. Ses audiences publiques et privées et l'esprit qu'il y apportoit. *id.* 32. Coup d'œil sur la situation de la France pendant le ministère de Colbert et de Louvois. *id.* 36. Ce qui l'empêche de préférer les négociations à la guerre. *id.* 38. Quelques-unes de ses lettres à Colbert sur la guerre. XI. 148. Réflexions sur les vues ambitieuses de ce monarque, sa propension au despotisme et à la souveraineté arbitraire. I. 147. Il donne à la France au milieu de sa plus grande détresse, un spectacle de magnificence qui étonne toute l'Europe. *id.* 62. Il est jaloux du mérite des grands. *id.* 64. Il affecte de choisir des gens médiocres pour les placer dans le ministère. *id.* 67. Les suites de ce mauvais choix et dans quel état la cour et les armées furent réduites à cette époque. *id.* 68. Ce que

fut le Roi au milieu des désastres qui succéderent cet état. I. 72. Une querelle de femme sauve la France qui étoit alors en danger. *id.* 74. Asservissement de tous les ordres à la personne de ce prince. *id.* 76. Sa politique en régentant le militaire. *id.* 79. Il quitte Paris et transporte sa cour à Saint-Germain. *id.* 99. Ce qui donna lieu à l'agrandissement du château de Versailles et ce qu'il étoit sous Louis XIII. *id.* 101. Il aimoit beaucoup qu'on fût assidu à la cour et comment il y obligeoit tout le monde. *id.* 106. Sa curiosité le porte à un grand abus d'autorité. *id.* 109. Un beau trait de sa vie et de sa grande discrétion. *id.* 111. Qui eut ses prémices XII. 76. Cérémonial qui s'observoit à l'armée. I. 118. Son lever à Versailles, sa messe, ses conseils et ses diners. *id.* 121. Emploi de son temps et sa vie privée. *id.* 124. Sa manière de se vêtir et les raisons qui lui font favoriser et aimer le luxe. *id.* 137. Episode sur la rigidité qu'il témoigna toujours pour l'étiquette et comment on peut considérer son caractère à cet égard. XI. 65. Il bâtit Ver-

sailles, Marly et Trianon. I. 138. et 143. L'argent y est plus prodigué que le goût. *id.* 139. Ses précautions avant les déclarations de guerre et l'épithète dont il se servoit pour désigner les Allemands lorsqu'il leur faisoit la guerre. *id.* 198. Ses amours avec Madame de Montespan et l'éclat qu'elles eurent. II. 5. Mademoiselle de Fontange éclipse pour un temps cette maîtresse favorite. *id.* 9. Ses autres amours moins connues. *id.* 10. Comment le Roi connut Madame de Maintenon et son peu de goût d'abord pour elle. *id.* 18. Comment il s'en rapprocha et ce qu'elle fit alors pour lui plaire. *id.* 19. Elle gagne les bonnes grâces du Roi et le Roi l'épouse. *id.* 22. Où se célébra ce mariage et quelles furent les personnes qui y assistèrent. *id.* 24. Il devient dévôt et janséniste en même temps. *id.* 37. Sa stupidité en matière de religion et anecdote à ce sujet. IV. 117. Il révoque l'édit de Nantes et persécute les protestans. *id.* 40. Il est sur le point de déclarer son mariage avec Madame de Maintenon et par qui il en est détourné. *id.* 51. Ses voyages dans ses

différentes maisons et à quelle contrainte il réduisoit ceux qui y étoient admis. *id.* 84. Magnificence du camp de Compiègne. Le Roi d'Angleterre y assiste. *id.* 96. Il lui survient un antrax au col, inquiétudes que cette indisposition cause à la cour et celle que le Roi en conçoit lui-même. *id.* 110. Renseignemens sur un projet d'empoisonnement de sa personne. *id.* 149. Plusieurs lettres de confiance de ce monarque à M. de Colbert et quelques-unes de ce dernier au Roi sur divers sujets. *id.* 154. Chagrin que ce prince ressent de la mince opinion que le duc du Maine donna de lui à sa première campagne en Italie. III. 58. Colère à la quelle il se porte contre un garçon de serdeau et singulier aveu qu'il en fit publiquement au pere la Chaise son confesseur. *id.* 60. Sa foiblesse pour le duc du Maine le porte à légitimer ses enfans, et mécontentement que la cour en témoigne. *id.* 60. Cause de la haine du Roi contre le prince d'Orange. *id.* 72. Jugement qu'il portoit sur le régent son neveu. VII. 54. Il remet son testament cacheté au Parlement.

Discours qu'il tint à cette occasion à MESSIEURS et à la reine d'Angleterre et ce qu'il pressent de l'exécution de cet acte de sa dernière volonté. VI. 115 et suivantes. Il reconnoît l'épuisement de ses finances et gémit sur les dures extrémités qu'il nécessite. *id.* 130. Il consulte la sorbonne à cet égard et décision honteuse de plusieurs docteurs. *id.* 134. Ce que le Roi se décide à faire pour se procurer de l'argent, et quelques anecdotes sur les ressources parcimonieuses et humiliantes de ce monarque. *id.* 136. Récapitulation des malheurs de la cour, constance et grandeur d'ame du Roi pendant tous ces désastres. *id.* 154. Il finit par se laisser gouverner par Madame de Maintenon. *id.* 158. et 164. Il voit sa fin s'approcher et en dévore l'amertume. *id.* 169. Etant au lit de la mort il abuse le duc d'Orléans sur le contenu de son testament. *id.* 172. Vœux qu'on suppose à ce Roi dans ses derniers momens. *id.* 175. Sa dernière maladie, ses adieux et discours qu'il fit aux seigneurs de sa cour, sa mort, et cruel abandon qu'il éprouve à cet instant. *id.* 177 et 225.

Les puissances étrangères s'en montrent affectées et le regrettent. VI. 179. Espèce d'apologie de ce prince et de son long règne. *id.* 243. et suivantes. De quels moyens abusifs les agens du ministère se servoient pour procurer des fonds au trésor public. VI. 189. Ses détails de bâtimens. *id.* 192. Il se plaît dans l'adulation de ses ministres. *id.* 209. Ils lui font aimer et protéger le commerce et les beaux arts. *id.* 212. Détails sur quelques étiquettes de cour. *id.* 214.

LOUIS XV. Les premiers momens de son mariage et de ses amours; ceux qui y présidèrent, quelques poésies fugitives à ce sujet et causes du renvoi de l'Infante envoyée en France pour épouser ce jeune monarque XI. 153 et suiv. Grand attachement qu'il témoigne pour le maréchal de Villeroy son gouverneur VIII. 76. Soupçons et craintes du jeune roi lorsqu'il apprend que le maréchal est arrêté par ordre du régent *id.* 85. Indisposition sérieuse dont il est attaqué dans les premières années de son règne, les inquiétudes qu'elle cause et quelques détails à ce sujet *id.* 21. Sa maladie sous le ministère

de M. le duc et mot qui échappe à ce ministre à cette occasion. *id.* 147.

Voyez le mot Lettres.

LOUVOIS. (*ministre de la guerre*) Etrange raison qui le porte à la guerre de 1668. I. 14. à quoi tendent tous ses grands projets de guerre et combien celle de la Hollande qui embrasa toute l'Europe devint funeste à la France *id.* 37. principaux traits du caractère de ce ministre. *id.* 16. 43 et 64. à quel point il avoit acquis la confiance du roi et le noble usage qu'il en fit pour diriger le monarque dans une circonstance délicate où il se trouvoit. *id.* 43. Il propose au roi de brûler Trèves et menace foudroyante que lui fait le monarque à cette occasion. *id.* 47. Cette proposition et sa conduite impérieuse au siège de Mons le perdant dans l'esprit du roi. *id.* 49. Il meurt presque subitement. *id.* 54. Cette mort lui épargne l'amertume d'une disgrâce éclatante et soupçons sur la cause de sa mort. *id.* 57.

NB. Voyez l'art. Seron au sujet de cette mort.

LVDE.

LUDE. (*la duchesse du*) hazard et moyens qui lui valurent la place de dame d'honneur de Madame la dauphine. II. 112.

LUXEMBOURG (*le maréchal de*) Son goût pour les plaisirs, son coup d'oeil et sa prévoyance à l'armée II. 145.

LUXEMBOURG (*le duc de*) Détails sur son avancement et ses prétentions à vouloir primer les PAIRS II. 131. Contestations, scènes, menées et intrigues qui eurent lieu à ce sujet, *id.* 135.

M.

MADAME (*princesse d'Angleterre, première femme de MONSIEUR frère de Louis XIV.*) Anecdotes sur cette princesse et causes de sa mort III. 29.

MADAME (*princesse de Bavière, seconde femme de MONSIEUR*) son portrait III. 34.

MAINE (*le duc du*) Son caractère et celui de la duchesse son épouse fille de M. le prince de Condé III. 52. Il se ligue avec madame de Maintenon contre madame de Montespan sa mère II. 53. Il lui manque de

Oëuv. de S. Simon. Tom. XIII. Q

respect au point de lui porter l'ordre de son expulsion *id.* 54. Histoire de son mariage avec mademoiselle de Condé. III. 55. Campagne qu'il fit avec M. de Villeroy et le peu d'honneur qu'il s'y acquit. *id.* 58. Ironie sanglante qu'il eut à essuyer du duc d'Elbeuf au retour de cette campagne. *id.* 61. Ses enfans sont légitimés et l'effet que cet acte de complaisance produisit à la cour. *id.* 62. et *suiv.*

MAINTENON (*Madame de*) *veuve* du poète Scarron, successivement maitresse et épouse de Louis XIV.* histoire de sa vie, et par quels degrés elle arriva à la fortune T. II. 13. Quelles furent ses liaisons et à qui elle dut son élévation. *id.* 16. Comment elle vint à la cour. comment elle y prit le nom de Maintenon, et combien peu alors elle plaisoit au roi. *id.* 18. Ce qu'elle fit quand elle se vit rapprochée du roi pour en gagner les bonnes grâces *id.* 19. Elle parvient si bien à ses fins que le roi l'épouse *id.* 22. Où cet étonnant mariage fut célébré et quelles furent les personnes qui y assisterent *id.* 24. Son caractère *id.* 26. Etrange voyage d'un

maréchal ferrant à la cour et les entrevues qu'il eut avec le roi *id.* 37. Elle établit St. Cyr et ses vues en fondant cette maison *id.* 48. Elle conçoit de nouveau le projet de faire déclarer son mariage *id.* 51. Elle se ligue avec le duc du Maine contre Madame de Montespan sa rivale et mère du duc *id.* 53. Son étrange conduite par rapport à Louvois ministre de la guerre et à Barbezieux son fils T. I. 56. Sa conduite auprès du roi et sa vie après qu'elle eut fait chasser madame de Montespan *id.* 63. Elle se reconnoît dans une piece intitulée : *la fausse prude, jouée par une troupe Italienne qu'elle fait chasser hors du royaume* II. 70. Sa mise, ses visites chez le roi, et celles que le monarque lui rendoit *id.* 71. Son influence sur les affaires d'état dont elle se mêloit quelquefois *id.* 72. Rixes entre elle et le roi *id.* 80. Ce qui se passoit dans l'intérieur *id.* 88. Elle va au camp de Compiègne et égards qu'elle y reçoit du roi *id.* 96. Renseignemens sur sa première existence *id.* 125. La part qu'elle eut aux deux grands conseils qui se tinrent chez elle à l'occasion du testament de Phi-

lippe IV. roi d'Espagne III. 119 et 128. Elle forme avec la princesse des Ursins le projet de gouverner l'Espagne *id.* 183. Elle se mêle des affaires ecclésiastiques et semble protéger les Sulpiciens IV. 66. Elle hait le duc d'Orléans *régent* et véritable cause de cette haine V. 6. Sa retraite au couvent de Saint Cyr après la mort du roi, les personnes qu'elle y voit et la vie ~~pauvre~~ menée qu'elle y mène VII. 112. La reine d'Angleterre femme du roi Jaques l'y visite plusieurs fois et étiquette de leurs diners *id.* 113. Visite que le *régent* lui fait *id.* 117. Sa mort dans ce couvent à un âge fort avancé *id.* 119. Apperçu de sa fortune *id.* 117.

Majordome. Ce que c'est que cette charge à la cour d'Espagne T. VII. 159. Alberoni premier ministre veut en interdire les fonctions au marquis de Villena & ce qui lui en arriva *id.* 160.

MARCHIN. Son ambition soutenue de quelque esprit et d'un peu de manège, le font choisir pour remplacer Mr. de Harcourt dans l'ambassade d'Espagne T. XI. 1.

Mariage. Particularités sur celui du prince

des Asturies avec Mademoiselle d'Orléans
T. VIII. 27.

Mars (anciennes assemblées du champ de)
NB. voyez les mots Nation ou assemblée.

Maulevrier. Il soupire auprès de madame la duchesse de Bourgogne III. 77.³ Il affecte à cette occasion une extinction de voix, et excellente recette dont son beau-pere se sert pour la lui faire passer ainsi que son amour pour la princesse *id.* 81.

Mauresse. (religieuse distinguée à Moret)
quelques particularités et recherches sur la naissance et l'existence de cette Mauresse.
XI. 18.

MAZARIN. (*le cardinal*) derniers momens de son ministère et sa mort, précédée de quelques traits de sa vie T. II. 171. Lettre de ce premier ministre à Colbert. IX. 226.

MAZARIN. (*le duc de*) Une piété mal entendue opere chez lui la plus étrange métamorphose XI. 20. Apperçu de sa fortune et de l'immensité de celle de sa femme nièce et héritière du cardinal *id.* 21. Extravagances, que lui font commettre son aveugle dévotion

et ridicules dont il se couvre en s'y livrant sans réserve *id.* 22.

MEDAVID. Ses succès en Italie contre le prince héréditaire de Hesse-Cassel IV. 148.

NB. Voyez l'art. Turin et celui sur les guerres d'Italie.

Meudon (le château de) Générosité du roi lors de l'échange qu'il en fit avec madame de Louvois contre celui de Choisi T. II. 119.

MIRAMION. (*madame de*) Elle fut mariée et veuve presque aussitôt XI. 26. Encore jeune, riche, et belle, Bussi-Rabutin l'enleve dans l'intention de l'épouser et comment elle s'y prit pour se soustraire à ses desseins et le déconcerter. *id.* 27.

Moeurs. Désordre et scandale de celles de la cour pendant la régence VIII. 222.

MONSEIGNEUR (*frère de Louis XIV et père du régent*) Il remporte une victoire complète sur le prince d'Orange dont le roi se montre jaloux T. I. 13. Son portrait et sa mort III. 36. Jour sur son caractère et sur son attachement au chevalier de Lorraine III. 177.

MESMES (*premier président du Parlement*) Il fut toujours plus homme du monde et de

plaisir que véritablement homme de robe et propre à son état, quoiqu'il y eût chez lui un grand assemblage de talens XI. 23. Il fait accepter la bulle au parlement exilé à Pontoise *id.* 199.

Molinistes. Premières étincelles de la guerre qu'ils firent aux Jansénistes, au sujet de la bulle *Unigenitus* T. IV. 71. Moyens qu'ils emploient pour perdre les Jansénistes *id.* 78. Troubles qu'ils fomentent à cet effet et quels en sont les instrumens *id.* 89. Origine du nom de Molinistes, et introduction d'un formulaire *id.* 102. Il est présenté à Port-royal qui le rejette; projet de destruction de cette maison et scandale dans la religion. *id.* 104. Le pape veut interposer et son interposition échauffe plus que jamais les deux partis. *id.* 106. Suite de leurs divisions et de ses causes *id.* 108. Port-royal refuse de signer la constitution *Unigenitus* et la perte de cette maison est jurée *id.* 111. l'abbaye est détruite, éclat et horreurs de l'exécution *id.* 114.

NB. Voyez Janséniste, et bulle Unigenitus.

MONTBÉLIARD (*le prince de*) Son voyage à Paris pour faire légitimer des enfans qu'il

avoit de trois femmes vivantes, mariage incestueux qu'il exécute entre les enfans de ces mêmes femmes et suites de cette indécente union XI. 28.

MONTCHEVREUIL (*chevalier des ordres du roi*) Il dut sa fortune à d'aimables complaisances qu'il eut pour un des courtisans de madame de Maintenon, lorsqu'elle n'étoit encore que veuve Scarron XI. 34.

MONTESPAN (*M. de*) *époux de la maîtresse de Louis XIV.* Moyens que le roi et Colbert emploient pour porter ce mari à se retirer de la capitale XI. 116. Sa mort, et quelques détails sur les prétentions du marquis d'Antin son fils au titre de duc *id.* 36.

MONTESPAN (*madame de*) *maîtresse du roi avant madame de Maintenon.* Ses amours avec Louis XIV et leur grand éclat II. 5. Mademoiselle de Fontanges lui ravit pour un temps le cœur du roi *id.* 9. Après un long règne et une grande faveur, elle a la douleur de se voir éclipser par madame de Maintenon sa protégée *id.* 21. 24 et 53. Sa vie pieuse après son renvoi de la cour *id.* 56. Elle cherche à se rapprocher de son mari qui la refuse et

pénitence terrible à laquelle elle se soumet II. 56.

MONTREVEL. Il dut son avancement à sa naissance, à sa valeur, à sa figure et aux grands airs qu'il se donnoit et qu'il avoit sçu faire goûter au roi XI. 15.

Mots. Celui de M. le comte de Roucy sur l'abbé de Grancey, tué au siège de Turin IV. 147. Celui de M. le duc d'Orléans sur mesdames de Maintenon et des Ursins V. 5. Autre de ce prince dans les derniers momens de Louis XIV. T. VI. 239. Celui vraiment grand de M. le duc de Bourgogne T. I. 49. Celui du duc de Mazarin sur le cardinal Dubois lorsqu'il fut ordonné prêtre VIII. 8. Celui tenu à ce cardinal par son secrétaire *id.* 138. Celui de la vieille duchesse d'Etrées sur le chancelier d'Aguesseau IX. 8. Celui de madame de Montespan sur Dangeau *id.* 14. Celui du cardinal d'Etrées au roi qui se plaignoit à lui de n'avoir plus de dents *id.* 144. Celui de M. le prince d'Orange sur les François à la bataille de Nerwinde III. 13. Autre de ce prince à la prise de Namur *id.* 20. Celui du maréchal de Duras au maréchal

de Villeroy IV. 8. Celui de la duchesse de Bourgogne sur le duc son mari VI. 16. Celui d'un commissaire de police au régent VII. 176. Celui du chevalier Temple à M. de Chevreuse sur la mécanique XII. 50. Celui du roi sur le régent son neveu VII. 54.

N.

NANGIS: Soupçons sur son intimité avec madame la duchesse de Bourgogne III. 77.

NASSAU (*le prince de*) Cause de sa mort et ses prétensions au Stadhouderat XI. 36.

Nation (*assemblée générale de la*) Quand et où elle se tenoit, quels étoient ceux qui la composoient et ce qu'on y délibéroit XIII. 9.

NEVERS (*le duc de*) Le penchant qu'il eut toujours pour le plaisir, lui fit peu aimer la guerre et l'empêcha de profiter de la faveur où le crédit qu'avoit eu le cardinal Mazarin son oncle sur l'esprit du roi, lui donnoit lieu de prétendre XI. 40.

NERWINDE (*bataille de*) relation et succès de cette bataille III. 5.

NOAILLES (*le cardinal de*) archevêque de

Paris. Il est attaqué et poussé jusqu'aux derniers retranchemens par le parti Moliniste IV. 90 et 117. Il refuse les ordres à l'abbé Dubois qui venoit d'être nommé à l'archevêché de Cambray VIII. 6.

NOAILLES (*le maréchal de*) Il fut tout-à la fois dévot et débauché XI. 41. Aventure qu'il eut avec une fille de la musique du roi et portrait de la maréchale sa femme *id.* 42. Son caractère extraordinaire et son grand esprit d'intrigue *id.* 45. Quel obstacle M. de Barbezieux mit à son ambition et à sa gloire, lorsqu'il commandoit l'armée en Catalogne *id.* 54. Ses succès dans la guerre d'Espagne lui valurent la vice-royauté de Catalogne III. 17. Il se perd à la cour d'Espagne, par une proposition honteuse qu'il fait au roi V. 161.

NOGARET (*madame de*) Elle fut faite dame du palais par Monseigneur et fut toujours bonne quoiqu'avec de grandes dispositions à ne l'être pas XI. 59.

NOVION, *premier président du Parlement de Paris.* Sa manière de rendre des arrêts porte la cour à le forcer de se démettre XI. 60.

O.

O (*madame d'*) Ses liaisons et son mariage avec M. de Villers XI. 61. Il est fait gouverneur de M. le comte de Toulouse *id.* 63. Note épigrammatique sur cette dame *id.* 117.

Observations. Celles de l'éditeur sur l'opinion de M. de Saint-Simon, auteur de ces mémoires, à l'égard du pouvoir usurpé des parlemens XIII. 78.

ORANGE (*le prince d'*) Il est battu à Nerwinde par le maréchal de Luxembourg moins fort que lui III. 5. Il refuse avec hauteur une des batardes de Louis XIV. *id.* 72. Son mot sur les François à la bataille de Nerwinde III 13. Autre mot de ce prince à la prise de Namur *id.* 20.

NB. Voyez les art. Guillaume III. *et* Angleterre.

ORANGE (*la princesse d'*) Indifférence que la cour de France témoigne à la mort de cette princesse XI. 66.

ORLEANS (*le duc d'*) *régent, neveu de Louis XIV.* Son portrait, son caractère, et qualités de son cœur et de son esprit avant sa liaison avec le cardinal Dubois VII. 26. Son édu-

cation et les différens gouverneurs que ce prince eut successivement *id.* 37. Il avoit la prétention de ressembler à Henri IV. *id.* 29. Il se livre à l'abbé Dubois et à la débauche *id.* 39. Il s'abstient d'aller à la cour *id.* 40. Il veut passer pour le plus débauché de son siècle et excès auxquels il se livre pour mériter ce titre. *id.* 45. Il revient ensuite à la cour où l'ennui le gagne et le porte à se livrer à la chymie. *id.* 47. Son goût pour les sciences et les arts. *id.* 48. Sa vie privée. *id.* 64. Les favoris de ses plaisirs et le nom qu'il leur donne. *id.* 66. Ses orgies et ce qui s'y passoit. *id.* 67. Ses roués, leur morale, et leurs goûts. X. 137. *NB. Voyez de plus amples détails sur ces orgies id.* 173. Son mariage avec Mademoiselle de Blois, seconde fille du Roi et de Madame de Montespan, les moyens que le Roi emploie pour faire réussir ce mariage et quels en furent les principaux agens. III. 93. Il paroît se rendre au profond raisonnement du duc de Saint-Simon qui tend à le détourner de la guerre d'Espagne. VII. 106. L'abbé Dubois (depuis cardinal) le domine, la guer-

re se déclare, et honte du régent à cette occasion. *id.* 110. Son respect et ses égards pour le jeune Roi Louis XV lui en gagnent le cœur. VIII. 117. Il ne peut vaincre l'empire que Dubois s'étoit acquis sur son esprit *id.* 106. Il le fait premier ministre malgré les justes remontrances du duc de *Saint-Simon* pour l'en détourner. *id.* 111. Bravoure de ce prince à la funeste bataille de Turin. IV. 134. Le Roi et la cour rendent justice à ce prince. *id.* 146. Elogé qu'en fait lui-même le prince Eugene. *id.* 128. Développement des vues du régent sur le trône d'Espagne. V. 8. Il pense à s'y placer sans cependant en paroître avide. *id.* 27. *NB.* Voyez l'universalité des notes de ce volume. On tente de lui attribuer la mort de Monsieur le Dauphin et celle de Madame la Dauphine. VI. 70. Raisons d'en douter. *id.* 77. Perplexité du prince à cette occasion et ce qu'il eut à éprouver de la cour et de la ville. *id.* 87. Récapitulation des services qu'il rendit à la cour d'Espagne et mot sanglant qu'il s'y permit sur mesdames de Maintenon et des Ursins. V. 5 et 6.

Il est déclaré régent après la mort de Louis XIV malgré l'opposition de plusieurs partis. VI. 249. *NB. Voyez les pages 233. et 247. du même vol.* Discours qu'il tint aux chambres assemblées lorsqu'il s'y présenta pour obtenir la régence. *id.* 251. Harangue des dames de la halle à ce prince, lors de sa nomination à la régence. VII. 190. Il annonce au jeune Roi Louis XV qu'il vient de faire arrêter le maréchal de Villeroi son gouverneur. VIII. 55. Douleur que le jeune Roi en témoigne. *id.* 55. Indice qui lui sert à découvrir le plan formé contre la régence. IX. 251. *NB. Voyez Cellamare et Conspiration.* Il meurt subitement et regrets qu'en témoigne le jeune Roi Louis XV. VIII. 138. Etat de la ville et de la cour après la mort de ce prince. *id.* 141.

ORLÉANS. (*Madame la duchesse d'*) épouse du régent. Son portrait et son caractère. VIII. 21. Sa timidité vis-à-vis du Roi son père et sa vie privée. *id.* 24.

ORRY. (*favori de mesdames des Ursins et Maintenon*) ses premiers pas vers la fortune et qui lui aida à les faire. XI. 68. Son im-

prudence et sa friponnerie ravissent à Philippe V la conquête du Portugal. III. 151. et 157.

P.

Pairie. Ses prérogatives d'après M. de Saint-Simon auteur de ces mémoires. XIII. 14. Prétentions du parlement de Paris à cet égard. *id.* 92. Ordonnances et décisions à l'appui de ces prétentions. *id.* 127.

Pairs. Recherches sur l'étendue du pouvoir et de la puissance des anciens pairs. XIII. 25.

Paix. Celle de Nimegue. I. 14 Celle de Ryswick. *id.* 62. Celle conclue avec la Savoye. III. 21. Et celle conclue entre les cours de France et d'Espagne. VIII. 27.

PARIS. (*les frères*): Leur origine et ce qui les fit connoître et s'avancer. IX. 69. Talent particulier de chacun et leur influence dans les finances. *id.* 119.

Parlemens. Leur origine. XIII. 10. Raisons qui nécessiterent la formation de celui de Paris et détails à ce sujet. *id.* 54. Pro-
jet

jet de destruction de ce même parlement et par qui il est conçu. VII. 119. Prérogatives que celui de Paris dispute aux pairs de France et preuves sur les quelles il se fonde. XIII. 92. et 27.

NB. Voyez les mois, Parlemens et Ducs.

PARME. (la princesse de) seconde femme de Philippe V. Roi d'Espagne. Son caractère et moyens qu'elle employoit pour tirer parti du Roi. VII. 154. Ses desseins pour l'avancement de ses enfans sont découverts et traversés. id. 156. Son influence à cette cour, sa haine contre les Espagnols et sa prédilection pour les Italiens. id. 132. Moyens dont elle et Alberoni qu'elle avoit fait premier ministre, se servent pour s'emparer de l'esprit du Roi. id. 138. Détails sur la vie privée de l'auguste couple. id. 140.

Partis. Ils'en forme 4 à la cour sur le système de régence. VI. 233. Celui du duc d'Orléans l'emporte et la lui fait déférer, id. 247.

PEPIN. (chef de la seconde race des Rois de France): Apperçu sur le vasselage et la féodalité. XIII. 11.

Oeuv. de St. Simon. Tom. XIII. R

PHILIPPE V. (*Roi d'Espagne, petit fils de Louis XIV*): Son caractère VII. 57. et 149. Combien il étoit retenu dans sa conversation, ses scrupules sur son élévation au trône d'Espagne et son esprit de retour pour la France. *id.* 151. Son second mariage avec une princesse de Parme. V. 173. Ses bou-rasques et scènes qu'il faisoit lorsque la reine étoit rebelle à ses desirs. VII. 155. Le parti qu'elle en savoit tirer. *id.* 156.

NB. Voyez l'art. duc d'Anjou.

Philippiques (Satyre des): Elle est occasionnée par le jugement de la Régence contre les princes légitimés. VII. 99. Le régent lit cette satyre, et l'effet qu'elle produisit sur ce prince. *id.* 100.

NB. Lisez cette satyre, page 199.

PIERRE I^{er}. (*Czar de Moscovie*): Plaisante manière dont il reçoit les ambassadeurs que la cour de Londres lui envoie pendant son séjour en Hollande et quelques détails sur la conspiration qui eut lieu à sa cour pendant ses voyages en Europe. IX. 73. et 122.

NB. Voyez les art. Russie et Czar.

POLIGNAC. (*le cardinal de*): Il eut beau-

coup d'esprit et de sçavoir mais très-peu de celui qui convenoit à son état. IX. 75. Insipide flatterie qui lui échappe étant à la suite du Roi dans les jardins de Marly. *id.* 77. Fragment d'une correspondance précieuse entre lui et le duc de Richelieu alors ambassadeur à Vienne. *id.* 141.

Politique. (Intelligence): Apperçu de ce qu'elle coutoit à la cour de France. I. 191.

POMPADOUR. (*l'abbé de*): Expédient dont il se servoit pour se dispenser de dire son bréviaire. IX. 77.

POMPONNE (*ministre et secrétaire d'Etat; fils du célèbre Arnaud d'Andilly*): La réputation de son père et ses talens personnels le font employer de bonne heure et avec succès dans plusieurs affaires et ambassades importantes. IX. 78. Il déplait à Colbert et à Louvois qui parviennent à aigrir le Roi contre lui. *id.* 80. Son rappel au ministère après 12 ans de disgrâce. *id.* 84.

PONTCHARTRAIN. (*ministre d'Etat*): Etroite sphère dans la quelle le retient longtemps M. de Colbert et dont il le fait enfin sortir pour le porter à la première présidence de

Rennes. XI. 87. et suivantes. Suites de l'avancement et de la fortune de ce ministre. *id.* 91. Il veut marier son fils à Mademoiselle de Malauze et mortification qu'il lui fallut essuyer du Roi à cette occasion. *id.* 98. Episode sur une indiscretion commise par la mère de cette demoiselle à la table du Roi de Dannemark. *id.* 102. Contraste du caractère du fils de ce ministre avec celui de son père. *id.* 105.

Port Royal. Destruction de cette abbaye. IV. 113. et suiv. Voyez l'origine des troubles et les causes de la destruction de cette abbaye aux art. Jansenistes, Molinistes et Bulle Unigenitus.

PRIE (*Madame de*) *maitresse de M. le Duc*, premier ministre, fils du grand Condé. Elle favorise les projets de la cour d'Angleterre. VIII. 146. NB. Voyez l'art. Duc.

Princes. légitimés. Considérations et réflexions sur la fatale influence qu'a eu pendant une partie du règne de Louis XIV, la foiblesse de ce monarque pour ses batards. III. 87. Mémoire sur l'aptitude de ces princes à suc-

céder à la couronne, contenant divers détails sur les droits de la nation. XIII. 153.

Princesses. Leurs scènes et brouilleries à la cour III. 84. Les menaces du roi les font cesser. *id.* 87.

Protestans. (*les*) de quelle manière ils sont persécutés par Louis XIV. II. 40 et 130.

NB. Voyez l'art. *Cevennes* et celui *Edit de Nantes*.

Prusse. (*Frédéric III. Electeur de Brandebourg, premier roi de*) Origine de ce royaume et la conquête qu'en firent les chevaliers de l'ordre Teutonique ayant l'électeur de Brandebourg à leur tête. IX. 109. comment cet électeur se salua lui-même roi de Prusse. *id.* 112.

PUYSÉGUR. (*le maréchal*) Il sert en Espagne sous le maréchal de Berwick, ses talens militaires et ses vertus sociales. IV. 37.

Q.

QUESNEL. (*le père*) sentiment du père la Chaise sur le Nouveau testament composé par ce Jésuite. IX. 70.

R.

RACINE, (*de l'académie françoise.*) Il plaît au roi par son esprit et par son grand talent comme poëte. XII. 1. Il est admis dans les particuliers du monarque, et une indiscretion causée par sa grande distraction le perd pour toujours dans l'esprit du prince et dans celui de madame de Maintenon. *id.* 2.

RAVIGNAN, (*un des pages de Louis XIV.*) Il est fait prisonnier à Tournay par Marlborough qui le renvoie sur sa parole. XII. 4. Il est chargé du commandement de Bouchin, détails et particularités à ce sujet. *id.* 4.

Régence. Elle est déferée à M. le duc d'Orléans, malgré l'opposition de plusieurs partis. VI. 238 et 247. Le jeune roi Louis XV. la confirme par un lit de justice. *id.* 257.

Voyez les art. Orléans, Dubois et Saint Simon.

Remontrances (*inutiles*) du duc de Saint-Simon au régent, sur les bienséances religieuses qu'il doit observer à l'égard du public. VII.

70. Sacrilège qu'il commet à la suite de ces remontrances. *id.* 75.

RICHELIEU. (*le duc, père du maréchal*) plusieurs lettres de madame de Maintenon à ce seigneur. X. 159.

RICHELIEU (*le maréchal, fils du duc*) Une de ces lettres à M. de Silly, sur le goût du roi pour madame de Toulouse et sur les menagemens qu'exige le caractère de ce monarque. X. 152. Un mot sur les amours de ce maréchal avec mesdemoiselles de Valois et de Charolois, sur son avancement et son mérite militaire. *id.* 167.

RIOM. (*petit neveu de M. de Lauzun et amant de madame la duchesse de Berry*) définition plaisante de sa figure. VII. 8. Son empire sur la duchesse avec laquelle on le croit marié. *id.* 10.

ROCHECHOUART. (*marquis de Chandanier.*) Son courage dans toutes les persécutions que lui fit éprouver le cardinal Mazarin pour le forcer à donner sa démission de capitaine des gardes en faveur de M. de Noailles XII. 8. Son courage ne cède qu'à la piété. *id.* 10.

ROHAN. (*premier cardinal de ce nom.*) Ses

énormes dépenses à Rome et ce qu'il éprouva lorsqu'il voulut entrer au conseil. XII. 179

ROQUELAURE. (*le duc de*) plaisante idée qui lui vient de se venger du maréchal de Villeroy qu'il savoit être l'amant de sa femme. XII. 210. Ce qu'il eut à souffrir de monsieur de Vendôme et du grand prieur son frère au jeu de M. le Grand et comment il prit la chose. *id.* 11. Plaisanterie de M. de Saint Simon sur ce duc. *id.* 13.

ROUCY. (*la comtesse de*) Son caractère singulier ne le cede en rien à celui de son mari, dont tout le mérite consistoit dans des inepties d'un genre particulier XII. 21.

ROUILLÉ (*directeur général des finances*) la cause de sa disgrâce sous le régent. XII. 143.

ROZE (*secrétaire du cabinet du roi*) fonctions de cette charge, talens particuliers qu'elle exige et auxquels il étoit propre. XII. 15. Justice qu'il obtient du roi sur un mauvais tour que monsieur le prince de Condés'étoit plu à lui jouer. *id.* 16. plaisanterie amère que lui fit un jour M. de Duras, et quelques particularités sur lui. *id.* 20.

ROZEN. Il cachoit sous une dure écorce des qualités et de l'esprit qu'il fut toujours fort adroitement mettre à profit. XI. 9.

Russie. Ce qu'elle étoit avant Pierre le Grand, IX. 147. Conduite cruelle et barbare de ce prince envers sa femme, son fils, sa sœur et plusieurs grands personnages de sa cour. *id.* 149 NB. Voyez les art. Czar et Pierre I.

Ryswick (*paix de*) Etat de la France après cette paix et éclat de cette monarchie au milieu même de sa plus grande détresse. I. 62.

S.

SABRAN. (*madame de*) une des maîtresses favorites du régent. Analyse de son portrait et de son caractère. IX. 69. plaisante et hardie comparaison qu'elle hazarde devant le régent. *id.* 70.

Sacre. Celui de l'abbé Dubois comme archevêque de Cambray et ses particularités intéressantes. VIII. 3.

Sacrilège. Celui que commit le régent à la

suite des remontrances du duc de St. Simon à l'occasion des Pâques. VII. 75.

SAINT SIMON. (*le duc de*) *auteur de ces mémoires.* Ses sentimens sur l'administration de Louvois par rapport à la discipline militaire et à la dispensation des emplois I. 84. Il démontre le danger des promotions. *id.* 92. Sa familiarité avec le Duc d'Orléans régent et ce qu'il se permet de lui dire un jour à Marly *id.* 30. Ses représentations au régent sur le projet de la destruction des parlemens. VII. 125. Le projet n'a pas lieu. *id.* 129. Sa profession de foi sur le jansénisme et sur le molinisme. IV. 97. Long et intéressant entretien qu'il eut avec le régent pour le détourner de la guerre d'Espagne VII. 106. La guerre se déclare à l'instigation de l'abbé Dubois et honte qu'a le régent de sa condescendance aux conseils de cet homme. *id.* 110. Ses remontrances au régent sur ses prétentions au trône d'Espagne. V. 28. Il fait promettre au régent de ne point aller au sacre de l'abbé Dubois et comment madame de Parabère sa maîtresse lui fait changer de résolution. VII. 12. Autres re-

montrances qu'il fait au régent pour l'empêcher de nommer Dubois premier ministre. VIII. 90. Le régent paroît ébranlé. *id.* 105. Sa confiance en M. de Saint Simon et son foible pour Dubois le font longtems hésiter. *id.* 106. Il satisfait à la fin les vœux de Dubois. *id.* 111. Ses réflexions sur ce qu'il y avoit à faire, lorsque le cardinal de Fleury se sépara une seconde fois du jeune roi Louis XV son pupile. VIII. 151. Il est envoyé en Espagne et les divers sujets de son ambassade dans ce royaume. *id.* 27. Instructions sur la manière dont il doit se conduire à cette cour. *id.* 229. Deux lettres du jeune roi Louis XV, l'une au roi d'Espagne et l'autre à la reine son épouse sur son mariage avec l'Infante. *id.* 255.

SAINT AIGNAN. (*le duc de*) *Ambassadeur de France à la cour d'Espagne.* Il quitte cette cour et se joue du cardinal Alberoni qui avoit dessein de l'y faire arrêter. VII 104.

SAINT GERAN. Détails rapides sur sa vie et sur celle de sa femme. XII. 22.

SALA. (*le cardinal*) à quel singulier hazard

il dut son avancement. XII. 24. Son esprit d'intrigue et de sédition devient nécessaire à l'archiduc qui l'avance et lui fait avoir le chapeau. *id.* 24.

SANTEUIL. (*le poëte*) Son esprit le lie avec M. le duc fils de M. le prince de Condé et mort cruelle qu'il trouve à la cour de ce prince. XII. 26.

Savoie. Paix et alliance de la France avec cette puissance, et manière dont le tout fut négocié. II. 111.

SAXE. (*le prince de*) Apperçu sur les desseins qu'il avoit de faire de son fils son successeur au trône de Pologne et en même tems le chef du parti protestant en Allemagne. XII. 28.

SERON. (*medecin de M. de Louvois*) Sa mort singulière donne lieu à des soupçons sur celle du ministre. I. 58.

Sièges. Voyez les art. sur les guerres de Flandres et d'Italie, sous ces deux derniers mots.

SOISSONS. (*la comtesse de*) mère du prince Eugène. Elle fut long-temps en grande faveur

par le crédit du cardinal de Mazarin son oncle, et finit par mourir misérablement à Bruxelles. XII. 34. Ses liaisons avec la reine d'Espagne et suites funestes qu'elles eurent pour cette cour. *id.* 36.

SOUBISE. (*M. le prince de*) Un premier mariage fait sa fortune, un second fait son élévation. XII. 37. Usage que sut faire la seconde princesse de Soubise de sa beauté. *id.* 38.

SOUBISE. (*coadjuteur de Strasbourg et depuis cardinal*) Renseignemens sur l'origine et la naissance de M. de Soubise. XII. 40. Histoire de l'élévation de l'abbé de Soubise à la coadjutorerie de Strasbourg, intrigues et simonies qui eurent lieu à ce sujet. *id.* 41.

STANHOPE. (*ministre et depuis général Anglois*) Ses liaisons avec le régent et le Cardinal Dubois. VII. 76.

STUART. Renseignemens sur les derniers rejettons de cette famille, XII. 191.

Sulpice. (*Séminaire de Saint*) premier état de cette communauté, comment elle sut sortir de l'obscurité et protection que lui accorde le duc de Saint-Simon. XII. 30.

T.

TALLARD. (*le maréchal de*): Plusieurs moyens joints à l'art qu'il sut employer pour plaire aux généraux, lui frayerent le chemin de la fortune et son ambition fit le reste. XI. 15.

TEMPLE. (*le chevalier*): Grande réputation qu'il s'acquit dans les lettres et dans la politique et propos plaisant qu'il tint à M. de Chevreuse sur la mécanique. XII. 50.

TENCIN. (*l'abbé*) depuis cardinal et la religieuse sa sœur. Il se lie étroitement avec sa sœur la religieuse qui par plusieurs moyens parvient à se faire relever de ses vœux. XII. 51. Elle devient la maîtresse du cardinal Dubois. *id.* 53. Procès en simonie qu'il eut à soutenir et la honte qu'il en reçut *id.* 56. Quelques détails sur l'esprit d'intrigue de ce prélat et sur la conversion de Law dont il se chargea. X. 173. Il exprime au Roi et au pape le désir qu'il a de se retirer de la cour et réponses du monarque et du souverain pontife à ce sujet. X. 185.

TESSÉ. (*le maréchal de*): Il fut protégé d'abord de Louvois dont il flattoit les vues

et ensuite de la duchesse de Bourgogne qui s'imagina lui avoir quelque obligation. XI. 13.

Testament de PHILIPPE IV, Roi d'Espagne. Il est favorable à la cour de France qui l'accepte. III. 118. De quelle manière le nouveau Roi d'Espagne est salué à Versailles par l'ambassadeur de cette cour. *id.* 131.

Testament de LOUIS XIV. Menées de Madame de Maintenon et du duc du Maine, pour amener le Roi à tester et leurs vues à cet égard. VI. 99. Le Roi se détermine à le faire et le remet cacheté au parlement. *id.* 115. Il laisse entrevoir par un propos qu'il tint au duc du Maine, que cet acte de sa dernière volonté lui a été extorqué et qu'il n'aura pas son exécution. *id.* 111. Ouverture de ce testament peu favorable au régent. *id.* 254. Il est cassé en plein parlement en même temps que le duc d'Orléans y est déclaré régent. *id.* 257.

NB. Voyez les derniers art. sur Louis XIV ainsi que les mots Orléans, Régence et Partis.

Tiers-Etat. Son origine et l'énorme disparité entre son ancien néant et son nouvel

éclat (*en 1791. époque de la publication de cet ouvrage*) XIII. 7.

TORCY. (*ministre des affaires étrangères* :) Ce qui lui donna entrée au conseil et comment il y fut maintenu. XII. 57. Détails en forme d'éloge, de ses talens ministériels et de ses vertus domestiques. *id.* 177.

TORTOSE. (*siège et prise de*) XII. 172.

NB. Voyez l'art. sur la guerre d'Espagne.

TOULOUSE. (*le comte de*) : Son caractère. III. 53. Son courage au combat naval de Malaga remporté sur les Anglois. IV. 41.

TOURVILLE. (*le maréchal de*) célèbre vice-amiral. Il est forcé de livrer bataille aux Anglois. III. 4. Le mauvais succès de cette action ruine notre marine. *id.* 5. Beau caractère de ce marin et hommages rendus à son mérite et à sa valeur. *id.* 61.

Trianon. Une dispute sur une fenêtre de ce château, donne lieu à la fameuse guerre de 1668 qui embrase toute l'Europe. I. 14.

Triumvirat. Développement de celui formé entre le cardinal Dubois, le duc de Noailles et M. de Canillac au sujet du Roi JACQUES retiré en France. VII. 79.

TURIN

TURIN. (*bataille et siège de*): manqués;
IV. 134.

NB. Voyez les art. Batailles et Guerre d'Italie.

U.

Unigenitus (*la bulle*): Anecdote relative à cette bulle. IV. 119. Dernières paroles de Louis XIV au lit de la mort sur cette bulle. VI. 241.

NB. Voyez les art. Moliniste et Janséniste.

URSINS. (*la princesse des*): Détails sur cette princesse nommée *Camarera major* de la nouvelle reine d'Espagne épouse de Philippe V. III. 135. Elle forme avec Madame de Maintenon le projet de gouverner l'Espagne. *id.* 143. Elle fait des ministres et des généraux d'armée. *id.* 149. Elle intercepte les dépêches de l'ambassadeur de France. *id.* 152. Plaisant démenti qu'elle donne à l'abbé d'Estrées depuis cardinal. *id.* 153. Sa disgrâce et le courage avec lequel elle la soutient. *id.* 155. La reine d'Espagne intrigue pour son retour et l'obtient. *id.* 159. Elle séjourne à la cour de France, *Oeuv. de St. Simon.* Tom. XIII. S

et y triomphe de ses ennemis. *id.* 162. Son long séjour à cette cour donne de l'ombrage à Madame de Maintenon. *id.* 164. Ses premières lettres sur l'état de la cour et du royaume d'Espagne lorsqu'elle y revient. *id.* 175. Motifs de sa haine contre le duc d'Orléans. IV. 6. *NB. Voyez dans l'universalité des Notes, combien elle se montre opposée à ce prince et aux créatures qu'elle croit de son parti en Espagne.* Elle a l'ambition de devenir souveraine. V. 167. La nouvelle reine d'Espagne la chasse avec éclat de sa cour *id.* 173. Soupçons sur les causes de cette expulsion. *id.* 183. Quelques nouveaux détails sur les vraies causes de cette seconde disgrâce. XII. 211. Plusieurs de ses lettres pendant son séjour à la cour d'Espagne; en réponse à celles de Madame de Maintenon, sur plusieurs campagnes des guerres d'Espagne et d'Italie, par les armées françoises, son sentiment sur les généraux chargés de leur commandement et principalement sur M. le duc d'Orléans. IV. 247.

V.

VALLIERE. (*M. de la*): Plaisante question qu'il fait à la maréchale de Noailles, dans un moment de grande affliction. XII. 60.

VALLIERE. (*Madame la duchesse de la*) première maitresse de Louis XIV: Ce qu'il en couta à sa vertu pour jouer ce rôle et comment elle se punit de l'avoir rempli. I. 6.

VAUBAN. (*le maréchal de*): Il sut réunir aux qualités inappréciables du plus honnête et du plus vertueux homme de son siècle, la réputation du plus savant et du plus profond guerrier dans l'art des sièges et de la fortification. XI. 7. ses vues particulières et celles de M. de Boisguilbert, son ami, pour une nouvelle répartition d'impôts et l'amélioration des finances, et obstacles qu'ils rencontrèrent dans l'exécution de leur projet. XII. 61 et suivantes.

VAUDÉMONT. (*le prince de*): Mariage dont il est issu. XII. 71. Il entre au service d'Espagne et se lie ensuite avec le prince d'Orange. *id.* 72. Apogée de sa gloire. *id.* 73. Il se

met à la tête d'une conspiration en Franche-Comté. *id.* 75.

VAUGUYON. (*M. de la*) : A qui il dut son élévation. XII. 75. Scènes et extravagances causées par le dérangement de son esprit. *id.* 77.

VENDÔME. (*Monsieur de*) : Son caractère. XII. 83. Le cardinal Alberoni est envoyé par le duc de Parme pour négocier avec ce prince : quelques renseignemens sur l'origine et le caractère de ce prélat ; et partialité de M. le duc de Saint-Simon à l'égard de ces deux personnages. *id.* 88. Il assiège et prend Barcelone et le Mont-joui. III. 23. Vives sorties qu'il fit contre M. le duc de Bourgogne après le combat d'Oudenarde. IV. 191.

VENISE. (*république de*) : Elle obtient à la cour de France le même traitement que les têtes couronnées. XII. 93.

VERRUE. (*Madame de*) : Elle s'aperçoit qu'elle plaît à M. de Savoye, à la cour duquel elle avoit été mariée et ce qu'elle tente inutilement pour s'en faire oublier. XII. 94. Elle domine la cour de Savoye où on

essaye de l'empoisonner. *id.* 97. Elle se lasse d'être maîtrisée par le prince et s'enfuit de ses états. *id.* 98. Fruits de son commerce avec ce prince. *id.* 99.

Versailles. (le château de): Ce qu'étoit ce château sous Louis XIII. et ce qui donna lieu à son agrandissement sous Louis XIV. I. 101.

Versailles. (la cour de): Trois partis s'y forment en 1709 pour la diviser et quel nom on leur donnoit. V. 43.

VILLARS. (pere): Sa valeur fit oublier sa naissance et le fit rechercher d'abord de M. de Nemours et ensuite de M. le prince de Conti qui l'avança et lui fit sa fortune. XII. 100.

VILLARS. (le maréchal duc de): Son attachement au Roi et à la gloire de son royaume contenu dans un fragment de lettres. XII. 98. Beaucoup de détails sur la fortune et la gloire de ce maréchal. *id.* 102.

NB. Voyez l'art. de la suite des guerres de Flandres sous ce dernier mot.

VILLEROY. (*le maréchal de*): Gouverneur de Louis XV, son genre d'esprit et son peu de jugement. XII. 116. Le Roi le plaint sur sa mauvaise fortune à la guerre. *id.* 120. Après la mort du duc de Bourgogne, il rentre dans les bonnes grâces du Roi qu'il avoit perdues. VI. 62. Il est chargé de remplacer Catinat dans le commandement de l'armée d'Italie et mot sanglant que lui dit à cette occasion le maréchal de Duras IV. 8. Beau mot du maréchal de Villeroy à la journée de Crémone. *id.* 13. Détails curieux sur cette journée et sur le combat de Luzara. *id.* 16. *NB. Voyez Ramillies à l'art. Batailles.* Scène outrageante qu'il fit au cardinal Dubois. VIII. 49. Il se laisse prendre au piège que Dubois et le régent lui tendent pour avoir occasion de s'en défaire. *id.* 72.

VILLEROI. (*la maréchale de*): Son intimité avec Madame la duchesse d'Orléans et la grande confiance que lui témoigne Madame la Dauphine la font considérer à la cour. XII. 114. Après avoir joui long temps

de la faveur de son mari, elle en partage les disgraces et y succombe. *id.* 123.

WIRTEMBERG. (*la princesse de*) Ridicules qu'elle se donne à la ville et à la cour où elle ne fit que paroître. XII. 130.

VOISIN. (*ministre d'Etat*): Forte leçon que lui fait le Roi, lorsqu'il arriva en place. XII. 128. Elle est suivie d'une défense qui ne lui donne pas moins de chagrin que cette leçon. *id.* 129. Il succède à Chamillart et à qui il dut particulièrement son élévation. V. 36.

Vols (*deux*) remarquables faits à la cour. II. 106.

F I N.

E R R A T A

- T. III. *page 161 ligne 5 au lieu de deux monarchies, lisez des deux monarques.*
- T. VII. *p. 198. l. 2 au lieu de de jouer, lisez, de déjouer.*
- Id. p. 221 l. 17 Philippiq. au lieu de se rougir, l. te rougir.*
- Id. p. 225 avant dernière l. au lieu de secouru, l. soutenu.*
- T. VIII. *p. 121 l. 24 au lieu de confessions, l. fonctions.*
- T. IX. *p. 19 l. 18 au lieu de sement, l. soigneusement.*
- Id. p. 114 l. 1 après le mot Londres au lieu de ni Hannover, l. ni dans le pays de Hannover.*
- T. X. *p. 202 l. 7 au lieu de prescription, l. perception.*
- T. XI. *p. 51 l. 24 au lieu de, pour exécrales, pour horribles, l. tout exécrales, tout horribles.*
- T. XII. *p. 100 l. 21 au lieu de, tandis que Villars, l. tandis que M. de Nemours.*
- Id. p. 217 l. 1 au lieu de Pardo, l. Prado.*

045730

JBV



TABLE DES MATIERES

Des Mémoires du duc de Saint-Simon relatifs au Droit public de la France.

	page
I. 1) <i>État primitif de la nation des François.</i>	5
2) <i>Origine de la féodalité.</i>	6
3) <i>Assemblée générale de la nation.</i>	9
4) <i>Pouvoir législatif de l'assemblée.</i>	9
5) <i>Vues sur Pepin.</i>	11
6) <i>Vues Sur Hugues - Capet.</i>	13
7) <i>Des prérogatives inhérentes à la pairie.</i>	14
8) <i>Sentimens du duc de St. Simon sur l'origine des Parlemens, et de ceux qu'il nomme légistes.</i>	19
9) <i>Prérogatives des pairs et de leur Pouvoir législatif avec le monarque.</i>	25
10) <i>Des ducs non pairs vérifiés au Parlement.</i>	48
11) <i>Histoire particulière de la formation du Parlement de Paris.</i>	54

TABLE DES MATIÈRES.

	page
12) <i>Du nom de Parlement.</i>	70
13) <i>Observations de l'éditeur, sur l'opinion du duc de St. Simon.</i>	78
<i>La Constitution de la monarchie françoise, dressée après avoir consulté les papiers du duc de St. Simon par les commissaires du parlement de Paris.</i>	87
<i>Travail de messieurs les commissaires nommés par arrêt du Parlement de Paris, les princes et pairs y séants, pour recueillir les principes et les faits tendans à établir que le Parlement de Paris est uniquement et essentiellement la cour des pairs et dont le dépôt a été ordonné par l'arrêt de la dite cour, avec les pièces justificatives.</i>	91
<i>Ordonnances.</i>	127
<i>Ordonnances de Charles V.</i>	128
<i>Lettres patentes de Louis XI, touchant le Comté d'Eu.</i>	134
<i>Idem, accordées au Comte de la Marche, contre la prétention du parlement de Bordeaux, séant à Poitiers.</i>	137
<i>Idem, pour faire le procès à la mémoire de Charles, duc de Bourgogne.</i>	140
<i>Lettres Patentes, qui révoquent l'évocation</i>	

TABLE DES MATIÈRES.

	page
<u>d'un procès criminel, contre un Conseil- ler au Parlement.</u>	<u>147</u>
II. <i>Mémoire sur les princes légitimés Fran- çois, sur leur aptitude à succéder à la couronne, faute de lignée légitime; sur l'attentat de l'édit du Roi Louis XIV contre les droits, qu'a la Na- tion de se donner un Roi par voye d'élection à l'extinction de la famille régnante et de ses Princes légitimes. Lu par M. le duc de Saint-Simon, dans un Conseil de régence relativement à l'affaire des Princes légitimés.</i>	<u>149</u>
III. <i>Recherches politiques sur les Cardinaux nés françois.</i>	<u>163</u>
IV. <i>Observations sur la Constitution politi- que du royaume d'Arragon en Es- pagne.</i>	<u>168</u>
V. <i>Origine et Progrès de la dignité des grands d'Espagne.</i>	<u>174</u>
VI. <i>Remarques sur la discipline ecclésiastique en Espagne & sur l'autorité de l'Inqui- sition.</i>	<u>183</u>
<u>Table générale pour les treize Volumes.</u>	<u>187</u>

